

Appuyer l'implémentation d'une transition climatique juste en Afrique

Recommandations politiques de la plateforme africaine pour les CDN - l'Africa NDC Hub

RAPPORT DE SYNTHÈSE POUR LA COP27
DÉCEMBRE 2022



Rapport collaborateur
Partenaires:



Table des matières

ACRONYMES	3
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	4
1 L'ÉTAT DE LA PLANIFICATION CLIMATIQUE EN AFRIQUE ET LES PRIORITÉS ÉMERGENTES POUR L'AVENIR	12
1.1 Progrès des pays africains dans la révision des NDC	12
1.2 Progrès des pays africains dans l'élaboration des LT-LED	20
1.3 Priorités émergentes en matière de planification climatique en Afrique	22
2 AMÉLIORATION DU FINANCEMENT CLIMATIQUE ET DE L'ENGAGEMENT DU SECTEUR PRIVÉ POUR LA MISE EN ŒUVRE	25
2.1 L'état du financement climatique pour la mise en œuvre des CDN en Afrique	25
2.2 Accélérer la mise en œuvre des CDN de l'Afrique	28
2.2.1 Traduire les CDN en opportunités d'investissement	30
2.2.2 Créer des outils financiers innovants pour catalyser le financement climatique	34
2.2.3 Faciliter l'engagement et l'investissement du secteur privé dans la mise en œuvre des CDN	41
3 DOMAINES PRIORITAIRES ÉMERGENTS EN MATIÈRE D'ADAPTATION ET D'ATTÉNUATION	45
3.1 Solutions fondées sur la nature	46
3.1.1 Le rôle critique des SfN pour l'adaptation et l'atténuation en Afrique	46
3.1.2 Initiatives régionales SfN pour accroître l'adaptation et l'atténuation au niveau continental	48
3.1.3 Approches basées sur le marché pour améliorer la propriété communautaire et l'impact d'adaptation à long terme des SfN	51
3.2 Transition énergétique équitable	57
3.2.1 La voie vers une transition énergétique équitable en Afrique	57
3.2.2 Augmentation de la production d'énergie renouvelable pour atteindre les objectifs d'adaptation et d'atténuation des CDN	60
3.2.3 Solutions énergétiques distribuées pour améliorer l'accès des communautés vulnérables	61
4 RECOMMANDATIONS POLITIQUES POUR ACCÉLÉRER LES ACTIONS CLIMATIQUES DE L'AFRIQUE	67
4.1 Stratégie, planification et suivi inclusifs du changement climatique	68
4.2 Financement climatique innovant, adapté et durable	70
4.3 Programmes, gouvernance et coordination régionaux robustes et renforcés	71



Acronymes

AFD	Agence Française de Développement	GEF	Fonds pour l'environnement mondial
ACMI	Initiative pour les marchés de carbone en Afrique	GES	Gaz à effet de serre
AFAT	Agriculture, foresterie et autres affectations des terres	GGGI	Global Green Growth Institute
AFR100	Restauration du paysage forestier africain	GMB	Grande muraille bleue
AGHA	Alliance pour l'hydrogène vert en Afrique	GMV	Grande muraille verte
AIE	Agence internationale de l'énergie	GPR	Garanties partielles de risque
AMP	Africa Minigrids Program	Ha	Hectares
APD	Aide publique au développement	IGREENFIN I	Initiative de financement vert inclusif
AREI	Initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables	LSF	Facilité de liquidité et de durabilité
ASS	Afrique subsaharienne	LT-LED	Stratégies de développement à faible émission à long terme
AUDA NEPAD	Agence de développement de l'Union africaine	MoE	Ministère de l'économie
AU GRAP	Plan d'action pour la relance verte de l'Union africaine 2021-2027	MoF	Ministère des finances
BAD	Banque africaine de développement	MNV	Mesure, Notification Et Verification
BIsD	Banque islamique de développement	NAPs	Plans d'adaptation nationale
CAEP	Paquet de renforcement de l'action climatique	NDC-P	NDC Partnership
CAHOSCC	Comité des chefs d'État et de gouvernement africain sur le changement climatique	NWFE	Nexus of Water-Food-Energy
CDN	Contributions déterminées au niveau national	PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
CEA	Commission économique pour l'Afrique	PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
CMAE	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement	PPP	Partenariat public-privé
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	PREPARE	Plan présidentiel d'urgence pour l'adaptation et la résilience
COP26	26e Conférence des Parties	RE4PU	Énergie renouvelable à usage productif
COP27	27e Conférence des Parties	SfN	Solutions fondées sur la nature
CUA	Commission de l'Union Africaine	SPAR6C	Soutenir la préparation à la coopération au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris
DAPA	Conception d'approches politiques au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris	SLCP	Agents de forçage du climat à courte durée de vie
DtP	Desert to Power	SHS	Systèmes solaires domestiques
DTS	Droits de tirage spéciaux	SWP	Pompes solaires immergées
EDN	Echange dette-nature	UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
FIDA	Fonds international de développement agricole	UNDP	United Nations Development Program
FVC	Fonds vert pour le climat	WRI	World Resources Institute
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population	ZLECA	Zone de libre-échange continentale africaine



Résumé Exécutif

Les populations, la biodiversité et les économies africaines sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique. L'élévation du niveau des océans, la modification du régime des précipitations et l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes, sont autant de facteurs menaçant la santé des hommes et des écosystèmes naturels, la sécurité alimentaire et hydrique, ainsi que le développement socio-économique en Afrique. Le taux moyen d'augmentation des températures en Afrique au cours des trois dernières décennies a dépassé la moyenne mondiale, l'année 2021 devenant la troisième année la plus chaude jamais enregistrée sur le continent¹. En outre, l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Sud ont connu de graves sécheresses, tandis que de vastes incendies de forêt ont menacé de grandes parties de l'Afrique du Nord.² En raison des effets du changement climatique, l'Afrique perd de 5 à 15 % de son produit intérieur mondial (PIB) par an.³ De plus, le nombre de personnes sous-alimentées dans les pays africains sujets à la sécheresse a augmenté de 46 % au cours de la dernière décennie.⁴

Malgré les conflits en cours dans certaines régions d'Afrique et les chocs économiques mondiaux, les pays africains et leurs partenaires luttent activement contre les effets du changement climatique. La crise de la COVID-19 et la guerre entre la Russie et l'Ukraine, entre autres facteurs, ont considérablement contribué à augmenter les taux d'inflation au niveau mondial et africain (p. ex. 12,2 % en Afrique en 2022) dans laquelle les décideurs politiques sont confrontés à de nombreuses questions concurrentes.⁵ Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN – l'Africa NDC Hub – l'Africa NDC Hub travaillent en étroite collaboration avec les gouvernements, réitérant l'importance et l'urgence de s'adapter au changement climatique, de soutenir le développement de voies de croissance à faible émission de carbone, de lever des fonds pour le climat et de mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CDN).

L'Afrique a réalisé des progrès significatifs dans la mise à jour de ses CDN depuis la COP26. L'élaboration de Stratégies de développement à faible émission à long terme (LT-LED) demeure toutefois lente. En effet, huit pays ont soumis des CDN révisées, ce qui porte le total des CDN mises à jour à quarante-sept en Afrique.⁶ Ces nouvelles CDN ont des niveaux d'ambition et de qualité plus élevés et sont plus inclusives. Les objectifs de réduction des émissions dans les CDN africaines ont été accrus de 6,9 % en moyenne sur un éventail plus large de gaz et de secteurs.⁷ Les nouvelles CDN présentent des plans de mise en œuvre, de financement et de suivi, de notification et de vérification (MNV) plus détaillés. Plus de 80 % des CDN mises à jour fournissent des estimations de coûts pour leur mise en œuvre, ce qui facilitera l'élaboration de plans d'investissement, et les estimations totales s'élèvent à 1,2 trillion USD à l'horizon 2030.⁸ Ces nouvelles CDN intègrent également souvent des mesures visant à renforcer l'autonomie des femmes et des jeunes. Toutefois, les progrès ont été plus lents dans l'élaboration des LT-LED, avec seulement quatre soumissions à ce jour et seulement neuf en cours d'élaboration.⁹ Cela s'explique principalement par le fait que les LT-LED sont relativement nouvelles et complexes et nécessitent une formation spécifique et des données de qualité. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN fournissent aux gouvernements une assistance technique, des conseils et un renforcement des capacités pour accélérer ce processus.

Il est essentiel d'investir davantage dans l'élaboration des plans nationaux d'adaptation (PNA) pour soutenir les efforts de résilience et d'adaptation de l'Afrique. La résilience et l'adaptation sont des priorités émergentes pour les pays africains, avec des composantes d'adaptation dans 41 des 46 CDN actualisées.¹⁰ Ces pays ont élargi la portée sectorielle de l'adaptation des CDN, ont fourni des plans d'adaptation et ont aligné leurs CDN sur les politiques nationales d'adaptation existantes. Les PAN sont des outils importants pour fournir plus de détails sur la planification de l'adaptation, en particulier à moyen et long terme. Alors que cinquante-deux pays sont à un stade ou un autre du processus PAN, seuls dix-sept ont soumis leur PAN à ce jour, la complexité du processus et les priorités climatiques concurrentes

1. Organisation météorologique mondiale, [State of Climate in Africa highlights water stress and hazards](#), Sep 2022

2. Mongabay, [In Africa, temperatures rise, but adaptation lags on West's funding failure](#), 2022

3. AfDB, Africa loses up to 15% of its GDP per capita annually because of climate change – African Development Bank Acting Chief Economist Kevin Urama, 2022

4. CCNUCC, Climate Change Is an Increasing Threat to Africa, 2020

5. IMF blog, [Africa Faces New Shock as War Raises Food and Fuel Costs](#), Apr 2022

6. UNFCCC, [NDC registry](#), consulté le 31 octobre 2022

7. NDC Partnership, [Climate Action Enhancement Package: Lessons in developing implementation ready NDCs](#), 2022; Analyse Dalberg

8. Climatewatchdata.org, [NDC Enhanced Tracker](#), consulté le 29 novembre 2022

9. 4 pays qui ont soumis leur LT-LED sont le Bénin, le Maroc, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, et les pays qui sont en train de préparer leur LT-LED sont l'Angola, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Gambie, le Kenya, le Nigeria, le Mozambique et l'Ouganda

10. NDC Partnership, [Climate Action Enhancement Package: Lessons in developing implementation ready NDCs](#), 2022

11. UNFCCC, [National Adaptation Plans](#), consulté le 77 octobre 2022 Cependant, seuls 40 PAN ont été soumis au niveau mondial

limitant les progrès.¹¹ Cela nécessite un soutien renouvelé pour accélérer la planification et la mise en œuvre de l'adaptation. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN soutiennent les pays pour s'assurer que leurs LT-LED sont alignés sur leurs PAN, et fournissent des méthodologies et des outils pour évaluer, sensibiliser et renforcer les capacités des fonctionnaires qui mettent en œuvre les PAN au niveau local.

Si les pertes et dommages sont de plus en plus reconnus comme une priorité climatique supplémentaire, avec l'annonce d'un fonds historique lors de la COP27, ils doivent être rationalisés dans les CDN.

Depuis des années, l'Afrique plaide pour la mise en place d'un mécanisme mondial permettant aux pays développés d'indemniser leurs homologues en développement pour les dommages causés par le changement climatique. Lors de la COP27, il s'agissait d'un point de discussion essentiel et les négociations se sont conclues par un accord historique visant à créer un fonds pour les pertes et les dommages parrainé par les Nations unies afin d'aider les pays en développement qui sont "particulièrement vulnérables" aux effets du changement climatique. Cette décision historique est le fruit d'un dialogue et de négociations politiques intenses entre les nations africaines et fera pencher la balance du bon côté pour le continent le moins polluant face au coût élevé du changement climatique.¹² En outre, un groupe d'assureurs africains s'est engagé à créer le Mécanisme africain de gestion des risques climatiques, qui fournira une couverture de 14 milliards USD pour les risques climatiques de l'Afrique d'ici 2030, et les pays européens ont également promis 246 millions USD pour la gestion des risques.^{13,14} Cependant, les pertes et dommages ne sont pas rationalisés dans les CDN africaines. Seul le Cap-Vert demande un soutien financier international pour les pertes et les dommages dans ses CDN¹⁵ et quatre pays ont supprimé les références aux pertes et aux dommages dans leurs CDN révisées.¹⁶ La rationalisation des pertes et dommages dans les CDN mettra en lumière les pertes économiques et non économiques et pourrait potentiellement aider à obtenir plus de financement pour la mise en œuvre.

Le financement de la lutte contre le changement climatique, nécessaire à la mise en œuvre des CDN, est limité ; pour augmenter les flux, il faudra mobiliser des financements non liés à la dette et des capitaux privés. La mise en œuvre des CDN nécessitera une augmentation de +800% des flux de financement annuels d'ici 2030.¹⁷ Notamment, le financement climatique actuel du secteur privé en Afrique ne représente que 14 % des flux totaux, soit bien moins de la moitié pour des régions

comparables (LATAM et APAC).¹⁸ Les partenaires du développement répondent, en partie, à cette lacune. Des engagements importants ont été pris lors de la COP27 pour continuer à soutenir l'Afrique dans le financement de son programme climatique, notamment l'UE et l'UA qui ont annoncé une nouvelle initiative d'un milliard d'euros pour l'adaptation et la résilience¹⁹ et les États-Unis qui ont annoncé un nouveau soutien de 150 millions USD pour accélérer les efforts d'adaptation.²⁰

Pour renforcer la mise en œuvre et attirer le financement climatique, trois séries d'actions complémentaires s'avèrent essentielles sur le continent, avec le soutien des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN :



Traduire les CDN en opportunités d'investissement : Développer des plans d'investissement dédiés aux CDN et mettre en place des projets d'adaptation et d'atténuation à grande échelle. En parallèle, la mise en cascade des priorités climatiques dans les politiques sectorielles et les plans de relance apporte une certitude politique et renforce le développement généralisé des projets climatiques



Créer des outils financiers innovants pour catalyser le financement climatique : Utiliser des financements concessionnels, des outils de réduction des risques et des instruments de dette pour canaliser des financements verts et abordables vers des projets prometteurs



Faciliter l'engagement du secteur privé et l'investissement dans les CDN : Promouvoir le dialogue public-privé afin de garantir que les politiques permettent et accélèrent les investissements dans les CDN et fournir un soutien direct, en particulier aux entreprises dirigées par des femmes et des jeunes, pour qu'elles s'adaptent et répondent au changement climatique

12. The Economist, [A new UN fund for "loss and damage"](#) emerges from COP27, 2022

13. Commission européenne, [EU agrees to COP27 compromise to keep Paris Agreement alive and protect those most vulnerable to climate change](#), 2022

14. FSD Africa, [Leveraging the African insurance industry to create resilient African economies](#), 2022

15. Ibid.

16. CCLAD, [How does Loss and Damage feature in Nationally Determined Contributions?](#), 2021

17. Initiative pour la politique climatique, [Landscape of Climate Finance in Africa](#), 2022

18. Ibid.

19. Commission européenne, [EU agrees to COP27 compromise to keep Paris Agreement alive and protect those most vulnerable to climate change](#), 2022

20. La maison blanche, [FACT SHEET: President Biden Announces New Initiatives at COP27 to Strengthen U.S. Leadership in Tackling Climate Change](#), 2022

Même si le financement des CDN doit être accru, le financement climatique offre des outils pour aider les pays africains vulnérables à gérer le surendettement. À la suite d'une période prolongée de faibles taux d'intérêt au niveau mondial, associée à des niveaux plus élevés d'emprunts souverains, et d'un pic d'emprunts en réponse à COVID-19, de nombreux pays africains vulnérables ont acquis des niveaux d'endettement élevés (~ plus de 70 % du PIB).²¹ De par cette tendance, associée aux taux d'intérêt plus élevés auxquels ces pays sont confrontés sur leur dette, certains d'entre eux risquent de ne pas être en mesure de payer les intérêts.²² Un mécanisme de financement clé que les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN mettent en avant pour résoudre ce problème est celui des échanges dette-nature/climat. Les partenaires produisent des documents pour la saisie d'opportunité, réalisent des études de faisabilité et pilotent des échanges à petite échelle.

Les solutions fondées sur la nature (SfN) représentent des solutions importantes d'atténuation et d'adaptation. Des écosystèmes naturels dynamiques offrent aux communautés vulnérables plusieurs avantages en matière d'adaptation, notamment la réduction des effets des sécheresses et des inondations liées au climat, la protection contre l'élévation du niveau des mers et le refroidissement urbain. Qui plus est, la protection et la gestion des écosystèmes naturels existants et la restauration des écosystèmes dégradés offrent un énorme potentiel d'atténuation. Les scientifiques estiment que la mise en œuvre de SfN "rentables" en Afrique pourrait éviter ou séquestrer près de 933 millions de tonnes de CO₂eq par an.²³ Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN et d'autres organisations travaillent à plusieurs niveaux pour promouvoir et mettre en œuvre de SfN :



Diriger et coordonner les programmes régionaux visant à restaurer et à protéger les écosystèmes naturels de l'Afrique, tels que la restauration des paysages forestiers africains (AFR100), la Grande Muraille Verte (GMV) et la Grande Muraille Bleue (GMB)



Travailler en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux et locaux pour développer la politique et les projets s'appuyant sur les SfN



Garantir l'adhésion des communautés à ces projets afin d'en assurer le succès à long terme en tirant parti des flux de financement du carbone vers les communautés locales



Fournissant une assistance technique pour aider les pays à élaborer leurs cadres de l'article 6 de l'Accord de Paris

21. AfDB, [African Economic Outlook](#), 2021

22. The Economist, [Africa feels the strain from elevated debt](#), 2022; FMI, [Debt Sustainability Analysis](#), 2022

23. Nature 4 Climate, [Natural Climate Solutions World Atlas](#), site web consulté en Oct 2022

Une transition énergétique équitable, par laquelle l'accès à l'énergie et la consommation d'énergie à un prix abordable sont développés de manière à réduire les émissions de carbone, est un pilier essentiel de l'action climatique en Afrique. Pour atteindre les objectifs des CDN et accroître l'accès à l'énergie, les pays africains doivent élargir l'accès en utilisant des solutions énergétiques à faible teneur en carbone, notamment l'éolien, le solaire et le gaz. L'accès à l'électricité et la consommation d'électricité en Afrique demeurent terriblement en retard par rapport aux autres régions. Conformément à l'ODD7, l'élargissement de l'accès et de l'utilisation de l'électricité au profit de tout le monde, y compris aux populations vulnérables pour garantir une transition "équitable", est une priorité pour le continent afin d'améliorer les résultats en matière de développement. L'équité dans l'accès et l'utilisation de l'énergie propre est essentielle car elle peut créer (i) des emplois verts pour les groupes marginalisés, (ii) améliorer la productivité et créer des revenus supplémentaires, (iii) améliorer la santé des populations dans les zones rurales et (iv) améliorer l'environnement éducatif des enfants. Les technologies que les Africains utiliseront pour gérer les effets du changement climatique - pompes pour l'irrigation, stockage du froid, usines de dessalement de l'eau douce - auront toutes des besoins énergétiques importants. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN entreprennent une série d'actions complémentaires :



Promouvoir les investissements dans la production d'électricité à l'échelle du réseau dans les pays vulnérables, notamment en encourageant les procédures de passation de marchés publics normalisées et concurrentielles, en fournissant une assistance technique aux projets et en réduisant les risques liés aux investissements privés au moyen de garanties



Diriger des alliances régionales pour promouvoir des projets industriels verts à grande échelle, notamment dans le domaine de l'hydrogène, qui peuvent jouer un rôle essentiel dans l'ancrage des secteurs énergétiques à faible émission de carbone dans les pays africains



Accélérer les initiatives et les entreprises visant à développer l'adoption de systèmes solaires domestiques distribués (SHS), de solutions de cuisson propres et de plus d'appareils et d'équipements de production distribués pour les entreprises et les agriculteurs

Un large éventail d'innovations en matière de technologies et de modèles commerciaux dans le domaine des SfN et des énergies renouvelables est en train d'émerger ; il sera essentiel de doubler ces innovations et d'autres innovations similaires pour intensifier les projets de CDN. Dans le financement de projets s'appuyant sur des SfN, à titre d'exemple, une combinaison de solutions de vérification et de suivi apparaît comme potentiellement révolutionnaire pour encourager les initiatives de protection et de restauration à grande échelle. Par exemple, FLRchain, une application basée sur la blockchain, permet d'augmenter la transparence du système de paiement et de lier les paiements à des actions spécifiques de restauration des paysages forestiers (RPF). Dans le secteur énergétique, de nouveaux modèles commerciaux qui réduisent le coût initial des véhicules électriques apparaissent, avec le potentiel de révolutionner l'accès à l'e-mobilité sur le continent. Il s'agit notamment de l'échange de batteries, des services de paiement à la consommation et du covoiturage. Toujours dans le secteur énergétique, les technologies solaires distribuées et les technologies d'utilisation productive (p. ex. le traitement, le refroidissement, etc.) ont un énorme potentiel pour accroître rapidement la productivité d'une manière abordable et à faible émission de carbone. L'utilisation de ces innovations devrait être renforcée dans le cadre de projets régionaux afin d'accélérer leur mise en œuvre et leur impact.

En dépit des obstacles rencontrés, l'économie mondiale devient plus verte à mesure que les pays investissent dans la mise en œuvre des CDN et les perturbations économiques associées présentent une voie d'industrialisation verte pour l'Afrique. Agir sur cette opportunité permettrait d'accélérer la mise en œuvre des CDN. L'Afrique dispose d'énormes ressources naturelles - terres, énergies renouvelables, minéraux, etc. - qui pourraient servir de point d'ancrage à l'industrialisation verte. Pour exploiter ces opportunités, l'action climatique devra être au cœur du programme de développement de l'Afrique - la mise en œuvre des CDN devra passer d'une approche purement climatique à une approche plus large du développement.

À la lumière de ce fait, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN vont, et recommandent aux autres partenaires, de se concentrer sur 3 catégories principales d'actions. Ces catégories sont les suivantes : (i) Stratégie, planification et suivi inclusifs du changement climatique, (ii) Financements climatiques innovants, adaptés et durables, et (iii) Programmes, gouvernance et coordination régionaux robustes et améliorés. Pour chaque catégorie, les actions recommandées associées sont présentées ci-dessous :





Stratégie, planification et suivi inclusifs du changement climatique :

Action recommandée	Illustration du travail des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN
<p>1 Donner la priorité à l'élaboration d'une stratégie et d'une planification du développement à faible émission de carbone et résiliente au climat, notamment en intensifiant les efforts actuels des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, afin de faire de l'action climatique un pilier essentiel des stratégies de développement des pays.</p>	<p>La BAD, l'AFD et GGGI soutiennent les pays dans l'élaboration de leur LT-LED en fournissant un soutien général au projet ainsi que des services techniques et de conseil sur l'analyse et la modélisation du secteur.</p>
<p>2 Poursuivre l'intégration des CDN dans d'autres documents de planification du développement économique et la rationalisation des politiques climatiques dans des programmes à l'échelle du continent, avec une coordination et un support continu pour garantir l'engagement des pays.</p>	<p>La CUA mène les efforts et plaide pour que les pays alignent leurs priorités sur la stratégie climatique de l'UA en faisant du lobbying et en organisant des engagements politiques de haut niveau avec les pays membres.</p>
<p>3 Redoubler d'efforts en matière d'adaptation et de résilience - en développant une compréhension commune des actions prioritaires et en accélérant le développement des PAN</p>	<p>Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, dont le GGGI et le PNUD, aident les pays à élaborer leurs PAN et veillent à ce qu'ils soient alignés sur les LT-LED; ils fournissent également des méthodologies et des outils pour évaluer, sensibiliser et renforcer les capacités des fonctionnaires qui mettent en œuvre les PAN au niveau local.</p>
<p>4 Orienter les discussions visant à établir une architecture globale pour les pertes et dommages, notamment en produisant davantage de leadership et de défenseur par le biais de réunions de haut niveau</p>	<p>La CEA et la BAD mènent les efforts de défenseur par le biais d'un leadership éclairé et de l'amplification des voix africaines dans la structuration du mécanisme de financement des pertes et dommages.</p>
<p>5 S'assurer de la pertinence de la politique et de l'action climatiques, en incluant la voix et les intérêts des groupes les plus vulnérables dans la conception, la planification et la mise en œuvre des CDN, des PAN et des LT-LED, afin de garantir un impact positif sur leurs moyens de subsistance en créant des emplois, en fournissant des revenus et en améliorant la productivité, la santé et l'environnement éducatif des enfants.</p>	<p>FNUAP a réalisé un examen des CDN mises à jour en Afrique par rapport à leur intégration de l'égalité des sexes, de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR), de la santé, des droits de l'homme, des jeunes et des groupes vulnérables. Le Secrétariat du Commonwealth et le Commonwealth Climate Finance Access Hub ont effectué une analyse de l'intégration de l'égalité des sexes dans les CDN et l'action climatique, l'AFD intègre l'égalité des sexes et l'inclusion sociale dans les plans d'action d'adaptation, et le PNUD a élaboré un rapport sur la transition équitable.</p>
<p>6 Améliorer la transparence en accélérant la mise en œuvre de systèmes numériques de mesure, de notification et de vérification (MNV), tant pour l'adaptation que pour l'atténuation, afin de suivre les progrès accomplis dans la mise en œuvre des CDN, notamment en aidant les pays à mettre en place des systèmes de collecte de données climatiques, des méthodologies pour définir des indicateurs et des mécanismes de coordination pour la mise en œuvre</p>	<p>La GGGI et l'AFD ont soutenu le développement de plateformes MNV numériques au Burkina Faso et au Sénégal en évaluant les systèmes MNV existants et en formulant des recommandations pour développer un nouveau système MNV sur la base de cette analyse.</p>



Un financement climatique innovant, adapté et durable :

Action recommandée	Illustration du travail des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN
<p>7 S'attaquer aux multiples formes de discrimination qui se croisent et aux facteurs structurels de l'inégalité entre les sexes par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques climatiques équitables et renforcer la base factuelle des liens entre le climat, l'égalité des sexes et la santé et les droits sexuels et reproductifs dans la région.</p>	<p>FNUAP soutient la recherche menée localement et collecte des données désagrégées, y compris des données sur les impacts différenciés du changement climatique sur les communautés vulnérables</p>
<p>8 Se concentrer sur des modèles de projets du secteur privé commercialement viables et bancables lors de la traduction des CDN en projets d'investissement, tout en appliquant une optique d'inclusion afin de garantir que les investissements climatiques ont un effet large et positif.</p>	<p>Le NDC-P et le PNUD fournissent une assistance technique aux pays pour traduire les objectifs de leurs CDN en actions d'investissement, développer des propositions et mobiliser des financiers. Le FNUAP, le NDC-P et le Secrétariat du Commonwealth développent des projets d'engagement du secteur privé qui peuvent être adoptés et étendus par les pays en collaboration avec le secteur privé dans la mise en œuvre des CDN</p>
<p>9 Renforcer le financement climatique en Afrique en développant l'utilisation d'outils financiers innovants, notamment en recourant davantage à des outils de réduction des risques pour encourager les investissements du secteur privé.</p>	<p>La BAD et la CEA développent et exécutent des outils de financement innovants tels que des obligations, des droits de tirage spéciaux, etc. L'AFD travaille sur la finance basée sur la prévision</p>
<p>10 Reconnaître les contraintes de la dette budgétaire souveraine auxquelles sont confrontés les pays les plus vulnérables au changement climatique et leur accorder la priorité en tant que bénéficiaires de financements à des conditions favorables</p>	<p>La BAD et la CEA préconisent et exécutent des outils de financement innovants tels que les obligations vertes, les swaps dette/nature, etc.</p>
<p>11 Débloquer la finance carbone pour financer des projets de solutions fondées sur la nature (SfN) en renforçant les cadres réglementaires et les compétences techniques.</p>	<p>Le GGGI et le PNUD aident le Sénégal, le Maroc et la Zambie à préparer leur environnement favorable au commerce du carbone au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris, tandis que la CEA a participé au lancement de l'Initiative pour les marchés du carbone en Afrique (ACMI) lors de la COP27</p>



Des programmes, une gouvernance et une coordination régionaux robustes et renforcés :

Action recommandée	Illustration du travail des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN
<p>12 Renforcer as lentes regionais e continentais associadas à acção climática, reforçando os programas temáticos regionais para tornar verde a Área de Comércio Livre Continental Africana (AfCFTA) e a implementação do Plano de Acção para a Recuperação Verde da União Africana 2021-2027 (AU GRAP)</p>	<p>La CUA, l'AUDA-NEPAD, le Secrétariat du Commonwealth, la CEA et la CNULCD ont contribué aux initiatives SfN régionales telles que l'AFR100, la GMV et la GMB; la BAD a lancé l'initiative régionale d'énergie Desert-to-Power.</p>
<p>13 Reforçar a governação a nível nacional, uma vez que a propriedade nacional é fundamental para a entrega de CND e LT-LEDS e precisa de ser integrada nos processos de planeamento e entrega do desenvolvimento nacional</p>	<p>L'AFD, le PNUE, le FIDA et la BIsD aident les pays à renforcer les capacités des responsables de la mise en œuvre des CDN au niveau local.</p>
<p>14 Promover e aumentar a coordenação, aprendizagem, escalada e replicação de modelos de sucesso a nível regional/continental</p>	<p>Le NDC-P coordonne les efforts des partenaires afin de s'assurer qu'il y a un apprentissage croisé et pas de duplication</p>
<p>15 Utilizar a tecnologia emergente de detecção e seguimento para aumentar a escala e a transparência do financiamento e acompanhar os resultados, e promover parcerias com o sector privado, particularmente no âmbito do NbS</p>	<p>Les initiatives régionales telles que l'AFR100, soutenue par l'AUDA-NEPAD, bénéficieront de la transparence accrue, de l'efficacité et du renforcement des droits et des incitations des agriculteurs et des organisations de producteurs résultant des technologies qui améliorent le suivi de la mise en œuvre et du financement</p>



1. L'état de la planification climatique en Afrique et les priorités émergentes pour l'avenir

1.1 PROGRÈS DES PAYS AFRICAINS DANS LA RÉVISION DES CDN

Les pays africains ont réalisé des progrès significatifs dans la mise à jour de leurs CDN avec une ambition et une qualité accrues. C'est à l'approche de la COP26 que les pays ont déployé le plus d'efforts pour actualiser leurs CDN. Trente-neuf pays africains avaient soumis leurs CDN actualisées en décembre 2021 ; depuis lors, huit pays ont actualisé leurs CDN, portant le total à quarante-sept soumissions.²⁴ Tous les CDN révisées, à l'exception d'un seul, ont renforcé leurs ambitions en élargissant leurs objectifs d'adaptation et d'atténuation.^{25,26} Les CDN actualisées ont amélioré la qualité en incluant des plans d'action détaillés, une budgétisation et un calcul des coûts, ainsi que des systèmes MNV améliorés.

Note : Cette analyse combine les résultats d'une analyse NDC-P de septembre 2021 qui a été réalisée pour comprendre l'ambition et la qualité des NDC alors les plus actualisés (23) et une analyse Dalberg similaire des 23 autres NDC actualisés en utilisant les données de climatewatchdata.org. Les indicateurs d'ambition étaient le renforcement de l'atténuation, le renforcement ou l'ajout d'un objectif sectoriel, le renforcement ou l'ajout de politiques et d'actions, et le renforcement de l'adaptation ; et les indicateurs de qualité étaient les coûts de mise en œuvre de l'objectif, les sources de financement identifiées dans les NDC, la préparation des NDC : consultation des parties prenantes, les technologies nécessaires à la mise en œuvre des NDC.

Les pays qui n'ont pas encore soumis leur NDC actualisée sont le Botswana, l'Érythrée, la Guinée équatoriale, le Lesotho, Madagascar, l'Algérie et Djibouti. Le Botswana et Madagascar sont dans les phases finales de la mise à jour de leurs NDC avec le soutien des parties prenantes, y compris le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), la Libye n'a pas encore soumis des NDC.

24. CCNUCC, NDCs Registry, 2022 ; NDC Partnership, Climate Action Enhancement Package : Lessons in developing implementation ready NDCs, 2022 ; [Climatewatchdata](https://climatewatchdata.org), NDC Enhancement Tracker, consulté le 23 novembre 2022.

25. NDC Partnership, [Climate Action Enhancement Package: Lessons in developing implementation ready NDCs](https://climateactionenhancement.org/lessons-in-developing-implementation-ready-ndcs), 2022

26. [Climatewatchdata](https://climatewatchdata.org), [NDC Enhancement Tracker](https://climatewatchdata.org), Consulté le 23 novembre 2022



L'objectif de réduction des émissions de l'Afrique s'est renforcé de 6,9 % en moyenne, confirmant l'engagement du continent à réduire ses émissions. Pour y parvenir, quarante et un des CDN révisées ont élargi la couverture des gaz pour inclure de nouveaux GES et des polluants climatiques à courte durée de vie. Elles ont également ajouté de nouveaux secteurs d'atténuation ou élargi le champ d'application des secteurs existants. Les objectifs d'atténuation pour ces pays sont répartis entre cinq grands secteurs : l'énergie, les transports, l'agriculture, l'alimentation et l'utilisation des terres (AFAT), les déchets et l'industrie.



Figure 1 : Innovation numérique - Systèmes MNV numériques pour suivre l'implémentation des CDN au niveau national ²⁷

INNOVATION

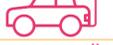
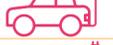
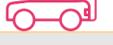


Des systèmes MNV numériques pour suivre la mise en œuvre des CDN au niveau national

- **Des systèmes MNV pour suivre la mise en œuvre des CDN :** Le développement et l'utilisation de systèmes MNV pour les CDN au niveau national, intégrés dans les processus nationaux de suivi, d'évaluation, d'apprentissage et de responsabilité (MEAL), sont essentiels pour suivre les progrès de la mise en œuvre des CDN dans chaque pays. Etant donné que le financement climatique reste l'un des principaux défis limitant la mise en œuvre des NDC, les systèmes MNV permettront de renforcer la confiance des investisseurs en améliorant la traçabilité et la transparence. Les systèmes MNV permettront de catalyser les investissements dans les programmes liés aux CDN, afin d'accélérer et d'intensifier la mise en œuvre des NDC.
- **Avantages de la numérisation des systèmes MNV :** L'établissement de solutions numériques sera bénéfique pour (i) la mise en œuvre des CDN, et (ii) l'intégration dans les processus MEAL. En effet, les systèmes MNV numériques qui sont Open Source, sans frais d'utilisation, à faible consommation d'énergie et avec des niveaux élevés de sécurité pourraient contribuer à accroître l'intégrité. En outre, la numérisation des systèmes MNV faciliterait leur intégration dans les processus nationaux MEAL. Cette intégration vise à permettre aux gouvernements nationaux et décentralisés de suivre les progrès de la transition vers une économie et une société résilientes au changement climatique et à faible émission de carbone. Cependant, de nombreux systèmes MNV actuels, lorsqu'ils existent, ne sont pas entièrement numériques et intégrés aux processus nationaux MEAL.
- **Soutien des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN aux systèmes MNV numériques nationaux :** Les partenaires tels que le GGGI, contribuent au développement des plateformes MNV numériques au niveau national. Le GGGI a aidé le Burkina Faso à lancer une plateforme web ouverte pour permettre de suivre les progrès réalisés dans l'implémentation de sa CDN. Cette plateforme sert également de système de partage et d'archivage des données sur les GES, les mesures d'adaptation et d'atténuation et tout type de soutien financier, technologique et de renforcement des capacités.

27. Gold Standard, [Optimising markets: Digital Monitoring Reporting + Verification \(MRV\)](#), site web consulté en novembre 2022; GGGI, [Official Kick-off of Burkina Faso's MRV IT Platform](#), Avr 2022

Quadro 1: Atualização do foco sectorial das CND's CND's²⁸

Pays	AFAT	Énergie	Transport	Déchets	Industrie
1 Angola					
2 Bénin					
3 Burkina Faso					
4 Burundi					
5 Cameroun					
6 Cap-Vert					
7 RCA					
8 Tchad					
9 Comores					
10 République démocratique du Congo					
11 Eswatini					
12 Éthiopie					
13 Gambie					
14 Guinée					
15 Liberia					
16 Malawi					
17 Mali					
18 Mauritanie					
19 Maurice					
20 Maroc					
21 Mozambique					
22 Namibie					
23 Niger					

Pays	AFAT	Énergie	Transport	Déchet	Industrie
24 Nigeria					
25 République du Congo					
26 Rwanda					
27 Sao Tomé et Príncipe					
28 Sénégal					
29 Seychelles					
30 Sierra Leone					
31 Somalie					
32 Afrique du Sud					
33 Soudan du Sud					
34 Soudan					
35 Togo					
36 Tunisie					
37 Zambie					
38 Zimbabwe					

Reconnaissant la vulnérabilité des pays africains aux impacts du changement climatique, les CDN actualisées ont renforcé leurs ambitions en incluant des composantes d'adaptation. Ces dernières prennent diverses formes en fonction des besoins et des capacités des pays, mais la plupart des pays ont amélioré leurs CDN en les alignant sur les politiques d'adaptation existantes.²⁹ En outre, quarante et un des CDN révisées ont inclus des composantes d'adaptation avec une portée sectorielle accrue ou ont ajouté de nouveaux secteurs d'adaptation, en donnant la priorité à l'agriculture et à l'utilisation des terres. L'Ouganda, par exemple, a élargi la portée sectorielle de l'adaptation pour inclure le transport, l'industrie, le tourisme et l'éducation et a également assigné des actions, des indicateurs et des objectifs sectoriels.³⁰ En outre, certaines CDN mises à jour comprennent des plans de mise en œuvre pour les composantes d'adaptation. Le Rwanda, par exemple, a fourni des détails sur les indicateurs, les entités chargées de la mise en œuvre, les calendriers, les estimations de financement et les avantages en termes d'atténuation pour des interventions spécifiques.³¹

Bien que les CDN actualisées contiennent des éléments d'adaptation, les pays doivent élaborer leurs PAN afin de définir leurs stratégies d'adaptation à long terme et d'aligner leurs CDN.³²

La planification de l'adaptation est intrinsèquement compliquée, car elle exige des pays qu'ils utilisent un large éventail de sources pour estimer leur vulnérabilité à divers événements liés au changement climatique et qu'ils mettent en place des mesures pour les atténuer et y répondre. Les PAN permettent de présenter un processus et un cadre pour cet exercice et représentent des outils essentiels pour orienter les investissements que les pays devront réaliser au cours des prochaines décennies, notamment pour assurer la résilience des plus vulnérables.³³ En 2022, seuls sept pays africains ont soumis des PAN alignés sur leurs plans CDN, ce qui porte le total à dix-sept.³⁴ Le secteur de prédilection de bon nombre de ces PAN était l'agriculture. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour développer les PAN ; il y a une préoccupation partagée quant au grand nombre de pays qui n'ont pas été en mesure de soumettre leur premier PAN. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, dont le GGGI et le PNUD, permettent aux pays de s'assurer que leurs LT-LED sont alignés sur leurs PAN (p. ex. en Éthiopie) ; et fournissent des méthodologies et des outils pour évaluer, sensibiliser et renforcer les capacités des fonctionnaires qui mettent en œuvre les PAN au niveau local ("Méthodologie d'évaluation des capacités").³⁵

29. WWF, *Africa NDCs: Recommendations for Decision-makers*, 2021

30. Ministère ougandais de l'eau et de l'environnement, *Uganda updated NDC*, Sep 2022

31. Ibid

32. UNEP, *National Adaptation Plans*

33. Réseau mondial des PAN, *Conducting Gender Analysis to Inform National Adaptation Plan (NAP) Processes*, 2019

34. CCNUCC, *Plans d'adaptation nationaux*, 2022

Les CDN actualisées sont plus pertinentes, comme en témoignent les plans de mise en œuvre et de financement qui fournissent des estimations de coûts plus détaillées et mettent davantage l'accent sur l'adaptation.³⁶

Adaptation



Trente-six pays ont fourni des estimations détaillées des coûts d'adaptation dans leurs CDN. Vingt-sept d'entre eux ont revu leurs estimations de coûts à la hausse en raison de la disponibilité de données plus crédibles et d'une meilleure analyse technique, en partie grâce au soutien des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN.³⁷

Atténuation



L'atténuation représente la part la plus importante des besoins de mise en œuvre. Tous les pays analysés ont révisé leurs composantes d'atténuation. La révision des objectifs d'atténuation résulte d'une ambition accrue et de la disponibilité d'informations plus crédibles. La première série des CDN a été élaborée rapidement et les pays disposaient de capacités limitées en matière de calcul des coûts et de budgétisation. Dans ce deuxième cycle, les pays ont recouru à des informations de meilleure qualité pour la modélisation de leurs objectifs d'atténuation, ce qui a conduit à la révision des coûts alignés sur les objectifs réalisables.³⁸

Estimation des coûts



Trente-huit pays fournissent des estimations de coûts pour la mise en œuvre de leurs CDN. La plupart d'entre eux tiennent compte à la fois de l'adaptation et de l'atténuation. Les estimations s'élèvent à 1,2 trillion USD à l'horizon 2030. Plus de 60 % des CDN estiment des montants inférieurs à 20 milliards USD, 16 % estiment des montants supérieurs à 50 milliards USD, et seuls deux pays (l'Égypte et l'Éthiopie), représentant 5 % des CDN, estiment des montants supérieurs à 200 milliards USD.³⁹ L'estimation du coût de la mise en œuvre des CDN permettra ainsi aux pays d'élaborer des plans d'investissement.

35. UN-Habitat, *Addressing Urban and Human Settlement Issues in National Adaptation Plans - A Supplement to the UNFCCC Technical Guidelines on the National Adaptation Plan Process Nairobi*, 2019

36. Ibid.

37. Climatewatchdata, *CND Enhancement Tracker*, Consulté le 23 novembre 2022

38. CND Partnership, *Climate Action Enhancement Package: Lessons in developing implementation ready NDCs*, 2022

39. Climatewatchdata.org, *CND Enhanced Tracker*, Consulté le 29 novembre 2022

Tableau 2 : Aperçu de l'ambition et de la qualité accrues des CDN⁴⁰

Pays	Ambition				Qualité		
	Objectifs d'atténuation renforcés	Couverture élargie du gaz et du secteur	Objectifs et mesures qualitatifs renforcés	Objectifs d'adaptation renforcés	Plan de mise en œuvre et de financement	Alignement plus large des parties prenantes	Systèmes MNV
1 Angola	✓		✓	✓	✓		✓
2 Bénin	✓	✓			✓	✓	✓
3 Burkina Faso	✓	✓			✓	✓	✓
4 Burundi	✓	✓	✓	✓	✓		✓
5 Cameroun	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
6 Cap-Vert			✓	✓	✓		✓
7 RCA	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
8 Tchad	✓	✓		✓	✓	✓	✓
9 Comores	✓		✓		✓		
10 République démocratique du Congo		✓	✓	✓	✓		
11 Égypte		✓	✓	✓	✓		✓
12 Guinée équatoriale	✓	✓	✓		✓		
13 Eswatini	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
14 Éthiopie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
15 Gabon		✓	✓	✓	✓		
16 Gambie		✓	✓	✓	✓	✓	✓
17 Guinée	✓	✓	✓		✓		
18 Guinée-Bissau		✓	✓		✓		
19 Côte d'Ivoire	✓	✓	✓	✓	✓		
20 Kenya	✓		✓	✓	✓		
21 Libéria	✓	✓	✓		✓	✓	✓
22 Malawi	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
23 Mali	✓	✓		✓	✓	✓	✓

40. NDC Partnership, [Climate Action Enhancement Package: Lessons in developing implementation ready NDCs](#), 2022.

Pays		Ambition				Qualité		
		Objectifs d'atténuation renforcés	Couverture élargie du gaz et du secteur	Objectifs et mesures qualitatifs renforcés	Objectifs d'adaptation renforcés	Plan de mise en œuvre et de financement	Alignement plus large des parties prenantes	Systèmes MNV
24	Mauritanie	✓	✓	✓	✓	✓		
25	Maurice	✓	✓	✓	✓	✓		
26	Maroc	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
27	Mozambique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
28	Namibie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
29	Niger	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
30	Nigeria	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
31	République du Congo	✓	✓	✓	✓	✓		
32	Rwanda	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
33	Sao Tomé et Príncipe	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
34	Sénégal	✓	✓					
35	Seychelles	✓	✓	✓		✓	✓	✓
36	Sierra Leone		✓	✓	✓	✓		
37	Somalie	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
38	Afrique du Sud	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
39	Soudan du Sud		✓	✓	✓	✓		✓
40	Soudan		✓	✓	✓	✓		
41	Tanzanie			✓	✓	✓		
42	Togo	✓	✓	✓	✓	✓		
43	Tunisie	✓	✓	✓	✓	✓		
44	Ouganda		✓	✓	✓	✓		
45	Zambie		✓		✓	✓	✓	✓
46	Zimbabwe	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓

Figura 2: Visão geral dos planos de investimento⁴¹

INVESTISSEMENT



Plans d'investissement pour les CDN actualisées

- Plans d'investissement :** L'élaboration des **plans d'investissement pour les CDN** est essentiel afin d'assurer leur opérationnalisation et attirer un financement accru à la fois des financiers traditionnels et du secteur privé. Le coût de la majorité des CDN actualisées étant déterminé et chiffré, il est plus facile d'élaborer ensuite des plans d'investissement.
- Progrès actuels :** Un faible nombre de pays africains a élaboré ou est en cours d'élaboration de leur plan d'investissement pour les CDN - le Cameroun, la Namibie, l'Ouganda et Sao Tomé-et-Principe sont concernés. Étant donné que ces plans nécessitent une planification à long terme et l'identification et le développement de projets clés, entre autres, les pays doivent encore faire des progrès significatifs.
- Soutien des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN à l'élaboration de plans d'investissement :** Les partenaires tels que le NDC-P, le Secrétariat du Commonwealth, la BAD, le PNUD et le PNUE, soutiennent les pays en renforçant leurs capacités à développer des plans d'investissement, en développant des **projets bancables** intégrés aux plans d'investissement et des **stratégies d'investissement au niveau des CDN** et des secteurs d'activité économique. Pour maximiser, ces efforts devront être approfondis et étendus sur le continent.

Un processus d'élaboration des CDN plus inclusif a donné lieu à des CDN plus inclusives.

La plupart des CDN analysées ont en effet pris en compte les impacts des engagements et des politiques associées sur les groupes vulnérables, à savoir les femmes, les jeunes et les enfants, les personnes âgées, les populations autochtones et les communautés vivant dans des zones exposées au climat. Presque tous les pays ont mené des consultations et des recherches auprès des parties prenantes sur les effets du genre sur la vulnérabilité climatique.⁴² Grâce à ce processus, plus de 85 % des actions des CDN mises à jour font référence au genre et incluent des mesures visant l'autonomisation des femmes. Ainsi, le Burkina Faso a élargi dix plans sectoriels pour y inclure des éléments importants de prise en compte du genre. Le Nigeria, le Rwanda et la Zambie, de leur part, font explicitement référence à l'intégration ou à la prise en compte des considérations de genre dans la planification stratégique nationale et la planification liée au climat.^{43,44} En outre, 61 % des CDN révisées incluent des priorités et des actions liées à la jeunesse dans les CDN révisées.^{45,46} La Namibie, à titre d'exemple, a inclus des mesures qui recouvrent la santé afin de sensibiliser les jeunes aux différents problèmes de santé qui peuvent survenir en raison du changement climatique.

Les efforts jusqu'alors déployés ne sont pas suffisants. Les pays et les partenaires du développement ne saisissent encore pas l'impact désastreux du changement climatique sur les communautés vulnérables, notamment à l'intersection d'autres risques tels que les droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive. À titre d'exemple, selon Global Gender et Climate Alliance, plus des deux tiers des études montrent que les femmes sont confrontées à des risques sanitaires plus importants en raison du changement climatique.⁴⁷ Les pays, et les actions liées au climat, doivent de plus en plus reconnaître que le changement climatique est un "multiplicateur de menaces" qui intensifie les tensions sociales, politiques et économiques, entraînant ainsi une vulnérabilité accrue de certains segments de la population, à savoir les femmes, les jeunes et les minorités.⁴⁸ Par conséquent, les pays doivent améliorer les systèmes de données afin de mieux prendre en compte les impacts différenciés du changement climatique sur les segments de la population et renforcer l'intégration d'interventions pertinentes chiffrées, en tenant compte de la sexospécificité dans les mesures d'adaptation et d'atténuation.

41. [Africa NDC Hub website](#), consulté le 30 novembre 2022

42. Ibid

43. Ibid

44. Le Secrétariat du Commonwealth, Gender Integration for Climate Action: A Review of Commonwealth Member Country Nationally Determined Contributions, 2021.

45. Climatewatchdata, [CND Enhancement Tracker](#), Consulté le 23 novembre 2022

46. Le Secrétariat du Commonwealth, Gender Integration for Climate Action: A Review of Commonwealth Member Country Nationally Determined Contributions, 2021.

47. Carbon Brief, [Mapped: How climate change disproportionately affects women's health](#), 2020

48. UN Women, Explainer: [How gender inequality and climate change are interconnected](#), 2022

En outre, très peu de CDN révisées se concentrent explicitement sur une transition équitable, ce qui rend plus difficile la compréhension et le traitement équitable des communautés affectées de manière disproportionnée. La transition équitable est le concept qui consiste à s'assurer que les avantages substantiels de la transition vers une économie verte sont largement partagés, tout en soutenant ceux qui risquent de perdre économiquement - qu'il s'agisse de pays, de régions, d'industries, de communautés, de travailleurs ou de consommateurs.⁴⁹ Il convient alors de relever les défis auxquels sont confrontés les communautés et les travailleurs dans leur transition vers des moyens de subsistance durables, tout en veillant à ce que les avantages de l'économie résiliente et sans carbone soient partagés équitablement.⁵⁰ Cependant, seuls six pays africains (Afrique du Sud, Kenya, Liberia, Mauritanie, Namibie et Zimbabwe) ont fait directement référence à la transition équitable dans leurs CDN révisées.⁵¹ Même les pays qui font référence à la transition équitable doivent élargir la portée de leur discours afin de prendre en compte les impacts sur l'ensemble des secteurs et des parties prenantes, plutôt que de se contenter de reconnaître l'impact sur les groupes vulnérables.⁵²

Les pays passent désormais à la mise en œuvre de leurs objectifs. Pour ce faire, ils doivent élaborer des feuilles de route sectorielles pour les CDN et des stratégies climatiques à long terme qui priorisent un ensemble d'actions climatiques. Ces stratégies à long terme et la mise en œuvre des actions climatiques prioritaires jetteront les bases des futures révisions des CDN. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, tels que le Secrétariat du Commonwealth, le NDC-P, le PNUD, etc., soutiennent certains pays dans l'élaboration de ces plans de mise en œuvre et d'investissement.

1.2 PROGRÈS DES PAYS AFRICAINS DANS L'ÉLABORATION DES LT-LED

Après avoir réalisé des progrès significatifs dans la mise à jour des CDN, les pays doivent désormais se concentrer sur l'élaboration de leurs LT-LED afin de relier leurs objectifs à court et à long terme. Les LT-LED permettent de définir la vision à long terme d'une économie résiliente et à faibles émissions

en 2050. Cette vision, à son tour, est destinée à informer l'élaboration des CDN à court terme, sur cinq ans. Si les LT-LED ne sont pas développés, il existe un risque qu'en n'ayant pas une vision à suffisamment long terme, les CDN aient des ambitions mal alignées ou manquent des opportunités importantes d'être liées à des agendas de développement économique plus larges.⁵³ L'élaboration de LT-LED robustes nécessite une approche globale de l'économie et l'adhésion des principaux décideurs gouvernementaux. Il est particulièrement important d'obtenir l'engagement du ministère des finances (MoF) ou du ministère de l'économie (MoE). Cela permet aux pays d'aligner leurs actions climatiques sur leur budget national et d'élaborer des plans de financement réalistes pour la mise en œuvre des actions climatiques décrites dans les LT-LED.⁵⁴ L'implication du ministère des finances ou du ministère de l'environnement est également importante pour garantir que l'ensemble des outils politiques est disponible pour promouvoir et encourager l'action climatique. Ces outils comprennent la planification des réformes des subventions, les incitations aux investissements verts et l'alignement de la budgétisation gouvernementale à long terme sur les priorités de l'action climatique.⁵⁵

Bien que les LT-LED soient essentielles pour soutenir la mise en œuvre des CDN en donnant une orientation claire et en définissant les priorités à court terme, les pays africains ont peu progressé dans l'élaboration de leurs LT-LED. Seuls quatre pays africains ont soumis leurs LT-LED,⁵⁶ mais neuf autres pays ont entamé le processus de développement.⁵⁷ La coordination entre les ministères et les gouvernements nationaux et provinciaux est essentielle pour développer ces stratégies. Il s'agit d'un défi pour les pays, car pour de nombreuses parties prenantes gouvernementales, l'élaboration d'un programme climatique est considérée comme étant en concurrence avec un large éventail d'autres domaines politiques importants.⁵⁸ La lenteur de la progression des pays africains est également due à la complexité du processus et au manque de formation et de compétences. C'est particulièrement le cas compte tenu de la nouveauté, de la technicité et de la quantité de données nécessaires à la planification de LT-LED (p. ex. l'intégration de l'impact du changement climatique par la modélisation de l'adaptation au climat). Cela est rendu encore plus difficile par le manque de données de qualité suffisantes pour informer le développement des stratégies. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, tels que GGGI, soutiennent les pays dans le développement de leurs LT-LED.

49. EBRD, [What is a just transition?](#), Accessed on November 28, 2022

50. World Resource Institute, [Just Transition and Equitable Climate Action Resource Center](#), Accessed November 28, 2022

51. WRI, [9 Things to Know About National Climate Plans](#) (NDCs), 2022

52. UNDP, [Issue Brief: Just Transition](#), 2022

53. Climate Finance Innovators, [Aligning Nationally Determined Contributions with Long Term Low-Emission Development Strategies on Climate, Opportunities and Challenges in Africa](#), 2021

54. GGGI, [The role of Ministry of Finance/ Economy on the development of the LT-LEDs](#), 2022

55. Ibid

56. 5 pays ont soumis leur LT-LED, dont le Bénin, la Gambie, le Maroc, le Nigeria et l'Afrique du Sud

57. 7 pays sont actuellement en train de préparer leurs LT-LED - l'Angola, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Kenya, le Mozambique et le Rwanda

58. Ibid

Figure 3 : Soutien au développement des LT-LED⁵⁹

Objectifs 	Activités 	Résultats attendus 
Initiative 1 : Soutenir l'élaboration des LT-LED, par le GGGI		
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les pays dans l'élaboration de leur LT-LED 	<ul style="list-style-type: none"> • GGGI fournit à l'Éthiopie et au Burkina Faso un soutien et une coordination intégrales du projet • GGGI fournit un soutien technique et consultatif sur l'analyse et la modélisation sectorielles 	<ul style="list-style-type: none"> • Grâce au soutien de GGGI, l'Éthiopie a progressé dans le développement de ses LT-LED et devrait soumettre sa version finale en 2022
Initiative 2 : Soutenir l'élaboration des LT-LED, par la BAD		
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les pays dans l'élaboration de leur LT-LED 	<ul style="list-style-type: none"> • La BAD soutient le Lesotho, le Botswana, le Gabon et le Liberia dans l'élaboration de leurs LT-LED 	<ul style="list-style-type: none"> • Les quatre pays ont fait des progrès significatifs dans le développement de leur LT-LED
Initiative 3 : Appel thématique sur les LT-LED et les NDC, lancé par le NDC Partnership		
<ul style="list-style-type: none"> • Aligner les LT-LED et les NDC 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir un soutien aux pays qui en ont besoin sur une base continue et sur de multiples opportunités jusqu'au troisième trimestre 2025. • Aider les pays à travailler simultanément à la mise à jour et à l'amélioration de leur NDC et à l'élaboration des LT-LED • Aider les pays à lancer des changements de politique et des actions transformationnelles ciblées en présence des LT-LED 	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays font des progrès significatifs dans l'élaboration et la mise en œuvre des LT-LED
Initiative 4 : Programme Facilité 2050, une initiative de l'AFD		
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les pays en développement vulnérables et à fortes émissions dans leur transition vers un modèle de développement résilient et à faibles émissions de carbone. 	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir l'élaboration des LT-LED • Soutenir la gouvernance de la planification à long terme à faible émission de carbone et résiliente 	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays disposent de LT-LED et de politiques publiques connexes • Renforcement de la gouvernance climatique dans les pays de soutien

59. Analyse Dalberg ; documentation des partenaires de l'ANDCH

1.3 PRIORITÉS ÉMERGENTES EN MATIÈRE DE PLANIFICATION CLIMATIQUE EN AFRIQUE

Le terme “pertes et dommages” est utilisé pour décrire la manifestation des impacts du changement climatique qui ne sont pas ou ne peuvent pas être évités par les efforts d'adaptation et d'atténuation. Bien que la plupart des ouvrages s'accordent à cette définition, il n'existe pas de définition universelle des pertes et dommages car cette question est hautement politique. Les pertes et dommages peuvent être irréversibles (comme c'est le cas de la perte de vies humaines) ou réparables (comme la destruction d'infrastructures), et de nature économique (à savoir la perte de ressources, de biens et de services) ou non économique (tels que la perte de patrimoine culturel).⁶¹ Si l'on considère les impacts historiques et les impacts futurs prévisibles, ces derniers sont négatifs et extrêmement coûteux.

Le paiement des pertes et dommages devient de plus en plus une priorité pour les pays en développement. Jusqu'à présent, le financement général du climat s'est surtout concentré sur la réduction des émissions et le soutien des communautés pour qu'elles s'adaptent aux impacts futurs ; le financement des pertes et dommages, quant à lui, vise à couvrir spécifiquement le coût des dommages que les pays ne peuvent éviter ou auxquels ils ne peuvent s'adapter.⁶² Un rapport de la Collaboration sur les pertes et dommages (L&DC) estime que les pertes combinées liées au climat des cinquante-cinq pays membres du Forum sur la vulnérabilité climatique (dont près de la moitié sont africains) au cours des deux dernières décennies ont atteint 525 milliards USD, soit 20 % de leur PIB collectif.⁶³ Les pays en développement font donc pression pour que leurs homologues riches, qui sont aussi les plus gros pollueurs, les compensent pour ces pertes.⁶⁴ L'idée d'un fonds “pertes et dommages” a été avancée pour la première fois en 1991 lorsque le Vanuatu a suggéré la création d'un système d'assurance, sous les auspices des Nations unies (ONU), pour aider à payer les conséquences de l'élévation du niveau des mers.⁶⁵ Pourtant, plus de trente ans plus tard, peu de progrès ont été réalisés, l'Écosse n'ayant engagé que 2,4 millions USD pour le paiement des pertes et dommages avant la COP27.^{66,67}

Les pays africains réclament la création d'un mécanisme international de prise en charge des pertes et dommages, mais seuls huit pays font explicitement référence aux pertes et dommages dans leurs CDN révisées.^{68,69} Ce chiffre est remarquablement bas compte tenu de la grande vulnérabilité du continent aux impacts du changement climatique (la BAD estime que les pertes et dommages en Afrique se situent entre 290 et 440 milliards USD d'ici 2030)⁷⁰ et de la forte pression exercée dans les négociations sur les pertes et dommages. En effet, l'Afrique réclame depuis bon nombre d'années l'élaboration d'un mécanisme formel de traitement des pertes et dommages. Cela consiste à ce que les pays développés, qui sont aussi les plus gros pollueurs, paient leurs homologues en développement pour les pertes économiques et non économiques directement liées au changement climatique. En 2014, les pays africains ont présenté une proposition visant à établir un mécanisme international de traitement des pertes et dommages et ont défini des fonctions et des modalités.⁷¹ Celles-ci sont présentées dans la figure ci-dessous.⁷² Cependant, la plupart des CDN actualisées mentionnant les pertes et les dommages ne font que souligner les expériences de pertes économiques et physiques et certaines élaborent des réponses spécifiques pour faire face aux pertes et aux dommages.⁷³ Seul le Cap-Vert demande un soutien financier international pour les pertes et dommages dans ses CDN.⁷⁴ Certains pays, comme la Gambie, le Malawi, le Mozambique et la Zambie, ont même abandonné toute référence aux pertes et dommages dans leurs CDN révisées en raison de la complexité du sujet.⁷⁵ Compte tenu de la nature hautement politique et de la valeur des CDN, la rationalisation des pertes et dommages dans celles-ci est un indicateur fort de réclamation des pays africains de leurs droits et de la responsabilisation des pays développés. Cette rationalisation devrait ainsi figurer dans leurs CDN.

60. La Coalition pour les pertes et dommages, [What is Loss and Damage](#), Consulté le 30 novembre 2022

61. Ibid.

62. COP27: [Who will pay for climate 'loss and damage' fund?](#), 2022

63. Collaboration en matière de pertes et de dommages, [The cost of delay. Why finance to address loss and damage must be agreed at COP27](#), 2022

64. Ibid.

65. Aljazeera, COP27: [Who will pay for climate 'loss and damage' fund?](#), 2022

66. Collaboration en matière de pertes et de dommages, [The cost of delay. Why finance to address loss and damage must be agreed at COP27](#), 2022

67. The Economist, [Um novo fundo da ONU para “perdas e danos” emerge da COP27](#), 2022

68. CCLAD, [How does Loss and Damage feature in Nationally Determined Contributions?](#), 2021

69. UNFCCC, NDC Registry

70. UNECA, [Loss and Damage in Africa](#), 2014

71. Ibid.

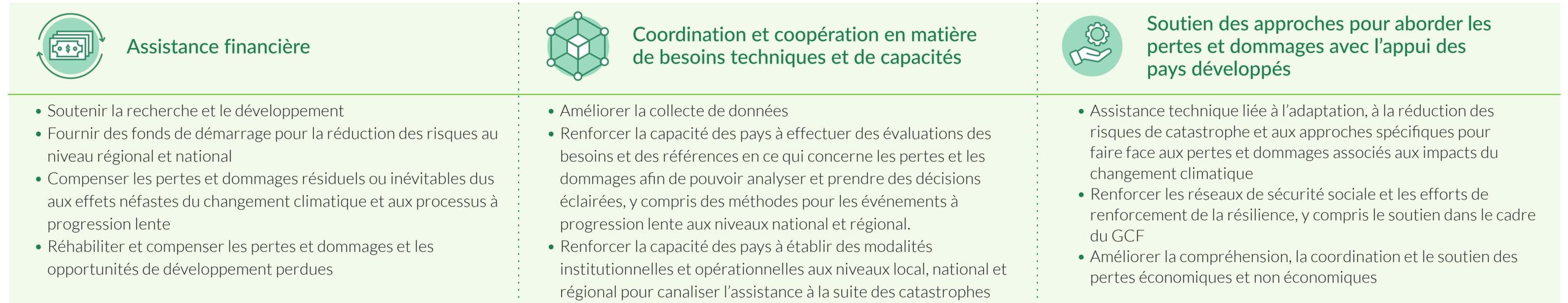
72. All Africa, Africa: COP27 - [Historic Loss and Damage Fund Takes COP27 to the Edge #AfricaClimateHope](#), 2022

73. CCLAD, [How does Loss and Damage feature in Nationally Determined Contributions?](#), 2021

74. Ibid.

75. CCLAD, [How does Loss and Damage feature in Nationally Determined Contributions?](#), 2021

Figure 4 : Les fonctions et modalités nécessaires d'un mécanisme international de traitement des pertes et dommages⁷⁶



Le financement des pertes et dommages annoncé lors de la COP27 donnera un coup de pouce nécessaire au financement du climat en Afrique. La COP27 a conclu sur un engagement décisif à fournir un financement pour les “pertes et dommages” aux pays vulnérables durement touchés par les catastrophes climatiques.⁷⁷ Les délégués se sont mis d'accord sur la création d'un fonds parrainé par les Nations unies pour aider les pays en développement qui sont “particulièrement vulnérables” aux effets du changement climatique.⁷⁸ Ce fonds profite massivement à l'Afrique et pourrait potentiellement être un levier clé dans le financement du climat sur le continent. Cependant, on ne sait pas encore combien d'argent sera engagé dans le fonds et/ou s'il sera régulièrement réapprovisionné.⁷⁹ Les détails du fonds seront convenus d'ici novembre 2023 et son “comité de transition” formulera des recommandations sur la manière de rendre opérationnels à la fois les nouvelles modalités de financement et le fonds lors de la COP28 l'année prochaine. Il reste à déterminer les détails précisant les pays et les types de catastrophes qui pourront bénéficier d'une indemnisation.⁸⁰ En outre, au cours de la COP27, un groupe de plus de 85 assureurs africains s'est engagé à créer le Fonds africain pour les risques climatiques en promettant de fournir une couverture de 14 milliards USD pour aider les communautés les plus vulnérables du continent à faire face aux risques de catastrophes climatiques.⁸¹ Les pays européens ont également promis un total de

246 millions USD - dont 175 millions USD provenant de l'Allemagne - pour soutenir la gestion des risques de catastrophes dans les pays vulnérables.⁸²

Cependant, des complexités doivent être prises en compte lors de l'établissement du mécanisme de financement des pertes et dommages ; l'Afrique devrait mener la réflexion à ce sujet.⁸³ Tout en reconnaissant que les pertes et dommages sont utiles pour renforcer la visibilité et l'élan politique, d'autres processus sont nécessaires pour mettre en œuvre une architecture globale des pertes et dommages. Il s'agit notamment de considérations relatives à l'estimation des coûts, à l'établissement de paramètres clairs de causalité et à la protection contre le risque moral, entre autres. La communauté internationale doit s'aligner sur un cadre de classification pour sélectionner les pertes à indemniser (en d'autres termes : quelle est la nature des pertes à indemniser ?), développer une méthodologie solide pour calculer les pertes et convenir d'un cadre de causalité pour relier directement et proportionnellement une perte au changement climatique. Il y a également des considérations sur les conditionnalités à mettre en place pour s'assurer que, même s'il y a une assurance pour les pertes et les dommages, les pays continuent à mettre en place des politiques d'adaptation et des investissements appropriés.

76. Ibid

77. UNFCCC, [COP27 Reaches Breakthrough Agreement on New “Loss and Damage” Fund for Vulnerable Countries](#), 2022

78. [A new UN fund for “loss and damage” emerges from COP27](#), 2022

79. UNFCCC, [COP27 Reaches Breakthrough Agreement on New “Loss and Damage” Fund for Vulnerable Countries](#), 2022

80. Aljazeera, [COP27: Who will pay for climate 'loss and damage' fund?](#), 2022

81. Ibid

82. Carnegie Endowment for International Peace, [As Financial Pledges Trickle In, Did COP27 Meet Its Goal of Implementation?](#), 2022

83. UNECA, [Loss and Damage in Africa](#), 2014



2. Amélioration du financement climatique et de l'engagement du secteur privé pour la mise en œuvre des CDN

2.1 L'ÉTAT DU FINANCEMENT CLIMATIQUE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CDN EN AFRIQUE

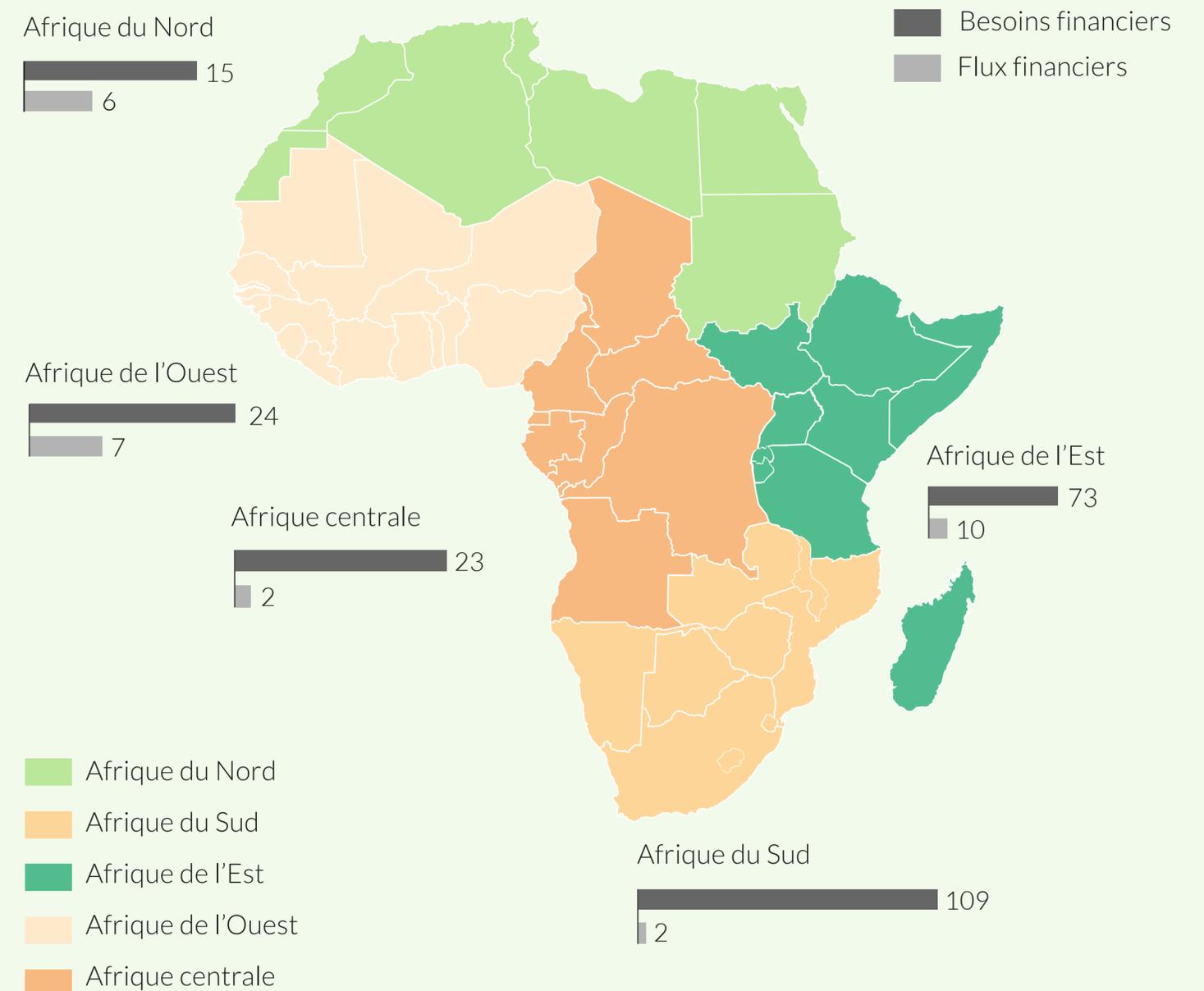
Garantir un financement climatique adéquat est essentiel pour la mise en œuvre des CDN. Toutefois, celui-ci est actuellement limité en Afrique. En effet, les flux sont nettement inférieurs à ce qui est nécessaire pour répondre aux CDN.⁸⁴ L'Afrique aura besoin de 3 000 milliards USD entre 2020 et 2030 pour mettre en œuvre ses CDN (~ 277 milliards USD par an), dont environ 90 % devraient provenir de sources non gouvernementales.⁸⁵ En 2020, les flux de financement du climat en Afrique ne s'élevaient qu'à 30 milliards USD, soit 11 % du montant nécessaire. La pandémie de COVID-19 a eu un léger effet sur les flux, mais ces derniers ont historiquement été nettement inférieurs aux besoins.⁸⁶

⁸⁴. Climate Policy Initiative, [Landscape of Climate Finance in Africa](#), 2022

⁸⁵. Ibid

⁸⁶. Ibid

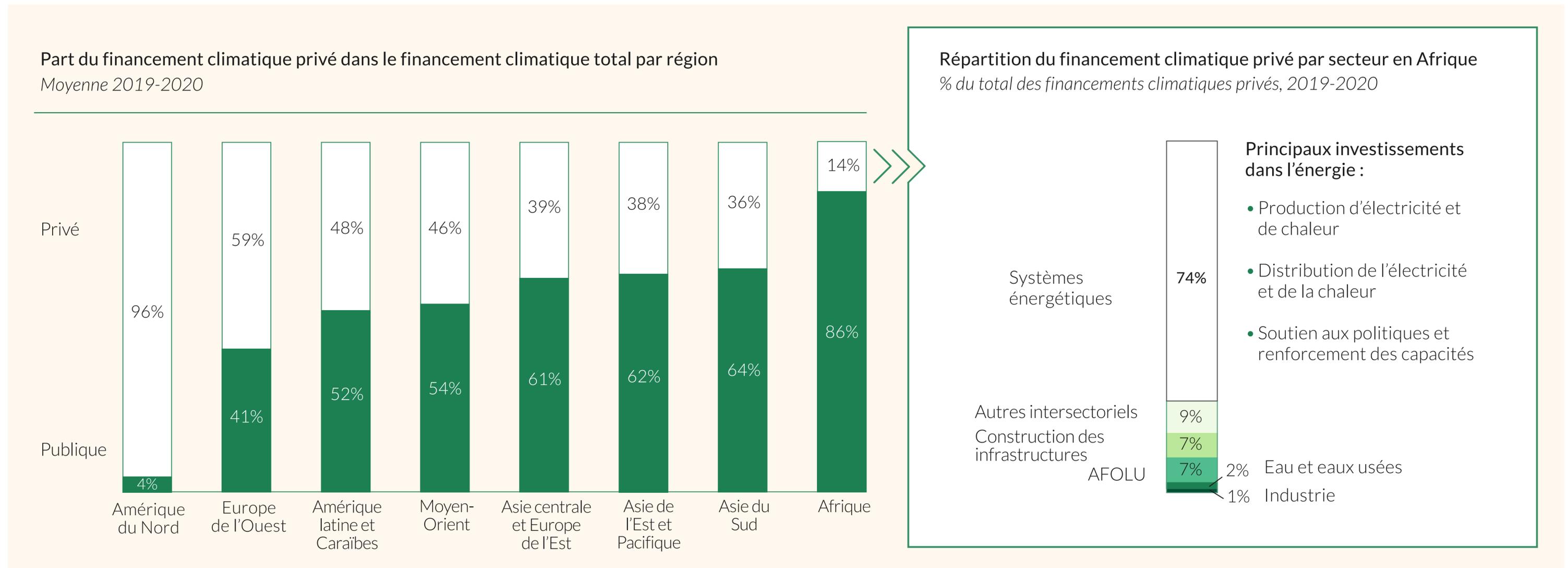
Figure 5 : Besoins et flux financiers climatiques en Afrique
Milliards d'USD, 2019-2020



Les flux de financement du secteur privé en Afrique sont nettement plus faibles en proportion des flux totaux que dans les régions comparables et sont en grande majorité destinés aux systèmes énergétiques. Les finances publiques ne suffiront pas à répondre aux CDN en Afrique. Cela représente une opportunité pour le secteur privé de venir aux côtés des gouvernements pour financer la mise en œuvre des CDN.⁸⁷ Toutefois, le financement privé total du climat ne représente que 14 % (4 milliards USD, 2020) du total des investissements

climatiques en Afrique.⁸⁸ En revanche, ce taux est beaucoup plus élevé dans d'autres régions, notamment l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie de l'Est et le Pacifique, et l'Asie du Sud (37 % à 49 %).⁸⁹ En outre, la plupart des financements du secteur privé vont au secteur de l'énergie, où des modèles commerciaux plus matures ont été testés et approuvés, et où les profils risque/rendement sont bien compris.⁹⁰

Figure 6 : Part du financement privé du climat par rapport au financement total, par région, 2019-2020⁹¹



87. The African Development Bank, [CNDS implementation in Africa through green investments by private sector](#), 2021

88. Climate Policy Initiative, [Landscape of Climate Finance in Africa](#), 2022

89. Ibid

90. Dalberg interviews, 2022

91. Initiative en matière de la politique climatique, [Paysage du financement du climat en Afrique](#), 2022 ; Note : Dans le graphique de gauche, le financement climatique provenant des fonds climatiques multilatéraux internationaux est inclus dans la catégorie du secteur public car ces fonds sont généralement acheminés par les gouvernements.

Les mécanismes mondiaux de financement vert ne sont pas suffisants. Des efforts supplémentaires sont toutefois nécessaires. La communauté internationale a mis en place de multiples mécanismes pour financer la mise en œuvre des CDN, notamment le Fonds Global pour le Climat et le Fonds pour l'Environnement Mondial, qui jouent un rôle essentiel dans le financement de la mise en œuvre des CDN. En 2019-2020, les fonds climatiques multilatéraux ont investi 3,5 % (1 milliard USD) du financement climatique total en Afrique.⁹² Bien que cela représente une augmentation exponentielle des financements (le continent n'avait auparavant reçu que 4,5 milliards USD entre 2003 et 2018),⁹³ cette contribution représente une très faible proportion du financement climatique total et est insuffisante au regard des besoins en la matière.

De façon général, les bailleurs de fonds et les financiers n'engageront pas d'argent dans des projets qui ne sont pas clairement structurés et planifiés et, dans le cas du secteur privé, qui n'ont pas de modèle commercial clair ni de rendement approprié. Les projets climatiques en Afrique manquent souvent d'un soutien adéquat à la préparation, ce qui suscite un intérêt limité de la part des financiers. Les structures nationales de préparation de projets ont une expérience et une capacité technique limitées pour transformer les concepts de projets climatiques en projets d'infrastructures durables à faible risque, à haute faisabilité et à fort impact.⁹⁴ En outre, les projets présentés par les gouvernements pour attirer le secteur privé ou les partenaires de développement offrent souvent des modèles économiques faibles, ont des incitations limitées pour gérer les risques potentiels, ou n'ont pas de lien clair avec l'impact climatique.⁹⁵ Les pays ne disposent pas non plus de cadres de répartition des risques adéquats pour développer de grands partenariats public-privé (PPP) et se débattent souvent en l'absence d'un engagement fort de la part des hauts responsables politiques.⁹⁶

Il est à noter qu'un large éventail d'engagements en matière de financement climatique a été annoncé lors de la COP27, avec le potentiel d'assurer un financement climatique approprié sur le continent. Il s'agit notamment de la réaffirmation par les États-Unis de leur engagement à fournir

aux pays en développement 11 milliards USD par an d'ici 2024.⁹⁷ Les États-Unis ont également annoncé de nouveaux fonds qui s'élèvent à 150 millions USD pour soutenir les initiatives d'adaptation en Afrique via le Plan présidentiel d'urgence pour l'adaptation et la résilience (PREPARE),⁹⁸ dirigé conjointement par l'USAID. En outre, l'UE et l'UA ont également annoncé une nouvelle initiative d'un milliard EUR pour l'adaptation et la résilience en Afrique.⁹⁹ L'Égypte, pays hôte, a également signé des partenariats pour son programme Nexus of Water-Food-Energy (NWFE) afin de soutenir la mise en œuvre de projets climatiques pour un montant de 15 milliards USD.^{100,101}

92. Ibid

93. Climate Funds Update, [Climate Finance Regional Briefing: Sub-Saharan Africa \(2018\)](#), 2018

94. ICLEI, [Transformative Actions Program](#), accessible en Oct 17, 2022; World Bank, [Enhancing the Climate Resilience of Africa's Infrastructure: The Power and Water Sectors](#), 2015

95. CGD, [What Is Holding Back Private Climate Finance in Africa and How Can It Be Unleashed?](#), 2022

96. Banco Mundial, [Address today's challenges to build a sustainable long-term PPP strategy for Africa](#), 2021

97. Ibid

98. USAID, [Action plan released for the President's Emergency Plan For Adaptation And Resilience \(PREPARE\)](#), 2022

99. Commission européenne [EU agrees to COP27 compromise to keep Paris Agreement alive and protect those most vulnerable to climate change](#), 2022

100. Ibid

101. D'autres exemples d'accords conclus pendant la COP27 autour de thèmes spécifiques sont décrits dans les sections suivantes



2.1 ACCÉLÉRER LA MISE EN ŒUVRE DES CDN DE L'AFRIQUE

Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN aident les pays à accélérer la mise en œuvre des CDN en transformant les projets climatiques en opportunités d'investissement, en créant des mécanismes qui catalysent les investissements et en mobilisant le secteur privé. Les partenaires permettent aux pays de mieux se positionner pour accélérer la mise en œuvre des CDN en identifiant et en incubant des idées pour en faire des opportunités d'investissement. Pour s'assurer que ces projets sont financés, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN et les gouvernements co-crésent des outils et des mécanismes pour attirer les investissements, en particulier les capitaux privés, et pour accroître l'engagement du secteur privé ; les partenaires facilitent les conversations pour aligner les attentes et les intérêts, tout en fournissant un soutien direct aux innovations du secteur privé.

Figure 7 : Approche des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN pour étendre la mise en œuvre des CDN¹⁰²

Transformer les CDN en opportunités d'investissement

Identifier les opportunités d'investissement dans la mise en œuvre des CDN

- Intégrer les priorités des CDN dans les agendas régionaux et nationaux, y compris les plans de relance
- Développer des plans de mise en œuvre des CDN et les traduire en projets bancables

Créer des outils financiers innovants pour catalyser le financement climatique

Développer des outils financiers pour réduire les risques et augmenter les investissements.

- Systèmes de garantie de crédit
- Facilité de liquidité et de durabilité
- Obligations vertes/bleues
- Echange dette-nature/climat
- Debt-for-nature/climate swaps

Faciliter l'engagement et l'investissement du secteur privé dans la mise en œuvre des CDN

Permettre au secteur privé d'investir dans le financement et la mise en œuvre des CDN

- Faciliter les dialogues et les initiatives du secteur privé afin de mieux faire connaître les besoins et les possibilités
- Soutenir les innovations du secteur privé par des financements et une assistance technique

102. Dalberg analysis; ANDCH partner documentation



Pour rendre cette approche opérationnelle, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN entreprennent des activités classées en trois grandes catégories : (i) projets, (ii) politiques nationales, et (iii) programmes régionaux.

1 Projets

Figure 8 : Activités entreprises par les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN pour accélérer la mise en œuvre des CDN¹⁰³



2.1.1 Traduire les CDN en opportunités d'investissement

La plupart des projets à grande échelle en Afrique ne parviennent pas à être clôturés financièrement. Les pays ont besoin d'un soutien concret pour s'assurer que les projets liés au climat sont bien conçus et exécutés. C'est particulièrement vrai dans le domaine des infrastructures, où, malgré l'existence de grandes réserves et de besoins évidents, 80 % des projets échouent au stade de la faisabilité et de la réalisation du business plan, et moins de 10 % finalisent les transactions financières pour financer l'exécution.¹⁰⁴ Les principales raisons de l'échec des projets en phase de conception sont l'absence d'un plan directeur à long terme permettant de surmonter les cycles politiques, la faiblesse des études de faisabilité et des plans d'affaires, les retards dans les approbations et l'incapacité à s'entendre sur la répartition des risques et à trouver le bon montant et les bonnes modalités.¹⁰⁵ Lors de leur exécution, les projets déraillent souvent en raison du manque de compétences et d'entrepreneurs externes et d'une mauvaise livraison, y compris des retards et des dépassements de coûts.¹⁰⁶

Intégration des priorités des CDN dans les agendas régionaux et nationaux, y compris les plans de relance

Grâce au soutien des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, les pays font de plus en plus pression pour l'intégration des actions climatiques dans les programmes continentaux et des CDN dans leurs agendas nationaux. L'adoption d'une optique régionale présente des opportunités de marché plus importantes pour les acteurs du secteur privé, offre des possibilités de partage des meilleures pratiques et permet de collecter des fonds au niveau mondial. La zone de libre-échange continentale de l'Afrique est une plateforme importante à cet égard - le libre-échange entre les pays africains et les avantages associés qu'il apporte, a le potentiel d'encourager les investissements privés axés sur le climat. Au niveau national, les pays procèdent également à l'intégration des actions et des objectifs climatiques dans les programmes de développement nationaux et les plans de relance. L'Ouganda a ainsi intégré les

Figure 9 : Inclusion dans la planification des investissements des CDN

Traduire les CDN en opportunités d'investissement locales et inclusives

- Les opportunités d'investissement liées aux CDN doivent s'ancrer **localement**. Elles gagneraient également à s'appuyer sur des structures **existantes et décentralisées** pour augmenter leur impact sur le long terme.
- Il est également essentiel d'adopter une **approche inclusive** lors de la **conception** des projets. Améliorer la **compréhension des profils types des bénéficiaires et des personnes les plus vulnérables** aux effets du changement climatique est une étape clé dans la conception du projet (par exemple, les habitants des zones rurales/semi-rurales et des bidonvilles urbains, les femmes, les jeunes, etc.). Cette démarche permettrait aux gouvernements de concevoir des projets qui ont pour but **d'améliorer directement la résilience des populations vulnérables** et donc leur **niveau de vie**.
- Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN soutiennent les pays dans l'application d'une approche inclusive lors de la conception de projets liés aux CDN. Certains projets ciblent spécifiquement les populations qui sont plus exposées aux impacts du changement climatique que d'autres, tels que le PNUE en Ouganda et le FNUAP en Afrique.

104. McKinsey, [Solving Africa's infrastructure paradox](#)

105. Ibid

106. PwC, [Capital projects and infrastructure in East Africa, Southern Africa and West Africa: Trends, challenges and future outlook](#), 2014

objectifs climatiques dans le plan de développement national III.¹⁰⁷ Toutefois, ces intégrations sont encore à leur stade précoce.¹⁰⁸ Les partenaires soutiennent également le développement de politiques stratégiques et de cadres réglementaires pour ancrer cette démarche. Ce travail permettra d'accélérer la mise en œuvre, car les objectifs climatiques sont liés au financement public dans tous les secteurs de l'économie, ainsi qu'à une appropriation et une responsabilité accrues.¹⁰⁹ L'intégration des objectifs climatiques permettra également d'ancrer une transition équitable, car elle nécessite une approche politique intégrée et à l'échelle du gouvernement, ce qui permet aux gouvernements de bien comprendre les implications de la transition et de procéder aux ajustements nécessaires pour s'assurer qu'aucune communauté concernée n'est laissée pour compte.¹¹⁰

Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN saisissent l'opportunité de la reprise économique pour aligner l'ambition climatique sur le programme de relance, garantissant une croissance résiliente et davantage de financement pour l'action climatique.

Les pays mettent en œuvre leurs plans de relance post-COVID. Ce processus est l'occasion de mieux reprendre en respectant le climat et en étant plus résilient. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN permettent aux pays d'aligner les CDN sur leurs plans de relance verts, favorisant ainsi une transformation économique neutre sur le plan climatique et résiliente au changement climatique.¹¹¹ Les partenaires travaillent également avec les gouvernements pour montrer (i) l'impact du changement climatique sur les entreprises privées et (ii) l'énorme opportunité offerte par la reprise économique en vue de catalyser des entreprises et des économies plus résilientes.

107. NDC Partnership, [Uganda](#)

108. Analyse Dalberg, 2022

109. Ibid

110. WWF, [Just transitions towards a nature-positive economy. Learning from stories of change](#), 2021

111. PNUD, Aligner les NDC sur la relance verte : cadre d'orientation, 2022



Figure 10 : Activités du PNUE, du PNUD, du NDC-P et de l'AFD visant à promouvoir la rationalisation de l'agenda climatique ainsi que le soutien et l'inclusion dans la relance verte¹¹²

Objectifs	Activités	Résultats / Résultats attendus
Initiative 1 : EBAFOSA, une initiative menée par le PNUE		
<ul style="list-style-type: none"> Établir l'impact des solutions climatiques sur l'amélioration de l'agro-productivité 	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir les jeunes pour leur permettre réaffirmer leurs compétences Décentraliser les séchoirs solaires pour permettre la 	<ul style="list-style-type: none"> Les pertes de citrouille ont été réduites de 28% Les revenus tirés du manioc séché ont augmenté de 50 USD Les jeunes ont gagné un total de 40 USD
<p>Objectif d'inclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le projet a été développé pour soutenir les innovations des jeunes Le produit final est destiné aux petits exploitants agricoles, dont la plupart sont des femmes Le projet est développé pour et dans le contexte des zones rurales, créant des opportunités de revenus pour les populations souvent laissées pour compte 		
Initiative 2 : Cadre d'orientation sur l'alignement des CDN sur la relance verte, une initiative menée par le PNUD		
<ul style="list-style-type: none"> Fournir un cadre pour aider les pays à concevoir et à évaluer des options de relance et d'économie vertes qui s'appuient sur les processus des NDC et intègrent l'action climatique 	<ul style="list-style-type: none"> proposer un processus qui permet d'orienter les pays dans la formulation de plans de redressement durables Fournir des recommandations sur le moment et la manière d'utiliser des outils pour aligner les actions climatiques et les plans de relance 	<ul style="list-style-type: none"> Alignement des NDC et des plans de relance Processus d'élaboration de plans de relance durables Engagement politique, faisabilité financière et suivi des plans de relance verts
<p>Objectif d'inclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> Ce cadre fournit un outil pour atteindre les objectifs d'égalité des sexes 		
Initiative 3 : Initiative de relance économique, une initiative menée par le NDC-P		
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'action climatique par la relance économique 	<ul style="list-style-type: none"> Intégrer les conseillers dans les ministères des finances Aider les pays à mener des études pertinentes 	<ul style="list-style-type: none"> Écologisation des plans de relance économique Alignement des NDC et des plans de relance
Initiative 4 : Obligation sociales COVID-19, une initiative soutenue par la BAD et le PNUD		
<ul style="list-style-type: none"> Contribuer à atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur les moyens de subsistance et les 	<ul style="list-style-type: none"> Apporter un soutien rapide et majeur aux pays afin de limiter l'impact de la pandémie 	<ul style="list-style-type: none"> Émission d'obligations sociales par la BAD pour limiter les effets de la COVID-19, libellées en USD pour un montant de 3 milliards USD en mars 2020 Réduction de la gravité de l'impact économique et social de la
Initiative 5 : Adapt'Action : un outil pour soutenir la mise en œuvre des NDC, une initiative de l'AFD		
<ul style="list-style-type: none"> Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies d'adaptation et de trajectoires de développement résilientes 	<ul style="list-style-type: none"> Connaissance et recherche opérationnelles Gouvernance et politiques publiques Études de faisabilité et de vulnérabilité 	<ul style="list-style-type: none"> Les institutions concernées disposent des capacités institutionnelles et techniques nécessaires Les politiques publiques sont informées et les financements sont mobilisés
<p>Objectif d'inclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le genre et l'inclusion sociale sont intégrés de manière transversale dans les 3 axes du programme, avec des ressources renforcées et un plan d'action spécifique 		

112. Analyse Dalberg ; documentation des partenaires de l'ANDCH

Élaborer des plans de mise en œuvre des CDN et les traduire en projets bancables

Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN contribuent à traduire les CDN en projets concrets au profit des pays. Le PNUD a rapporté que 43% des pays africains soutenus par la Promesse climatique avaient indiqué leur besoin en assistance pour la mise en œuvre, en particulier pour transformer les CDN en projets bancables.¹¹³ Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN aident collectivement les pays africains à traduire les CDN en plans d'action annuels, qui sont ensuite traduits en plans d'investissement identifiant les projets à fort potentiel. Des propositions assorties de solides analyses de rentabilité sont ensuite élaborées pour mobiliser des fonds auprès d'un large éventail de financeurs. Alors que la plupart des propositions en sont encore au stade de la mobilisation des fonds, les partenaires contribuent également au renforcement des capacités des pays afin de garantir la réussite de ces projets. Dans la même lancée, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN permettent à

ces pays de créer un environnement favorable pour faciliter le flux de financement ainsi que la mise en œuvre harmonieuse des projets. Le Rwanda, l'Éthiopie, le Nigeria et l'Ouganda sont des exemples clés des premiers résultats de ce modèle.¹¹⁴

Figure 11 : Soutien aux pays du NDC-P¹¹⁵



113. PNUD, l'état de l'ambition climatique : Regional snapshot Africa, 2022

114. Analyse Dalberg, 2022

115. NDC-P, 2022

2.1.2 Créer des outils financiers innovants pour catalyser le financement climatique

Le financement de la lutte contre le changement climatique est réparti de manière inéquitable sur le continent africain. Les pays les plus exposés aux risques climatiques, qui sont souvent les plus pauvres,¹¹⁶ reçoivent souvent le moins de financement par habitant. Ils ont des marchés de capitaux et des secteurs financiers moins développés et sont moins susceptibles de posséder l'expertise nécessaire pour développer des projets et des opportunités d'investissement de qualité. En outre, les acteurs de leur secteur privé sont souvent incapables d'absorber de gros investissements. Ces facteurs contribuent à ce que les financiers considèrent ces pays comme plus risqués et plus difficiles à travailler et investissent ainsi dans moins d'opportunités. En effet, 60 % du financement climatique total en 2020 est orienté seulement vers 10 pays,¹¹⁷ principalement parce qu'ils sont plus développés, capables d'absorber les investissements et perçus comme moins risqués.¹¹⁸ Les pays qui ont le plus besoin d'investissements internationaux sont les moins susceptibles de les obtenir : les flux financiers climatiques 2019-2020 révèlent que les pays les plus vulnérables ont reçu le moins de financement climatique par habitant.¹¹⁹

Le financement de la dette privée disponible pour l'Afrique est plus cher que pour les autres régions. Les pays africains, à l'image des tendances mondiales, ont emprunté à un taux plus élevé au taux historique avant et pendant la COVID-19. Le financement non lié à l'endettement étant limité, les pays africains doivent s'endetter pour financer leur développement et, étant donné qu'ils sont considérés comme plus risqués que leurs homologues du Nord, le service de la dette est beaucoup plus coûteux.^{120,121} En 2021, seuls deux pays africains, sur les 32 qui avaient obtenu une cote de crédit d'au moins une des trois grandes agences, pouvaient prétendre au statut d'investissement, et 20 de ces 32 pays avaient vu leur cote de crédit en baisse, soit plus du double de la moyenne mondiale.¹²² Les paiements d'intérêts élevés ont porté préjudice à la gestion macroéconomique dans les pays africains en limitant l'espace budgétaire, tandis que les obligations à rendement faible, voire négatif, dans les économies avancées ont maintenu leurs coûts de service de la dette à des niveaux gérables malgré des ratios dette/PIB souvent nettement plus élevés.¹²³ En 2021, les coûts

annuels de service de l'Afrique ont franchi le seuil de 100 milliards USD.¹²⁴ Le continent devrait ainsi payer 243 milliards USD de service de la dette jusqu'en 2028.¹²⁵

Par conséquent, les pays africains sont plus susceptibles d'être en situation de surendettement s'ils poursuivent leur endettement. En septembre 2022, 20 pays étaient soit en situation de surendettement global,¹²⁶ soit à haut risque de surendettement global. Alors que les taux d'intérêt mondiaux augmentent en réponse à l'inflation croissante, s'endetter davantage pour payer l'action climatique les expose grandement aux risques de défaut de paiement.

La mise en œuvre des CDN nécessitera une augmentation massive des flux financiers vers les pays, tout en veillant à ce que les bénéficiaires puissent absorber et gérer ces financements, en particulier lorsque ces flux sont destinés aux gouvernements des pays moins développés. Ce faisant, les ressources traditionnelles de financement du climat - les fonds multilatéraux et les BMD offrant des subventions et/ou une dette concessionnelle - demeurent essentielles pour l'Afrique et devront être considérablement élargies. En effet, la BAD cherche à lever 13 milliards USD pour le Fonds africain de développement dans ce but précis. Toutefois, il faudra faire davantage pour répondre aux besoins de financement du climat. Il s'agit notamment de rechercher et de mettre en place de nouvelles facilités de financement destinées à accroître les emprunts abordables des pays africains, d'utiliser des outils de financement mixtes traditionnels pour réduire les risques liés aux prêts privés, de canaliser les financements privés vers des instruments "verts" moins coûteux et de faire appel aux devises de réserve du FMI. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN sont engagés dans un large éventail d'activités de ce type pour aider les pays à accéder à davantage de financements provenant de sources diverses. Le rapport décrit en détail certains de ces outils. Nous soulignons ces activités comme des exemples de solutions qui doivent être étendues de manière drastique pour atteindre les objectifs climatiques - plutôt que comme une preuve de résolution du problème.

116. IMF, [Poor and Vulnerable Countries Need Support to Adapt to Climate Change](#), 2022

117. Les dix pays qui ont reçu le plus de financements sont l'Égypte, le Maroc, le Kenya, le Nigeria, l'Éthiopie, l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Côte d'Ivoire, la Tunisie et le Ghana

118. Climate Policy Initiative, [Landscape of Climate Finance in Africa](#), 2022

119. Analyse Dalberg, 2022

120. The Economist, [Africa feels the strain from elevated debt](#), 2022

121. Les pays d'Afrique subsaharienne avaient payé, à la fin de 2009, 300 points de base de plus en moyenne que la moyenne des emprunteurs des marchés émergents

122. Brookings, [The ruinous price for Africa of pernicious 'perception premiums'](#), 2021

123. Ibid

124. The Economist, [Africa feels the strain from elevated debt](#), 2022

125. BAD, échanges dettes-nature : faisabilité et importance politique dans le secteur des ressources naturelles en Afrique, 2022

126. IMF, [Debt Sustainability Analysis](#), 2022

Développer des outils financiers pour réduire les risques et augmenter les investissements

— SYSTÈMES DE GARANTIE DE CRÉDIT

Un système de garantie de crédit permet d'atténuer le risque de crédit d'un tiers aux prêteurs en absorbant une partie des pertes du prêteur sur les prêts accordés à une entité en cas de défaillance. ¹²⁷Bien qu'il existe de nombreuses permutations de cet outil, le concept de base est cohérent. Un partenaire de développement ou un gouvernement garantit tout ou partie d'un investissement d'un autre acteur si le bénéficiaire de la dette n'est pas en mesure de faire face aux paiements. Dans le cas du financement climatique, une tierce partie s'engage à atténuer une partie des pertes potentielles sur les investissements verts. Pour que ces mécanismes fonctionnent, il faut un cadre juridique et réglementaire propice, une gouvernance d'entreprise et une gestion des risques adéquates, un cadre opérationnel solide, ainsi que des systèmes de suivi et d'évaluation approfondis. ¹²⁸

Étant donné les risques d'investissement dans de nombreux projets verts sur le continent, les risques plus élevés par rapport à d'autres régions et le nombre limité d'investisseurs intéressés, ces garanties contribuent à accroître la confiance des prêteurs dans le financement des pays africains. Il en résulte un intérêt accru des investisseurs et des taux de prêt potentiellement plus abordables. Ainsi, grâce au Mécanisme africain de garantie de l'énergie soutenu par la centrale solaire Kesses 1, le promoteur a pu lever 41 millions USD. ¹²⁹ Au cours des 20 dernières années, les garanties de la Banque mondiale ont permis de mobiliser plus de 42 milliards USD en capitaux commerciaux et en investissements privés. ¹³⁰ Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN appuient ces efforts, en particulier en Afrique, en lançant des systèmes de garantie à grande échelle pour financer des projets écologiques sur le continent. Les partenaires aident également les pays à lancer et à gérer des systèmes de garantie, ainsi, la BAD soutient le système incitatif de finance agricole fondé sur le partage des risques de Ghana, etc. ¹³¹

¹²⁷. Banque mondiale, [Principles for Public Credit Guarantee Schemes \(CGSs\) for SMEs](#) Banco Mundial

¹²⁸. Ibid

¹²⁹. AEGF, [Project overview](#), consulté le 25 Octobre 2022

¹³⁰. Banque mondiale, [Guarantees Program](#)

¹³¹. AFI, [Green credit guarantee schemes for MSMEs](#), 2022

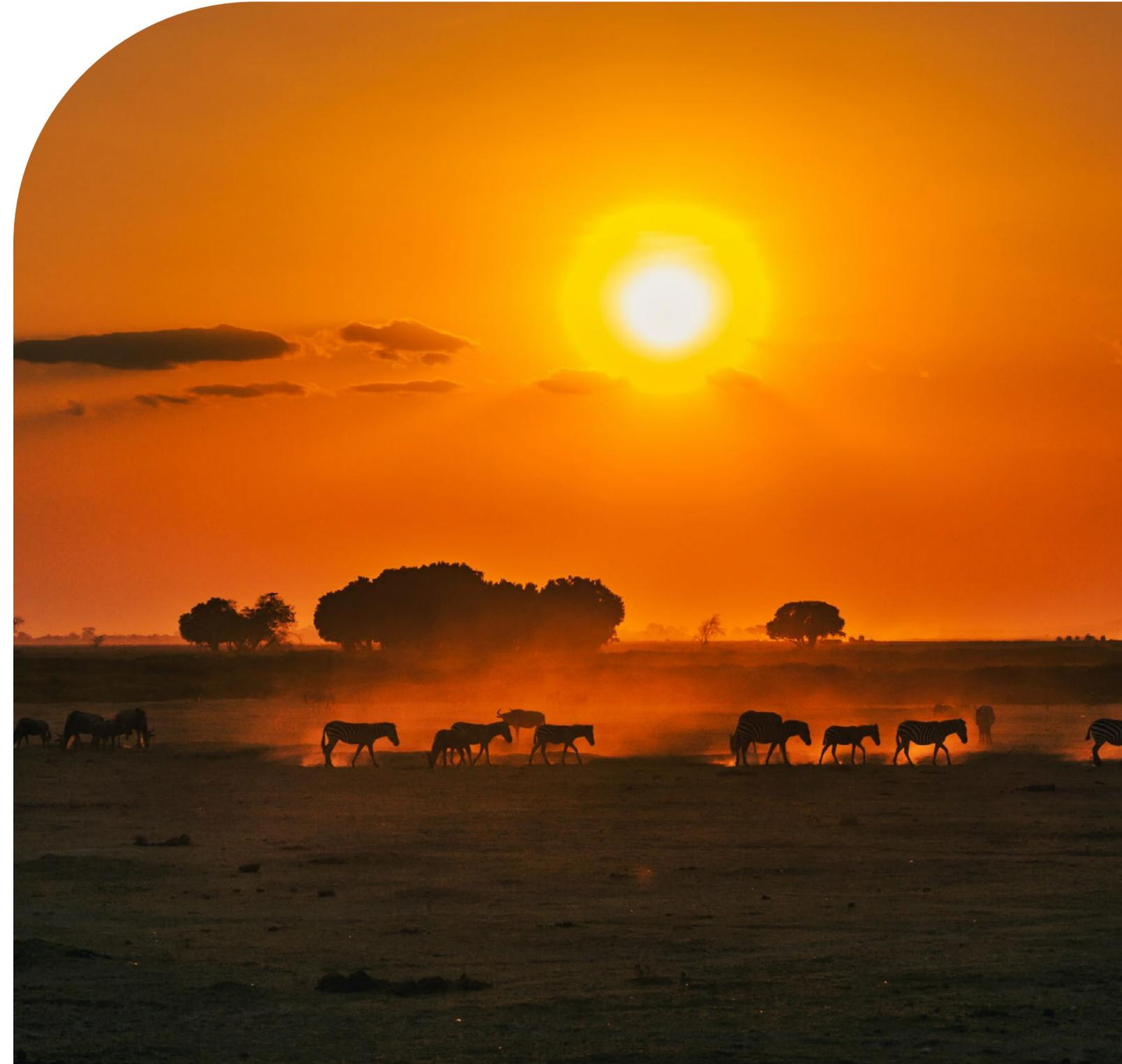


Figure 12 : Activités visant à réduire les risques liés au financement climatique - BAD et GGGI¹³²

Objectifs	Activités	Résultats
Initiative 1 : Mécanisme de garantie Room to Run, une initiative menée par la BAD		
<ul style="list-style-type: none"> • Accroître les engagements en matière de financement climatique à 2 milliards USD • Réduire le capital-risque, créant ainsi une marge de manœuvre pour de nouvelles opérations de prêt 	<ul style="list-style-type: none"> • Les assureurs prennent une tranche de 400 millions USD en première perte • Le FCDO fournit une couverture de 1,6 milliard USD en deuxième perte • La transaction couvre les prêts actuels et futurs de 11 pays emprunteurs du guichet non concessionnel du Groupe de la Banque 	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre à la BAD de lever de nouveaux fonds, dont la moitié serait consacrée à l'adaptation au changement climatique, tout en la permettant de réduire le risque des investissements
Initiative 2 : Renforcer la résilience climatique des actifs d'infrastructure, une initiative menée par GGGI		
<ul style="list-style-type: none"> • Accroître l'intérêt des investisseurs institutionnels en proposant un mécanisme de première perte 	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre l'émission de la lettre de non-objection • Développer la proposition de financement du Fonds Vert pour le Climat (FVC) • S'engager avec les agents de placement et organiser des réunions avec les investisseurs 	<ul style="list-style-type: none"> • L'AFC doit obtenir l'approbation du conseil d'administration du FVC pour un capital concessionnel de 260 millions USD

– DROITS DE TIRAGE SPÉCIAUX

Les droits de tirage spéciaux (DTS) sont l'instrument de réserve monétaire du FMI calculé à partir d'un panier pondéré des principales devises. Les DTS peuvent être utilisés pour l'échange contre d'autres devises, le remboursement de prêts, le paiement d'obligations, de promesses et le paiement d'intérêts sur des prêts.¹³³ Plutôt qu'une monnaie, il s'agit d'une créance sur les monnaies librement utilisables des membres du FMI.¹³⁴ L'allocation de DTS à chaque pays membre est basée sur les quotes-parts des membres du FMI, les économies les plus fortes possédant plus de quotes-parts et payant plus au FMI. Les membres peuvent conserver leurs DTS dans le cadre de leurs réserves de change, les vendre ou les échanger contre des devises librement utilisables.¹³⁵

Les DTS sont alloués par le FMI à ses pays membres et sont garantis par les gouvernements des autres pays membres.¹³⁶ La plus grande allocation jamais réalisée, d'un montant d'environ 456 milliards de DTS (équivalent à 650 milliards USD), a été approuvée le 2 août 2021, afin de répondre au besoin mondial de réserves à long terme et d'aider les pays à faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19.¹³⁷

Toutefois, les pays africains s'attendent à ne recevoir qu'une fraction de la récente allocation de 650 milliards USD de DTS ; la BAD préconise que les pays développés prêtent leurs DTS aux BMD. L'Afrique ne devrait recevoir que 33 milliards USD au total, dont environ 277 milliards USD pour les pays du G7.¹³⁸ L'allocation des DTS représente une opportunité unique pour

132. Analyse Dalberg ; documentation des partenaires de l'ANDCH

133. Investopedia, [Special Drawing Rights \(SDRs\): Definition and Requirements](#), 2022

134. AfDB, FAQs: [What are Special Drawing Rights and why do they matter for Africa?](#), accessed on October 27, 2022

135. Ibid

136. Investopedia, [Special Drawing Rights \(SDRs\): Definition and Requirements](#), 2022

137. IMF, [Special Drawing Rights \(SDR\)](#), accessible le 27 Octobre 2022

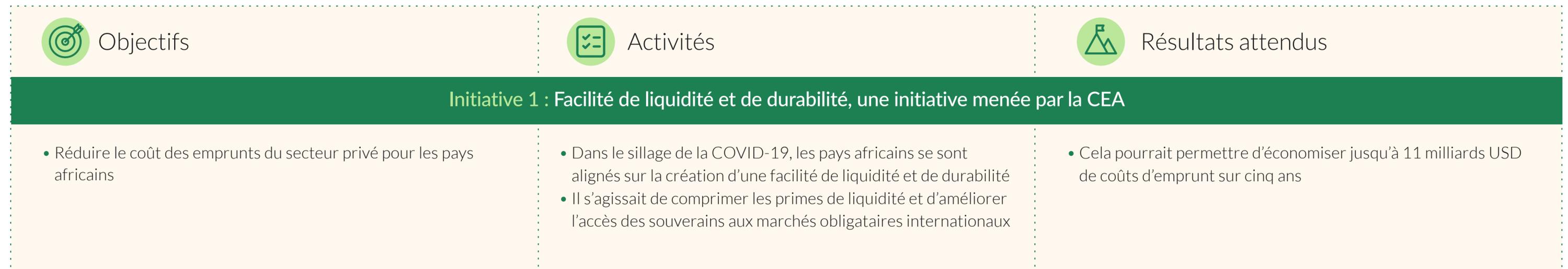
l'Afrique d'accéder à des capitaux moins chers pour financer le développement. La BAD a conçu une structure de capital hybride qui permettra d'utiliser les DTS empruntés comme des fonds propres pour emprunter davantage sur les marchés des capitaux à des prix abordables grâce à sa notation triple A.¹³⁹ Selon la BAD, pour chaque tranche de 10 milliards USD canalisée sous forme de prêts participatifs, la Banque peut prêter 30 à 40 milliards USD au sein du continent.¹⁴⁰

— FACILITÉ DE LIQUIDITÉ ET DE DURABILITÉ

Défendue par la CEA et son ancienne secrétaire exécutive immédiate, Vera Songwe, la facilité de liquidité et de durabilité (FLS) vise à rendre la dette souveraine plus abordable pour les pays africains. La FLS fournira un financement repo "concessionnel"¹⁴¹ aux investisseurs privés détenant des obligations d'État africaines pour acheter davantage d'obligations, mais à un taux plus favorable.¹⁴² Ces investisseurs emprunteront auprès de la FLS en donnant en garantie les obligations qu'ils détiennent. La FLS sera financée par l'aide publique au développement (APD), les banques multilatérales de développement et/ou les pays développés.¹⁴³ Il s'agit d'une situation gagnant-gagnant à la fois pour les pays africains et pour

les investisseurs, car les gouvernements seront en mesure de lever des fonds à de meilleurs taux tandis que les investisseurs investissent dans davantage d'obligations sans dépenser de capital supplémentaire. La première transaction de la facilité s'est élevée à 200 millions USD, et 3 milliards USD supplémentaires devraient être levés grâce aux droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI.¹⁴⁴ La taille de la facilité pourrait atteindre 30 milliards USD au cours des premières années.¹⁴⁵ Bien que cette facilité ne soit pas exclusivement destinée aux projets climatiques, elle pourrait permettre aux pays africains d'emprunter à des fins climatiques à un coût plus abordable.

Figure 13 : Activités visant à réduire le coût de la dette - CEA¹⁴⁶



138. BAD, [Special Drawing Rights And Reallocation For Low Income Countries](#), 2022

139. BAD, [Leveraging the power of Special Drawing Rights: how developed countries can help boost Africa's development](#), 2022

140. Ibid

141. Note : Repo est un accord à court terme consistant à vendre des titres pour les racheter à un prix légèrement supérieur

142. Daniela Gabor, [The impact of the COVID-19 pandemic and crisis responses: Going beyond "business as usual"](#), 2021

143. Eurodad, [The Liquidity and Sustainability Facility for African sovereign bonds: who benefits?](#), 2021

144. CEA, [Launch of the Liquidity and Sustainability Facility](#), 2021

145. Daniela Gabor, [La Facilité de liquidité et de soutenabilité pour les obligations souveraines africaines: A Good ECA/PIMCO Idea Whose Time Has Come?](#)

146. Analyse Dalberg ; documentation des partenaires de l'ANDCH

— OBLIGATIONS VERTES ET BLEUES

Les obligations vertes sont des instruments de dette dont les fonds levés financent ou refinancent exclusivement des projets ou des actifs “verts”.¹⁴⁷ De même, les obligations bleues soutiennent exclusivement les investissements dans les océans sains et les économies bleues.¹⁴⁸ Le fait d'étiqueter les obligations comme vertes ou bleues les distingue des obligations classiques “vanille” ou même non étiquetées, mais elles présentent essentiellement des caractéristiques similaires en termes de risque, de rendement attendu et de structure.^{149,150} Les obligations vertes et bleues sont également un moyen pour les investisseurs de signaler et d'accroître leurs attentes concernant la performance environnementale de leurs investissements à revenu fixe.¹⁵¹

Ces outils de financement ont un grand potentiel, mais l'Afrique n'en exploite pas encore pleinement les possibilités. En octobre 2019, 522 milliards USD avaient été émis par le biais

d'obligations vertes, l'Afrique ne représentant que 2 milliards USD (~0,4 % du total).¹⁵² Depuis, les émissions d'obligations vertes ont augmenté à 646 milliards USD en 2021 et sont en passe d'atteindre 1 000 milliards USD par an en 2022. À l'instar des obligations vertes, les obligations bleues ne sont pas courantes sur le continent. Les Seychelles sont le seul pays africain à en avoir lancé une, bien qu'il s'agisse de la première obligation bleue souveraine au monde.¹⁵³

Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN aident les pays à lever des fonds par le biais d'obligations.¹⁵⁴ Ils élaborent des documents d'information pour guider ces pays, en les encourageant à considérer ces mécanismes de financement et à inciter les investisseurs privés à envisager d'investir. Ils procèdent également à une levée de fonds directe.

Figure 14 : Activités de promotion de l'économie verte et bleue - BAD et CEA¹⁵⁵

Objectifs	Activités	Résultats attendus
Initiative 1 : Emission de la première obligation verte libellée en monnaie locale, initiative menée par la BAD		
<ul style="list-style-type: none"> Collecter des fonds pour financer des projets verts 	<ul style="list-style-type: none"> En septembre 2022, la BAD a émis une obligation verte de 200 millions ZAR Il s'agit de la première obligation de la Banque libellée dans une devise africaine 	<ul style="list-style-type: none"> Financer des projets verts éligibles conformément au programme d'obligations vertes de la Banque afin de soutenir la transition des pays africains vers une croissance verte
Initiative 2 : Initiative de la Grande Muraille Bleue impliquant la CEA		
<ul style="list-style-type: none"> Acclerar a economia azul na região do Oceano Índico Ocidental (WIO) 	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir l'établissement de mécanismes de gouvernance équitables et inclusifs au niveau du paysage marin Renforcer l'opérationnalisation des solutions fondées sur la nature Débloquer le développement d'une économie bleue régénératrice 	<ul style="list-style-type: none"> Augmenter les aires marines protégées de 30% d'ici 2030 Conserver et restaurer 2 millions d'hectares d'écosystèmes bleus Séquestrer 100 millions de tonnes de CO2 Créer 1 million d'emplois bleus d'ici 2030 Développer des moyens de subsistance pour 70 millions de personnes

147. OCDE, Obligations vertes : Mobilising the debt capital markets for a low-carbon transition, 2015

148. 2021 IED, [Innovative financing for African economies to tackle debt, climate change and biodiversity loss](#), Oct 2021

149. [Stockholm Sustainable Finance Centre, Scoping the Sustainable Finance Landscape in Africa: The use of Green Bonds](#), 2020

150. Ibid

151. 2020 Centre de finance durable de Stockholm, [Scoping the Sustainable Finance Landscape in Africa: The Case of Green Bonds](#), 2020

152. SEI, [Scoping the green bond landscape in Africa](#), 2021

153. Forum économique mondial, Blue bonds: [What they are, and how they can help the oceans](#), 2019

154. IIED, Potomac Group LLC, CEA, UNESCWA, PNUD, [Linking sovereign debt to climate and nature outcomes: A guide for debt managers and environmental decision makers](#), 2021

155. Analyse Dalberg ; documentation des partenaires de l'ANDCH

— ECHANGE DE DETTE CLIMAT/NATURE

Les échanges dette-nature (EDN)/climat sont des mécanismes financiers qui permettent d'annuler une partie de la dette extérieure d'un pays en échange d'engagements à investir dans la conservation de la biodiversité et l'action climatique.¹⁵⁶ Ils sont destinés à faciliter un transfert de richesse efficace vers un pays à revenu faible ou intermédiaire afin de financer la conservation locale ou les efforts d'adaptation et d'atténuation dans le pays bénéficiaire.¹⁵⁷ Cette dette peut être annulée directement par le créancier ou achetée à prix réduit par une tierce partie, les économies réalisées étant réaffectées aux efforts de conservation.¹⁵⁸

L'échange EDN représente une opportunité d'investir dans des projets liés au climat tout en aidant les pays à réduire le poids de leur dette. L'écologie africaine est fondamentale pour atténuer les effets du changement climatique dans le monde entier, par exemple en fournissant des réserves importantes de carbone pour compenser les émissions mondiales.¹⁵⁹ Elle est toutefois gravement compromise et doit être protégée et restaurée. Il existe une réelle opportunité d'y parvenir à l'intersection de la réduction du fardeau de la dette des pays africains et de l'investissement dans la protection et la restauration de la biodiversité et de l'action climatique - les échanges EDN.¹⁶⁰ Sur le continent, ce mécanisme de financement n'en est encore qu'à ses débuts et n'a obtenu qu'un peu plus de 135 millions USD.¹⁶¹ Cela s'explique en partie par les défis importants que pose leur mise en œuvre, notamment les coûts de transaction élevés, les exigences d'engagements financiers à long terme et les limites de l'évaluation de l'impact des programmes de conservation.¹⁶² Ainsi, les échanges de dettes sont un outil à fort potentiel pour répondre aux besoins de financement immédiats des efforts de conservation et d'adaptation au climat.

Depuis la COP20 en 2012, les échanges dette-nature/climat ont connu un regain d'intérêt, mais l'Afrique n'a pas encore véritablement exploité ces opportunités. En 2015, le gouvernement des Seychelles, en partenariat avec The Nature Conservancy, a conclu un échange dette-nature de 22 millions USD pour la conservation des océans. Actuellement, The Nature Conservancy finalise un rachat de dette de 460 millions USD pour le Kenya.¹⁶⁴ En outre, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN continuent de plaider en faveur de la réalisation d'un plus grand nombre d'échanges par le biais de l'élaboration de matériel d'information (p. ex. la CEA), de la réalisation d'études de faisabilité (p. ex. la BAD), etc.¹⁶⁴ Les partenaires doivent continuer à faire avancer la réflexion sur la mise en place de ce mécanisme dans le continent et l'exécution de ces transactions.

156. Earth.org, [What Are Debt-For-Nature Swaps & How Can They Address Countries' Climate and Debt Crises?](#), 2021

157. AfDB, [Debt-for-Nature-Swaps: Viabilidade e Importância Política no Sector dos Recursos Naturais em África](#), 2022

158. Ibid

159. Ibid

160. Patel, S, Steele, P, Kelly, L and Adam, J-P, [Innovative financing for Africa Harnessing debt for climate and nature](#), 2021

161. Ibid

162. Green FDC, [Debt-For-Nature Swaps: A Triple-Win Solution for Debt Sustainability and Biodiversity Finance in the Belt and Road Initiative \(BRI\)?](#), 2021

163. CCFA, [Debt-for-nature swaps and the oceans: The Belize Blue Bond](#), 2022

164. AfDB, [Debt-for-Nature-Swaps: Feasibility and Policy Significance in Africa's Natural Resources Sector](#), 2022



Figure 15 : Activités pour piloter l'échange EDN – CEA¹⁶⁵

Options de financement des pertes et dommages

Le pessimisme règne quant à la capacité du fonds pour les pertes et dommages parrainé par l'ONU à déployer l'argent à temps. C'est ainsi que d'autres alternatives ont vu le jour. Bien qu'historique, le fonds pour les pertes et dommages annoncé à la fin de la COP27 comporte encore plus de questions que de réponses. Les pays en développement, en particulier ceux qui sont les plus exposés aux risques climatiques, se sont réjouis de cet accord, qui se faisait attendre depuis longtemps. Toutefois, au-delà des détails de la structure du fonds, de sa taille, de la source des fonds et des bénéficiaires réels, des questions se posent quant au déploiement des fonds en temps voulu.¹⁶⁶ Et pour cause, les flux d'argent potentiels émanent de plusieurs sources, à savoir les institutions financières mondiales, régionales et nationales existantes.¹⁶⁷ En conséquence, les leaders d'opinion font des propositions sur la structure du fonds.

Les régimes d'assurance sont en première ligne. Les pays à risque ayant un ratio dette/revenu national supérieur de 11,2 % à celui de leurs homologues moins vulnérables,¹⁶⁸ la plupart des leaders d'opinion insistent pour que le financement des pertes et des dommages soit assuré. Les approches pour structurer le système comprennent (i) la capitalisation d'un fonds avec le financement des donateurs et les cotisations des gouvernements participants pour fournir des liquidités à court terme lorsqu'un événement météorologique extrême se produit (le cas du Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility), et (ii) la création d'un pool d'assurance qui

fournit des paiements automatiques en présence des événements météorologiques extrêmes, le paiement dépendant de la mise en place de plans d'urgence avant la survenance d'un événement (le cas de African Risk Capacity).¹⁶⁹

Il existe également des propositions visant à canaliser le financement des pertes et dommages par le biais des fonds mondiaux pour le climat et/ou des banques multilatérales existants. Le financement des pertes et dommages pourrait être canalisé par le biais du Fonds pour l'environnement mondial, du Fonds vert pour le climat et/ou du Fonds d'adaptation, garantissant ainsi l'additionnalité du financement des pertes et dommages au financement de l'adaptation et sa mise à disposition tout en bénéficiant de procédures de financement rationalisées pour permettre un accès simplifié et direct des pays éligibles au financement.¹⁷⁰ Il existe également des propositions visant à étendre la capacité de prêt de la Banque mondiale et d'autres banques de développement, en leur permettant de prendre des risques financiers plus importants, ce qui pourrait potentiellement débloquer 1 000 milliards USD supplémentaires sans contribution des actionnaires.¹⁷¹ Pour ce faire, il faudrait moins se fier aux notations de crédit lors du versement des financements climatiques aux pays vulnérables. En outre, il existe une volonté d'explorer de nouvelles formes d'allègement de la dette qui suspendraient les paiements en cas de catastrophe liée au climat.¹⁷²

165. IIED, [Debt swaps for climate and nature outcomes in West Africa](#), 2022

166. The Economist, [A new UN fund for "loss and damage" emerges from COP27](#), 2022

167. Ibid

168. Reuters, [African insurers take up climate change fight with \\$14 bln pledge](#), 2022

169. Heinrich Böll Stiftung North America, [Financing Loss and Damage: A Look at Governance and Implementation Options](#), 2017

170. Ibid

171. The Economist, [A new UN fund for "loss and damage" emerges from COP27](#), 2022

172. Ibid

2.1.3 Faciliter l'engagement et l'investissement du secteur privé dans la mise en œuvre des CDN

Pour mettre en œuvre les CDN en Afrique, le secteur privé doit être sensibilisé à l'urgence et aux opportunités de la mise en œuvre de l'agenda climatique. Le changement climatique offre aux entreprises africaines une occasion sans précédent d'écologiser leurs modèles d'entreprise et d'en créer de nouveaux, alignés sur les efforts actuels d'adaptation et d'atténuation, afin de profiter des perturbations économiques associées à l'action climatique. L'économie mondiale devient de plus en plus verte - créant ainsi un besoin de nouvelles sources et de nouveaux vecteurs d'énergie, de nouvelles technologies, de nouveaux processus industriels, etc. L'Afrique est particulièrement bien placée pour bénéficier de ce changement de paradigme en raison de sa richesse en ressources naturelles essentielles à la transition. Les entreprises intelligentes sur le plan climatique ont ainsi l'occasion de créer de nouvelles richesses et de nouveaux emplois, notamment pour les personnes et les communautés qui risquent de perdre leurs moyens de subsistance à mesure que le monde devient plus vert.

Toutefois, en dehors de certains fonds spécifiques, l'activité du secteur privé reste limitée, et bon nombre des projets et initiatives climatiques en cours d'élaboration dépendent encore largement du financement public. Les gouvernements reconnaissent qu'une mise en œuvre réussie des CDN nécessitera très certainement une collaboration public-privé et collaborent avec des partenaires pour adapter les idées de projets.¹⁷³

Faciliter les dialogues et les initiatives privées afin de sensibiliser aux besoins et aux possibilités

Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN facilitent les dialogues et les initiatives visant à présenter les gains réalisés dans la préparation des projets et à mobiliser des financements pour accélérer la mise en œuvre. Les partenaires organisent des forums pour

présenter les gains réalisés dans la préparation des projets et le climat d'investissement aux financiers privés et articuler les opportunités et le besoin de financement pour accélérer la mise en œuvre des CDN. Grâce à ces forums, les gouvernements recueillent des informations précieuses sur les projets en cours d'élaboration et sur la meilleure façon de les positionner pour attirer les capitaux privés.

Figure 16 : Prise en compte de la participation du secteur privé dans la mise en œuvre des CDN

L'inclusion des MPME dans la mise en œuvre des CDN

- Pour favoriser une **participation significative des MPME** dans l'agenda climatique et la mise en œuvre des CDN, il est important de reconnaître qu'une grande partie de ces MPME est **informelle**
- L'inclusion des MPME est importante car elle leur permet de prendre conscience (i) des **opportunités** offertes par la mise en œuvre de solutions climatiques, et (ii) des **risques** liés aux effets du changement climatique sur leurs opérations. Inclure les MPME dans la conception et la mise en œuvre des CDN est ainsi essentiel car cela leur permet **d'adapter leurs modèles commerciaux**
- Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN soutiennent ainsi les efforts d'inclusion des MPME par le biais de concertation (Secrétariat du Commonwealth) et de **campagnes de sensibilisation**, notamment auprès des jeunes (UNFPA)

Figure 16 : Activités visant à impliquer le secteur privé - Commonwealth et BAD¹⁷⁴

 Objectifs	 Activités	 Résultats
Initiative 1: Dialogues public-privé en Eswatini, une initiative menée par le Secrétariat du Commonwealth		
<ul style="list-style-type: none"> • Accroître la participation du secteur privé à la mise en œuvre des CDN 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer sur les possibilités offertes au secteur privé • Recueillir des idées et des commentaires sur les projets déjà identifiés • Co-concevoir et soutenir les initiatives, concepts et propositions du secteur privé 	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement actif du secteur privé • Participation accrue du secteur privé aux actions en faveur du climat (politiques, pratiques, plans et stratégies)
<div style="display: flex; align-items: center;">  <div> <p>Objectif d'inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les PME sont concertées dans le cadre du dialogue public-privé en Eswatini </div> </div>		
Initiative 2: Action financière positive pour les femmes en Afrique, initiative menée par la BAD au Ghana		
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la participation des femmes vulnérables aux pratiques agricoles à faible émission et résilientes au climat 	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des lignes de crédit aux banques commerciales locales pour financer les MPME et les associations d'agriculteurs dirigées par des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Éviter 3,2 millions de tonnes d'émissions de CO₂ • Les femmes entrepreneurs sont responsabilisées grâce à un meilleur accès au financement
<div style="display: flex; align-items: center;">  <div> <p>Objectif d'inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le projet cible les petites exploitations agricoles féminines et les MPME dirigées par des femmes • Le projet vise les acteurs les plus vulnérables au changement climatique </div> </div>		

Soutenir les entreprises du secteur privé (en particulier les plus vulnérables) par une assistance technique

Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN fournissent une assistance technique aux entreprises intelligentes sur le plan climatique afin qu'elles puissent étendre leurs innovations. Les partenaires aident les grandes entreprises privées à se préparer à l'investissement, en comprenant leurs besoins et en les mettant en relation avec des institutions de financement du développement, des instruments de soutien à la préparation de projets et des investisseurs avec impact. L'accent est mis sur les entreprises et les projets d'adaptation. Ainsi, le GGGI fournit un soutien consultatif gratuit dans les domaines de la stratégie d'investissement, de la structuration des dossiers commerciaux et de l'accès au financement. GGGI organise également des réunions d'investisseurs et des tournées de présentation pour les gestionnaires de fonds avec les associations industrielles et commerciales et crée des opportunités pour construire le pipeline d'investissement du fonds.

Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN fournissent également un soutien initial aux innovations en matière d'adaptation qui visent à relever les défis climatiques, en mettant l'accent sur les projets dirigés par des jeunes et des femmes. Les partenaires fournissent un soutien financier et technique aux idées d'adaptation au changement climatique initiées par le secteur privé, afin de les transformer en entreprises durables. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN profitent de leur expertise sectorielle approfondie, de leur portée et de leur influence pour stimuler la croissance. Ces initiatives ont tendance à cibler les jeunes et/ou les femmes, en particulier celles des zones rurales/semi-rurales et des bidonvilles urbains qui sont plus vulnérables aux impacts du changement climatique. Entre autres, les partenaires aident les entreprises à s'adapter à l'impact du changement climatique, en fournissant un soutien sur mesure pour affiner les modèles commerciaux et trouver une adéquation produit-marché, etc.

Figure 17 : Activités pour soutenir les innovations du secteur privé - GGGI & FNUAP¹⁷⁵

Objectifs	Activités	Résultats
Initiative 1: Assurer la transition de l'Afrique vers des solutions durables de gestion des déchets initiative dirigée par GGGI		
<ul style="list-style-type: none"> Soutenir Replay Industries pour lever 3 millions d'euros de fonds propres afin d'établir une usine intégrée de recyclage de déchets de bouteilles en PET 	<ul style="list-style-type: none"> Mise à jour de l'étude de marché Préparation d'un plan d'affaires complet Élaboration d'un modèle financier intégré 	<ul style="list-style-type: none"> Replay Industries a suscité l'intérêt d'InfraCo Africa pour cofinancer le besoin en capital
Initiative 2: Climate HackLab initiative dirigée par l'UNFPA		
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la résilience climatique et générer des solutions d'adaptation innovantes menées par les jeunes, en particulier les femmes et les filles 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser une formation intensive à court terme sur le développement des entreprises Familiariser les innovateurs avec les leçons apprises et les rendre capables de les appliquer Soutenir les innovateurs individuels par la formation Former une base pour d'autres mesures de soutien 	<ul style="list-style-type: none"> Les jeunes disposent des outils et des compétences nécessaires pour devenir des acteurs du changement et opter pour des solutions innovantes
<div style="display: flex; align-items: center;">  <div style="margin-left: 10px;"> <p>Objectif d'inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Labo se concentre sur les innovations portées par des femmes et des jeunes Il s'agit de projets en phase de démarrage (early-stage) </div> </div>		

175. Ibid



Figure 18 : Innovation - Programme de soutien aux jeunes entrepreneurs travaillant sur des solutions d'adaptation et de résilience¹⁷⁶

INNOVATION



YouthADAPT Challenge - un programme de soutien à la jeunesse et à l'innovation

- Programme :** Le programme phare **YouthADAPT Solutions** du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique (AAP) vise à débloquer 3 milliards USD de financement pour les jeunes, à soutenir 10 000 PME dirigées par des jeunes (dont 50 % de femmes) en matière de résilience climatique et à renforcer les capacités d'un million de jeunes en matière d'adaptation climatique pour la création d'emplois. Chaque année, le programme lance un défi - le défi YouthADAPT.
- Défi :** YouthADAPT Challenge est un concours annuel et un programme de **récompenses pour les entreprises dirigées par des jeunes** qui cible les jeunes entrepreneurs et les MPME travaillant sur des solutions d'adaptation et de résilience en Afrique.
- Pourquoi ce défi :** Ce défi vise à stimuler la création d'emplois durables en soutenant l'entrepreneuriat et l'innovation dirigée par des jeunes dans le domaine de l'adaptation et de la résilience au changement climatique en Afrique. Les gagnants obtiennent jusqu'à 100 000 USD de subvention, de renforcement des capacités et de mentorat pour soutenir leurs innovations en matière d'adaptation au changement climatique dans leurs communautés et en Afrique en général.
- Soutien des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN :** La BAD fournit des fonds provenant de son Fonds fiduciaire multi donateurs pour l'entrepreneuriat et l'innovation des jeunes.

176. [YouthADAPT website: GCA, Winners of the 2021 YouthADAPT Solutions Challenge announced at COP26, 2021](#)

3. Domaines prioritaires émergents en matière d'adaptation et d'atténuation

Les SfN et la transition énergétique sont deux piliers essentiels de la mise en œuvre des CDN en Afrique, mais le financement du climat doit s'intensifier pour stimuler leur potentiel d'adaptation, ainsi que les avantages de l'atténuation. Les SfN peuvent contribuer à l'adaptation au changement climatique en réduisant les inondations et l'érosion, en régulant la qualité de l'air et de l'eau, en rafraîchissant les villes et en préservant la biodiversité. Les grandes forêts primaires et les écosystèmes marins et côtiers d'Afrique sont également de puissantes réserves de carbone. Ils nécessitent des efforts de préservation et de restauration pour maintenir leur potentiel d'atténuation. Des services énergétiques modernes et durables, tels que les systèmes d'irrigation et de pompage solaires, pourraient également contribuer à réduire l'exposition aux risques liés au changement climatique. En outre, en raison de l'augmentation du besoin en énergie, il est important de s'assurer que les émissions de GES par habitant du secteur de l'électricité restent faibles grâce à la mise en œuvre de technologies à faible teneur en carbone. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN y contribuent en aidant les pays à intégrer les SfN et la transition énergétique dans les CDN et à mettre en œuvre des programmes connexes.



3.1. SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

3.1.1 Le rôle critique des SfN pour l'adaptation et l'atténuation en Afrique

Le potentiel d'adaptation et d'atténuation des écosystèmes naturels de l'Afrique est énorme mais menacé. Il est donc urgent de les protéger et de les restaurer par la mise en œuvre des SfN. Les écosystèmes sont menacés par les effets combinés du changement climatique, de la déforestation, de la surexploitation et de la croissance démographique. Chaque année, 3 millions d'hectares de forêts africaines disparaissent, entraînant une perte de 3 % du PIB.¹⁷⁷ La biodiversité des océans, à l'instar de l'océan Indien occidental (OIO), est également gravement menacée en raison de l'absence de gestion durable et de la surpêche.¹⁷⁸ La mise en œuvre de projets s'appuyant sur les SfN permettrait de freiner cette perte grâce à :

Adaptation



Les écosystèmes naturels peuvent constituer une solution rentable pour s'adapter aux effets du changement climatique. Ainsi, les habitats côtiers peuvent réduire la hauteur des vagues de 35 à 71 %, réduisant ainsi les inondations ;¹⁷⁹ les plantes peuvent filtrer les polluants des eaux usées et un seul arbre peut avoir une capacité de refroidissement de 10 climatiseurs standard par transpiration.¹⁸⁰

Atténuation



Les scientifiques estiment que la mise en œuvre de SfN "rentables" en Afrique pourrait contribuer à éviter et à séquestrer jusqu'à 933 millions de tonnes de CO₂eq par an, offrant ainsi une solution d'atténuation et générant des revenus au fur et à mesure.¹⁸¹

Figure 19 : Potentiel d'atténuation des solutions climatiques naturelles en Afrique¹⁸²

Potentiel d'atténuation rentable pour l'Afrique - 100 USD par tonne de carbone (carbone évité ou séquestré)

Millions de tonnes de carbone par an

Conversion forestière évitée	387
Gestion des forêts naturelles	146
Reforestation	143
Arbres sur les terres agricoles	80
Brûlage de la savane	35
Récolte de bois de chauffage évitée	31
Impacts évités sur la tourbe	20
Biochar	19
Restauration des tourbières	19
Intensité optimale de pâturage	13
pâturage de légumes	13
Conversion évitée des prairies	13
Gestion du riz	8
Gestion des nutriments	5
Impacts évités sur les mangroves	2
Restauration des mangroves	0

177. AUDA-NEPAD, La situation de AFR100: the progress of forest landscape restoration by implementing partners, Juin 2022

178. WWF, [Reviving the Western Indian Ocean Economy. Actions for a sustainable future](#), 2017

179. World Bank, [Nature-based solutions for disaster risk management - Coastal flooding and erosion protection](#), 2018

180. Helmholtz Centre for Environmental Research and ICLEI Africa Secretariat, [A Thematic Atlas of Nature's Benefits to Dar es Salaam](#), 2019

181. Nature 4 Climate, [Natural Climate Solutions World Atlas](#), site web consulté en Oct 2022

182. Ibid

Au-delà de leurs avantages climatiques, les écosystèmes naturels jouent un rôle social en fournissant des moyens de subsistance dans les zones rurales, mais une gestion durable est nécessaire en raison de la croissance démographique. Les communautés vulnérables des zones rurales dépendent fortement des écosystèmes naturels pour leur survie quotidienne. 70 % de la population d'Afrique subsaharienne dépendent des forêts et des zones boisées pour leur subsistance, car elles fournissent de la nourriture, des sources de protéines, des revenus et des emplois.¹⁸³ Le secteur de la pêche et de l'aquaculture est également une source essentielle d'emplois, notamment pour les femmes (27 % des travailleurs sont des femmes).¹⁸⁴ Toutefois, à mesure que la population africaine augmente (elle devrait atteindre 2 milliards d'habitants d'ici 2050),¹⁸⁵ les ressources naturelles pourraient s'épuiser si elles ne sont pas gérées et réglementées. Une partie essentielle de la mise en œuvre des CDN consistera à fournir des options d'énergie et de ressources alternatives significatives et durables et à encourager la protection et la restauration des écosystèmes naturels. Les solutions comprennent (i) la cuisson propre pour réduire la déforestation liée au bois de chauffage, (ii) les pratiques agroforestières pour augmenter les rendements et éviter la déforestation et (iii) les incitations financières (p. ex. les crédits carbone), pour générer des revenus pour la mise en œuvre de projets s'appuyant sur des SfN. Lors de la COP27, dix gouvernements africains¹⁸⁶ ont défini les principes de la production durable de produits de base tels que le cacao, le caoutchouc, l'huile de palme et le café afin de préserver les moyens de subsistance et de protéger les forêts, en signant l'Initiative africaine sur les produits de base durables (ASCI).¹⁸⁷ Ces dix pays représentent 25 % des forêts tropicales du monde et 75 % des forêts d'Afrique.¹⁸⁸

183. Profor, [Florestas na África Sub-Sahariana](#): Challenges & Opportunities, 2017

184. Ibid

185. World Economic Forum, [Renewables could do much more than just transform Africa's energy sectors. Here's how](#), Sep 2022

186. Ces pays d'Afrique occidentale et centrale sont les suivants : Cameroun, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, Gabon, Ghana, Liberia, République du Congo, Nigeria et Sierra Leone.

187. The Guardian, COP 27: [Nigeria, nine other countries sign new Africa's sustainable commodities declaration](#), Nov 2022

188. Proforest, [Ten Countries Commit to Sustainable Commodities in Africa](#), Nov 2022

189. W. Gwenzia et al., [Biochar production and applications in sub-Saharan Africa: Opportunities, constraints, risks and uncertainties](#), 2015; Thefern.com, Report: [Fertilizer responsible for more than 20 percent of total agricultural emissions](#), Nov 2021

Figure 20: Innovation - La création d'engrais innovants et à faible teneur en carbone, à partir de déchets forestiers et agricoles¹⁸⁹

INNOVATION



Resíduos florestais e agrícolas como insumos inovadores para fertilizantes de baixo teor de carbono

- **Des rendements agricoles restreints, face à une forte demande de produits agricoles :** Du fait d'un système agricole largement extensif et basé sur la subsistance, les rendements agricoles sont très faibles en Afrique. De plus, les effets du changement climatique (tels que la sécheresse) éroderont encore plus les rendements. Parallèlement, la forte croissance démographique intensifiera la demande de produits alimentaires dans les années à venir. Pour augmenter les rendements et intensifier les systèmes agricoles, il est essentiel d'envisager des pratiques de gestion durable agricoles, notamment en utilisant des alternatives naturelles aux engrais de synthèse. Ces produits chimiques contaminent les aliments et l'eau, avec des conséquences négatives sur la santé des populations locales, et contribuent à diminuer la fertilité des sols. En outre, la production d'engrais azotés synthétiques émet d'importantes quantités de GES
- **Des solutions innovantes à faible émission de carbone pour intensifier l'agriculture :** Par exemple, le biochar est un engrais innovant et naturel fabriqué à partir de déchets agricoles. Il présente des avantages en termes d'adaptation et d'atténuation. Il peut améliorer la productivité des sols et des cultures agricoles car il permet la rétention des nutriments et de l'eau dans les sols. Il peut également être utilisé dans l'alimentation animale. En outre, la production et l'enfouissement du biochar constituent une forme d'élimination du carbone. En effet, le carbone contenu dans la biomasse est converti en biochar ; et l'enfouissement du biochar permet de maintenir le carbone hors de l'atmosphère pendant de longues périodes. En raison de ses excellentes propriétés d'absorption, le biochar offre également des possibilités dans d'autres secteurs tels que le traitement des eaux usées
- **Soutien des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN dans l'utilisation du biochar :** Les partenaires, tels que le PNUE, ont produit et diffusé des guides et des vidéos sur la production et l'utilisation d'innovations telles que le biochar afin de les transposer à plus grande échelle dans les pays

Conscients du potentiel environnemental et socio-économique critique des SfN et de l'urgence d'agir, les pays africains sont de plus en plus nombreux à les intégrer dans leurs CDN. La plupart des CDN incluent les SfN : 35 des 36 CDN mises à jour en Afrique incluent des références aux SfN.¹⁹⁰ En outre, la totalité de ces 35 CDN mentionnait les SfN dans l'adaptation et 34 dans l'atténuation. Ce faisant, les pays sont de plus en plus conscients des multiples avantages des SfN.¹⁹¹ Les CDN incluent aussi généralement des objectifs de SfN plus quantifiables ainsi que de plus en plus les écosystèmes marins. Toutefois, 6 CDN mises à jour sont devenues moins ambitieuses en termes de SfN, avec (i) des programmes SfN moins détaillés dans les CDN mises à jour, et (ii) des mesures et des objectifs SfN non mis à jour.

3.1.2 Initiatives régionales SfN pour accroître l'adaptation et l'atténuation au niveau continental

Pour permettre aux pays de catalyser la mise en œuvre des SfN pour l'adaptation, dans le cadre de leurs objectifs CDN, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN et d'autres partenaires contribuent à la mise en œuvre des projets régionaux de restauration et de protection. Les partenaires ont mis en place la restauration du paysage forestier africain (AFR100), la grande muraille verte (GMV) et la grande muraille bleue (GMB) pour maintenir et restaurer la capacité des forêts, des prairies et des écosystèmes côtiers et marins dans l'adaptation et l'atténuation du changement climatique. Ces programmes ont de forts objectifs d'adaptation, notamment la réduction des risques de catastrophe, la protection de l'eau, la stabilisation des sols, la résistance à la sécheresse et l'augmentation de la diversité des espèces. Ces programmes visent également à améliorer les moyens de subsistance et à impliquer davantage les communautés, les femmes, les jeunes et les entrepreneurs locaux. De tels partenariats multipartites nécessitent une grande coordination entre les pays et les partenaires pour atteindre des objectifs environnementaux et socio-économiques communs. Lors de la COP27, deux nouveaux partenaires de l'AFR100, Southbridge Investments et la Banque Arabe

pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) ont annoncé un nouveau partenariat avec l'AFR100, pour développer un fonds de 2 milliards USD, visant à combiner 500 millions USD de financement concessionnel avec 1,5 milliard USD d'investissement privé pour soutenir les efforts de restauration locaux à travers le continent.¹⁹²

190. WWF, NDCs – [a force for nature? – 4th edition – Nature in enhanced NDCs](#), Nov 2021

191. Ibid

192. WRI, [RELEASE: Anchor Investments Announced to Launch \\$2 Billion Fund for Locally-Led Restoration in Africa](#), Nov 2022



Figure 21 : Les initiatives régionales de restauration et de conservation de l'AFR100, de la GMV et de la GMB, qui mettent l'accent sur la communauté, le genre, la jeunesse et l'esprit d'entreprise¹⁹³

Objectifs	Activités	Résultats / Résultats
Initiative 1 : L'AFR100, une initiative mise en place et dirigée par l'AUDA-NEPAD (Secrétariat de l'AFR100)		TYPE SBN : RESTAURATION DES FORÊTS, DES CHAMPS ET DES PRAIRIES
 <p>Pays couverts par</p> <ul style="list-style-type: none"> Préserver 100 millions d'hectares d'ici à 2030 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer, identifier, tester et développer les possibilités de restauration Catalyser les investissements dans les opportunités de restauration Suivre et rendre compte des efforts de restauration des paysages forestiers (RPF) dans le contexte de l'AFR100 <div data-bbox="1226 716 3112 922" style="border: 1px dashed green; padding: 5px;"> <p> Objectif d'inclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> Cinq jeunes ambassadeurs ont été sélectionnés pour représenter l'initiative AFR100. Leur objectif est de restaurer les forêts, les exploitations agricoles et les prairies dégradées en s'engageant auprès des publics cibles de l'AFR100, en fournissant un exemple inspirant à suivre pour les autres jeunes et en sensibilisant les responsables politiques et les décideurs du continent africain aux opportunités économiques et sociales que la restauration peut apporter </div>	<ul style="list-style-type: none"> La première phase de cette initiative a dépassé les attentes en recueillant des engagements de près de 128 millions d'hectares de la part de 32 pays. Mais aujourd'hui, l'objectif de préserver 100 millions d'hectares d'ici 2030 est atteint à moins de 1%. Seuls 917 000 hectares ont été restaurés entre 2016 et 2021 dans 15 pays
Initiative 2 : La Grande Muraille Verte (GMV), une initiative dirigée par la CUA, soutenue par l'AUDA-NEPAD, le Secrétariat du Commonwealth et l'UNCCCD		TYPE SBN: RESTAURATION DES FORÊTS, DES CHAMPS ET DES PRAIRIES
 <p>Pays couverts par la GMV</p> <ul style="list-style-type: none"> GMV Sahel : restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées, séquestrer 250 millions de tonnes de carbone et créer 10 millions d'emplois verts d'ici 2030 (lancé en 2007 - accent initial sur 11 pays) GMV SADC : lancée en 2015 (16 pays) 	<p>GGW Sahel et SADC:</p> <ul style="list-style-type: none"> Lancer une campagne de sensibilisation du public Financer et mettre en œuvre des initiatives de restauration au niveau local par le biais de partenariats public-privé Renforcement des capacités des acteurs nationaux, régionaux et locaux en matière de gestion durable des terres et de financement innovant 	<p>GGW Sahel:</p> <ul style="list-style-type: none"> En juin 2022, plus de 19 milliards USD ont été promis pour soutenir GGV. D'ici 2020, 18 millions d'hectares de terres restaurés, 350 000 nouveaux emplois créés 9 chaînes de valeur de cultures d'arbres classées par ordre de priorité en fonction de leur potentiel environnemental, social et commercial <p>GGW SADC: Workshop de capacitação com entidades governamentais, instituições regionais, parceiros técnicos e de desenvolvimento e instituições financeiras para a implementação da GGW SADC (Agosto 2022)</p>
<div data-bbox="233 1617 3112 1767" style="border: 1px dashed green; padding: 5px;"> <p> Objectif d'inclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'implication des femmes (degré de participation des femmes dans la production, la collecte, la distribution, etc.) et les avantages pour la santé (propriétés nutritionnelles, utilisation dans la pharmacopée et sécurité alimentaire) ont été des indicateurs clés utilisés dans le processus de sélection et de hiérarchisation des cultures d'arbres dans la région du Sahel L'un des objectifs de GMV est d'accroître les opportunités économiques pour la population la plus jeune du monde </div>		

Initiative 3 : La Grande Muraille Bleue (GMB), une initiative lancée par l'UICN et soutenue

TYPE SBN: RESTAURATION ET PROTECTION DES ZONES HUMIDES CÔTIÈRES ET MARINES



■ Pays couverts par la GMB

- Augmenter les zones marines protégées de 8% en 2021 à 30% en 2030 dans l'OIO, conserver et restaurer 2 millions d'hectares d'écosystèmes bleus critiques, séquestrer 100 millions de tonnes de CO2, créer 1 million d'emplois bleus d'ici 2030 et développer des moyens de subsistance pour 70 millions de personnes

- Établir un réseau connecté d'aires marines et côtières protégées
- Soutenir l'établissement à grande échelle d'entreprises de conservation, financièrement viables, dans ces zones
- Organiser des programmes de renforcement des capacités sur la notation du crédit, les cadres d'émission d'obligations bleues, les cadres juridiques et législatifs, les exigences en matière de rapports sur les projets et les normes ESG

- La boîte à outils d'évaluation de l'économie bleue a été développée et testée dans trois pays (Djibouti, Rwanda et Seychelles)
- Événement sur les obligations bleues organisé au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (juillet 2022)
- 5 projets GMB sélectionnés pour être accélérés à la table ronde sur le financement africain de la COP27 (août 2022)



Objectif d'inclusion :

- L'un des trois piliers clés de la GMB est de débloquer le développement d'une économie bleue régénératrice en accélérant le développement d'opportunités d'entrepreneuriat bleu qui bénéficient aux populations locales et à la nature, en particulier aux femmes et aux jeunes.

En plus de ces grands projets régionaux, il est essentiel d'intégrer les SfN dans les plans nationaux et sectoriels et d'accroître l'incorporation des SfN dans la prise de décision. En effet, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN soutiennent les autorités gouvernementales et les décideurs politiques pour inclure les SfN dans les politiques sectorielles et les accompagner dans le processus de mise en œuvre.

Figure 22 : Le produit de connaissance de la BIsD, qui sensibilise et guide les pays dans la mise en œuvre des SfN¹⁹⁴

Objectifs

Activités

Résultats

Initiative: Rapport promouvant la mise en œuvre des SfN, développé par la BIsD

- Veiller à ce que les SfN soient systématiquement intégrées dans les projets de prise de décision et d'investissement en sensibilisant et en fournissant des conseils sur le potentiel des SfN pour l'adaptation

- Renforcement des capacités des autorités des pays sur les avantages de la SfN et la mise en œuvre de la SfN grâce à des investissements accrus

- La BIsD a élaboré un rapport sur les SfN : "Guidance on the use of nature-based solutions for climate change adaptation" (2022).



Objectif d'inclusion

- Dans ce rapport, la BIsD reconnaît que les SfN peuvent réduire les inégalités sociales affectant les femmes, les enfants, les personnes vivant dans des bidonvilles, et dans les zones rurales. Par exemple, le faible accès à l'eau dans les zones rurales oblige les gens, en particulier les femmes et les enfants, à marcher pendant plusieurs heures pour aller chercher de l'eau potable. Certains projets intégrant des SfN visent à réduire ce temps passé à collecter de l'eau et donc à augmenter le temps disponible pour s'investir dans des activités économiques (pour les femmes) et améliorer les taux de scolarisation (pour les enfants)
- Dans le rapport, la BIsD note également que le SfN contribue à relever d'autres défis sociaux, notamment la réduction des risques pour la santé publique

193. Fonte: AUDA-NEPAD, The State of AFR100: the progress of forest landscape restoration by implementing partners, Junho 2022; AFR100, [Who are the AFR100 youth ambassadors?](#), website consultado em Outubro de 2022; UNCCD, [The Great Green Wall initiative](#), website consultado em Outubro de 2022; Terra.org, [The Great Green Wall is Failing, But its Legacy Could Still Be A Success](#), Mar 2021; World Economic Forum, [The untapped potential of Great Green Wall value chains: an action agenda to scale restoration in the Sahel](#), Set 2022, Great Blue Wall milestones 2021-2022; UICN, The Great Blue Wall - Towards a Blue future, 2022; IUCN, [Great Blue Wall Initiative to accelerate the blue economy in region](#), Oct 2022

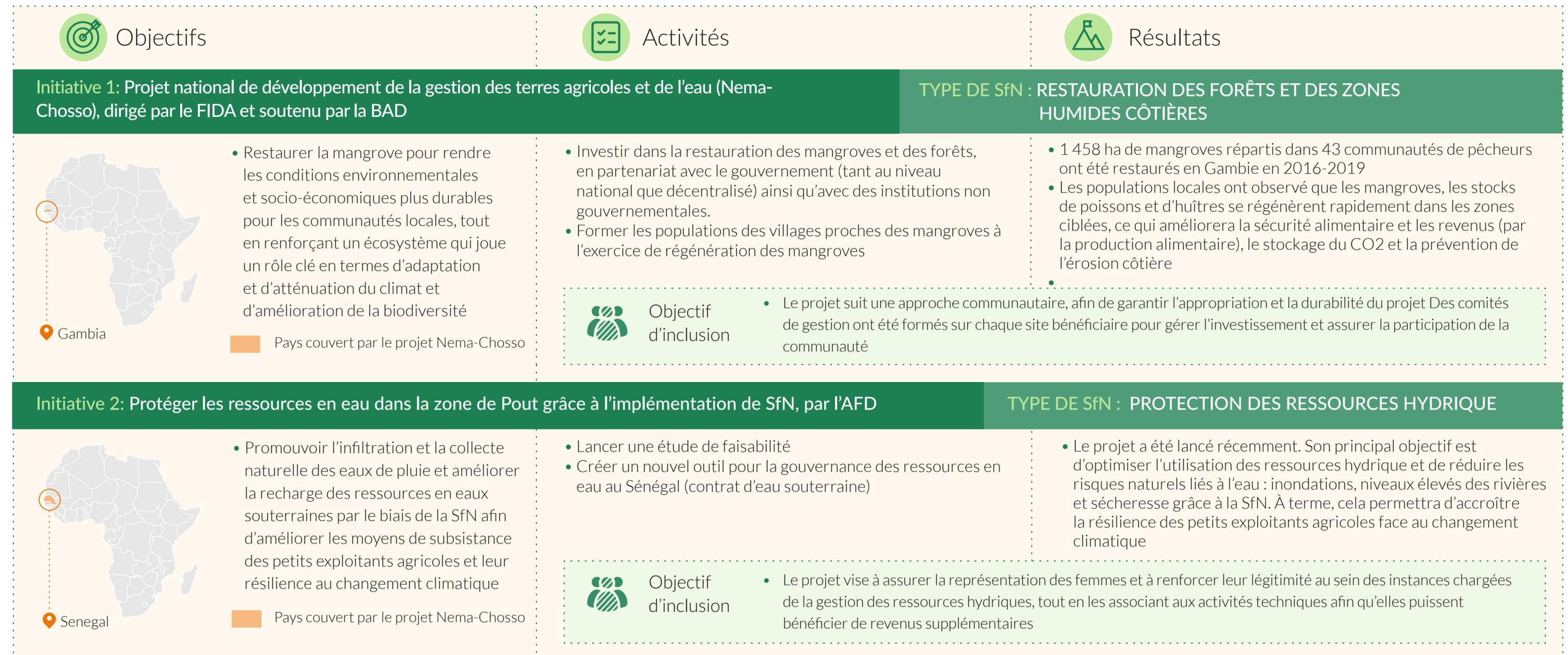
194. Analyse Dalberg : documentation des partenaires de l'ANDCH

3.1.3 Approches basées sur le marché pour améliorer la propriété communautaire et l'impact d'adaptation à long terme des SfN

Les gouvernements et les partenaires du développement reconnaissent de plus en plus que l'appropriation communautaire est essentielle au succès à long terme des programmes des SfN. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN soutiennent de plus en plus les pays dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes SfN, avec une approche participative et de renforcement des capacités. Cela permet d'accroître l'adhésion des communautés locales et garantit que les programmes sont équitables et justes, en tenant compte de la voix des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des autres groupes vulnérables. Améliorer l'inclusion des populations locales en identifiant leurs besoins, en les intégrant dans la conception des programmes et en les suivant sur le long terme permettra de disposer de programmes plus durables et bénéfiques pour ces populations.



Figure 23 : Les projets de protection de l'eau de Nema-Chosso et de Pout, avec des approches communautaires fortes¹⁹⁵



195. FIDA, [Nature-based Solutions: Key results and lessons learned from IFAD's Adaptation for Smallholder Agriculture Programme \(ASAP\)](#) - Technical Series, 2021; Adapt'Action – AFD, Promoting "Solutions basées sur la nature" pour protéger les écosystèmes et aider les communautés à s'adapter au changement climatique, 2021

Les incitations financières, notamment la génération de revenus ou la réduction des coûts financiers associés à la reforestation et à la protection, sont également des moyens efficaces et concrets d'encourager la mise en œuvre de projets s'appuyant sur les SfN. La restauration des terres a des coûts initiaux élevés et peut prendre du temps pour générer des revenus. Un outil essentiel disponible pour aider les exécutants locaux et les communautés à mettre en œuvre des projets s'appuyant sur les SfN est de promouvoir des incitations à la génération de revenus à court terme, y compris la vente de crédits carbone et de produits forestiers ou l'octroi des paiements de restauration. L'élimination des obstacles à l'accès des agriculteurs aux services financiers par l'octroi de prêts concessionnels pour les entreprises vertes peut également contribuer à promouvoir l'adoption de pratiques agroforestières. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN soutiennent les pays africains dans la mise en œuvre d'initiatives basées sur le marché afin d'accroître l'adoption des SfN.



Figure 24 : La technologie au service de la restauration des terres et la traçabilité des financements¹⁹⁶

TECHNOLOGIE



La technologie au service de la restauration des terres et la traçabilité des financements

- Manque de données sur le financement et la restauration des terres :** Il y a en effet, un véritable manque de données fiables sur les flux de financement des partenaires de développement et des investisseurs vers les pays, et finalement vers les agriculteurs (les systèmes actuels de distribution aux agriculteurs reposent principalement sur des transferts d'argent opaques qui sont inefficaces, lents et vulnérables à la fraude). De plus, les informations sur les résultats du reboisement sont actuellement très limitées (nombre d'arbres effectivement plantés ? Où ? Quelles espèces ?). En conséquence, les investisseurs sont réticents à investir et les agriculteurs manquent d'incitation pour agir, ce qui rend plus difficile la mise à l'échelle et l'incitation des programmes promouvant les SfN.
- La technologie pour améliorer le financement et la traçabilité des RPF :** Une combinaison de blockchain, de capteurs à distance et de données satellitaires, peut aider et augmenter le niveau de précision et la fréquence du financement et de la collecte de données RPF. Par exemple, la FLRchain (une application basée sur la blockchain développée par l'UICN et Gaiachain) permet d'accroître la transparence du système de paiement et de lier les paiements à des actions spécifiques de RPF. FLRchain repose actuellement en grande partie sur les données de terrain soumises par les agriculteurs et les organisations de producteurs. Combinées à d'autres solutions, telles que la télédétection ou les données satellitaires, les technologies blockchain pourraient améliorer le suivi des progrès de la restauration et réduire les coûts associés à la collecte de données. TerraMatch (développé par l'Institut des ressources mondiales – le WRI) est une autre plateforme qui contribue à la mise en relation des bailleurs de fonds et des projets qui font pousser des arbres et restaurent des terres, et qui aide à mesurer les progrès pour suivre l'impact de l'investissement au fil du temps.
- Blockchain appliquée au travail des partenaires de la plateforme africain pour les CDN :** Les initiatives régionales de restauration lancées par les partenaires, telles que l'AFR100, et les marchés de compensation carbone pourraient bénéficier de la transparence et de l'efficacité accrues de ces technologies. Cela permettrait également de renforcer les incitations pour impliquer les agriculteurs et les organisations de producteurs dans les initiatives de restauration.

196. IUCN, [Blockchain for forest landscape restoration: FLRchain marries two brilliant concepts](#), Mar 2021; [Medium.com](#), Introducing the FLRchain, Mai 2021

Figure 25 : L'initiative de financement vert inclusif (IGREENFIN I) et l'Africa Land Accelerator, des initiatives fondées sur le marché et axées sur la jeunesse, l'esprit d'entreprise et l'égalité des sexes¹⁹⁷

 Objectivos	 Actividades	 Resultados esperados
Iniciativa 1: O programa IGREENFIN I, apoiado pelo FIDA		
<ul style="list-style-type: none"> • Criar e aumentar a resiliência e capacidade de adaptação dos agricultores em 13 países africanos, eliminando as principais barreiras ao acesso dos agricultores a serviços financeiros e não financeiros que apoiam a adopção das melhores práticas e soluções de adaptação e mitigação das alterações climáticas; contribuir para a restauração de 200.000 ha de áreas degradadas e aumentar os rendimentos dos pequenos agricultores 	<ul style="list-style-type: none"> • Fornecer acesso a empréstimos concessionais para projectos empresariais ecológicos preparados por organizações de agricultores (OP), mulheres e organizações de jovens, cooperativas e MPMEs • Fornecer apoio técnico e desenvolvimento de capacidades para a adopção de práticas agrícolas e de uso do solo resistentes ao clima, e preparar planos de negócios verdes viáveis • Compilar as melhores práticas num catálogo de soluções de adaptação e mitigação disponíveis 	<ul style="list-style-type: none"> • A introdução do cajueiro e da mangueira em sistemas agroflorestais, o cultivo intercalar com cereais, irrigação eficiente e técnicas de conservação do solo ajudarão a controlar a erosão do solo e a melhorar o sequestro de carbono • Estas soluções serão combinadas com serviços inovadores de previsão do clima (por exemplo, previsões meteorológicas) e serviços de seguros baseados em índices
<div style="display: flex; align-items: center;">  <div> <p>Lente de inclusão:</p> <ul style="list-style-type: none"> • As disparidades de género rurais e o desemprego juvenil foram critérios de selecção dos países para o projecto • Foi também realizada uma avaliação de género em 2020, antes do lançamento do projecto • O FIDA também reconhece que a abordagem das energias renováveis para a agricultura de pequenos agricultores (RESA) pode produzir vários benefícios em áreas temáticas tais como, empoderamento do género, nutrição e emprego dos jovens </div> </div>		
Iniciativa 2: The Africa Land Accelerator, um programa lançado pelo WRI com o apoio da AUDA-NEPAD		
<ul style="list-style-type: none"> • Acelerar os empresários, e particularmente as mulheres e os jovens, que restauram as florestas degradadas, as terras agrícolas e as pastagens em África 	<ul style="list-style-type: none"> • Apoiar os empreendedores com formação em pitching, comunicação, finanças e módulos da cadeia de fornecimento • Proporcionar oportunidades de networking e aumentar a disponibilidade das empresas para o investimento • Oferecer bolsas de inovação 	<ul style="list-style-type: none"> • O acelerador já trabalhou com 104 empresários de 34 países no total, incluindo 78 empresas locais de 27 países para a sua terceira coorte em 2021. Os 104 ex-alunos criaram 11.200 empregos, trabalharam com 56.000 agricultores e restauraram 127.000 hectares em 34 países.
<div style="display: flex; align-items: center;">  <div> <p>Lente de inclusão:</p> <ul style="list-style-type: none"> • O programa Africa Land Accelerator foi especificamente concebido para jovens empresários • Também encoraja fortemente as mulheres a candidatarem-se. Desde empresas poderosas lideradas por mulheres, a modelos de negócio que capacitam as mulheres, a restauração da terra pode ser um catalisador para a equidade de género. </div> </div>		

197. FIDA, Proposition de financement - Écologisation des banques agricoles et du secteur financier pour favoriser une agriculture résiliente au climat et à faibles émissions dans les pays de la Grande Muraille Verte (GMV) - Phase I, Nov 2021; WRI, [Land Accelerator Africa, Site web](#), consulté en Oct 2022; WRI, [Land Accelerator Africa: Dozens of Restoration Entrepreneurs](#), One Mission, Sept 2021; AFR100, Webinar -Africa's land restoration entrepreneurs lead on gender equity, Fev 2022

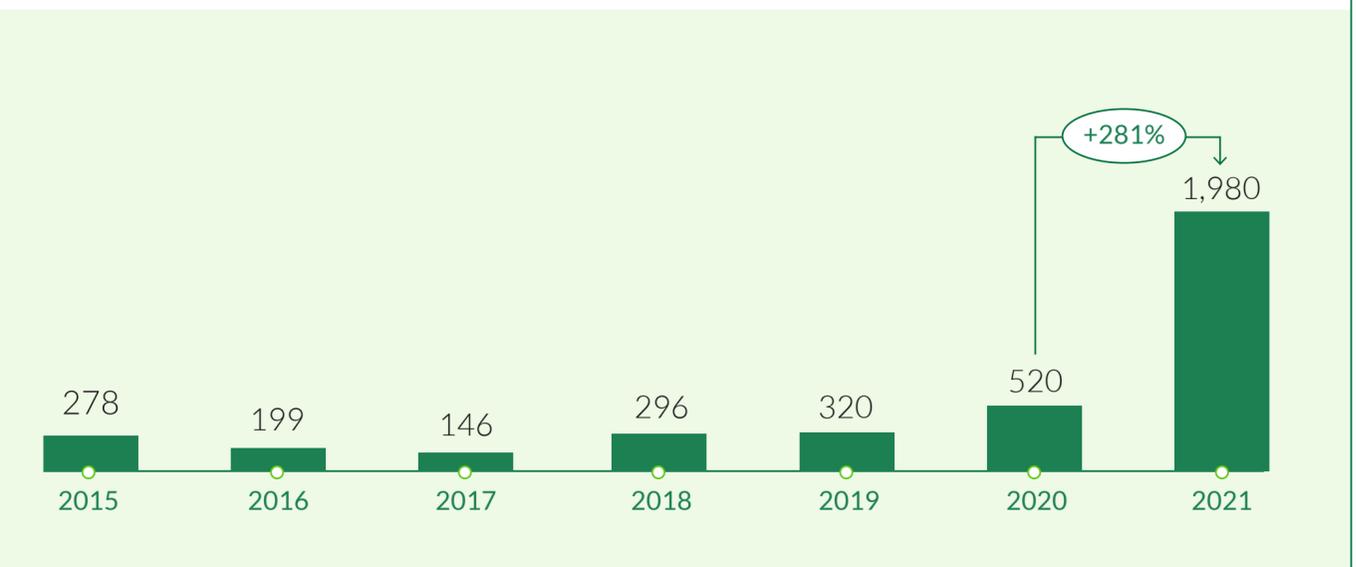
Les marchés du carbone représentent une excellente opportunité d'accéder à des financements nécessaires au soutien des efforts de conservation et de restauration tout en favorisant les projets qui améliorent la résilience climatique des populations vulnérables.

Le rôle des marchés du carbone dans le financement climatique s'accroît au fur et à mesure que les transactions continuent d'augmenter : les échanges sur les marchés volontaires du carbone ont été multipliés par 2,8 en 2021.¹⁹⁸ Les résultats de la COP26 ont contribué à la finalisation des règles de fonctionnement des marchés volontaires du carbone, ouvrant ainsi la promesse des marchés du carbone. Les pays africains doivent maintenant renforcer leurs capacités et se préparer à répondre aux exigences de la mise en œuvre de l'article 6 de l'Accord de Paris, ainsi qu'à formuler des objectifs nationaux pour participer aux marchés internationaux du carbone.

Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, dont le GGGI et le PNUE, aident des pays comme le Maroc, le Sénégal et la Zambie à y parvenir. Des partenaires tels que la CEA participent également à la mise en place de plateformes régionales pour promouvoir la croissance des marchés du carbone. En effet, l'Initiative pour les marchés du carbone en Afrique (ACMI) a été lancée lors de la COP27 pour étendre la participation de l'Afrique au marché du carbone volontaire. D'autres partenaires, dont des ONG et des développeurs de projets privés, ont lancé des partenariats qui reposent sur des programmes communautaires, basés sur la vente des crédits carbone, d'élimination du carbone à travers des solutions fondées sur la nature. Ainsi, la Global EverGreening Alliance et Climate Impact Partners se sont engagés à investir 330 millions USD dans des projets d'élimination du carbone en Afrique et en Asie.¹⁹⁹ L'objectif est de générer des revenus à partir des ventes prévues de crédits carbone et de les allouer directement aux communautés concernées (1,4 million de ménages africains et asiatiques devraient bénéficier de ce programme).²⁰⁰

Taille du marché du carbone volontaire par la valeur des crédits carbone

Echanges au niveau mondial en USD, 2015-2021



¹⁹⁸. Place du marché des écosystèmes, État des marchés volontaires du carbone 2022 Q3, 2022 ; K. Trenberth, L'été survolté des extrêmes climatiques de 2022 : comment le réchauffement climatique et La Niña ont alimenté les catastrophes en plus de la catastrophe, 2022 ; Bilan net zéro 2022, 2022 ; La Banque mondiale, État et tendances de la tarification du carbone, 2022 ; Conseil de l'Atlantique, La loi sur la réduction de l'inflation incite à l'élimination du carbone, 2022

¹⁹⁹. Forum économique mondial, [10 key takeaways from COP27 on nature's critical role](#), Nov 2022; Carbon Herald, [Climate Impact Partners Makes A Deal To Expand Carbon Removal Projects In Africa](#), Nov 2022

²⁰⁰. Ibid



Figure 27 : Les initiatives ACMI, DAPA, SPAR6C sur les marchés du carbone en Afrique²⁰¹

 Objectifs	 Activités	 Résultats / Résultats attendus
Initiative 1 : L'initiative des marchés du carbone en Afrique (ACMI), lancée par la CEA et d'autres partenaires		
<ul style="list-style-type: none"> • Développer la participation de l'Afrique au marché de carbone volontaire, soutenir la croissance de la production de crédits carbone et créer des emplois sur le continent 	<p><i>Parmi les activités de l'ACMI, on peut citer les suivantes (liste non exhaustive) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des plans nationaux d'activation volontaire du marché du carbone • Améliorer les compétences des développeurs et fournisseurs de projets africains, nouveaux et existants • Développer des programmes de génération de micro-crédits carbone impliquant des petits exploitants agricoles • Renforcer les capacités des activités MNV des projets générant des crédits carbone 	<ul style="list-style-type: none"> • Produire 300 millions de crédits carbone par an d'ici 2030, et 1,5 milliard de crédits par an d'ici 2050 • Débloquer 6 milliards de revenus d'ici à 2030 et plus de 120 milliards d'ici à 2050 • Soutenir 30 millions d'emplois d'ici à 2030 et plus de 110 millions d'emplois d'ici à 2050 • Distribuer les revenus de manière équitable et transparente aux communautés locales
Initiative 2 : Conception d'approches politiques au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris (DAPA), initiée par le GGGI		
<ul style="list-style-type: none"> • Orienter l'identification de politiques appropriées et la conception de diverses composantes d'un programme de crédit (Sénégal et Maroc) 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités et échanges (expérience d'apprentissage par la pratique) • Conception de la stratégie de l'article 6 de l'Accord de Paris • Définition des éléments réglementaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Au Sénégal, la stratégie de l'article 6 est en cours d'élaboration • Au Maroc, les éléments réglementaires du secteur de l'énergie sont en cours de définition
Initiative 3 : Le programme SPAR6C (Soutenir la préparation à la coopération au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris), dirigé par le GGGI et soutenu par le PNUE		
<ul style="list-style-type: none"> • Créer un environnement propice à l'échange de droits d'émission de carbone en Zambie, conformément à l'article 6 de l'Accord de Paris 	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des ateliers de renforcement des capacités • Faciliter l'apprentissage des meilleures pratiques et des leçons dans les ateliers • Identifier les projets pilotes • Élaborer un document de planification permettant une planification à moyen et long terme des faibles émissions • Établir un mécanisme de coordination capable d'identifier, de valider, de gérer et de superviser les transactions potentielles au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris 	<ul style="list-style-type: none"> • Au moins 3 projets pilotes au titre de l'article 6 seront identifiés et évalués par le gouvernement de la Zambie pour des approches coopératives d'ici 2026 • Au moins 2 documents de planification permettant une planification à moyen et long terme des faibles émissions seront mis en œuvre ou renforcés d'ici 2027 • D'ici 2027, au moins un dispositif institutionnel sera renforcé pour être prêt à échanger des droits d'émission au titre de l'article 6 en utilisant les orientations ou les outils adoptés pour la Zambie

201. ACMI, [Africa Carbon Markets Initiative \(ACMI\): Roadmap Report Harnessing carbon markets for Africa](#), Nov 2022; Champions en climat, [Africa Carbon Markets Initiative launched to dramatically expand Africa's participation in voluntary carbon market](#), Nov 2022; Initiative international en matière de climat, [Supporting Preparedness for Article 6 Cooperation \(SPAR6C\): For high ambition NDC implementation](#), Nov 2021; GGGI, [DAPA Project Phase II Launched – Designing Policy Approaches under Article 6 of the Paris Agreement](#), Sep 2021

3.2. TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ÉQUITABLE

3.2.1 La voie vers une transition énergétique équitable en Afrique

Bien que l'Afrique ait les taux d'accès et de consommation d'énergie les plus bas du monde, les besoins en énergie vont rapidement augmenter - étendre l'accès à l'énergie propre aux populations vulnérables améliorera les moyens de subsistance. L'Afrique représente 17 % de la population mondiale mais ne produit que 4 % de l'électricité mondiale.²⁰² La faible production d'électricité se traduit par un faible accès à l'électricité : 43 % de la population africaine n'a pas accès à l'électricité.²⁰³ L'accès à une cuisine propre est également très faible (20 % en ASS,²⁰⁴ 4 % dans les zones rurales).²⁰⁵ Mais dans les années à venir, l'augmentation des revenus, l'accroissement de la population et l'urbanisation rapide se conjugueront pour pousser la demande totale d'électricité en Afrique à au moins doubler d'ici 2040.²⁰⁶ Répondre à la demande croissante d'énergie, tout en fournissant une énergie propre, comme le souligne l'ODD 7, sera le principal défi des décideurs politiques en Afrique.²⁰⁷

Il est essentiel de garantir une transition énergétique qui profite aux plus vulnérables et améliore leurs moyens de subsistance. En effet, l'équité dans l'accès et l'utilisation des énergies propres est cruciale car elle peut créer (i) des emplois verts pour les groupes marginalisés, (ii) améliorer la productivité et créer des revenus supplémentaires, (iii) améliorer la santé des populations dans les zones rurales, et (iv) améliorer l'environnement éducatif des enfants. Un abandon systématique des combustibles fossiles (~90,5 % du mix énergétique de l'Afrique en 2020²⁰⁸) au profit d'un système énergétique basé sur les énergies renouvelables pourrait entraîner une augmentation de 25 % de l'indice de bien-être et une augmentation de 4 % des emplois dans l'ensemble de l'économie d'ici 2050,²⁰⁹ y compris des emplois pour les groupes

marginalisés. Ainsi, des emplois pourraient être créés dans des secteurs tels que l'énergie solaire, l'efficacité énergétique ou les fourneaux efficaces. Il est essentiel de veiller à ce que la transition énergétique soit "équitable", c'est-à-dire (i) que les groupes et les populations vulnérables qui n'ont pas eu accès à ces emplois ou à ces chaînes de valeur puissent bénéficier des emplois verts qui seront créés, et (ii) que cette transition ne creuse pas davantage les inégalités. L'énergie et les technologies modernes peuvent également permettre de gagner du temps sur les activités économiques, augmentant ainsi la productivité.²¹⁰ Un accès fiable et abordable à une énergie propre est également associé à une amélioration des résultats en matière de santé, car la cuisson sans émissions réduit la pollution de l'air intérieur et prévient les décès prématurés, en particulier chez les femmes et les enfants.²¹¹ Dans la même lancée, l'électrification des cliniques de santé pourrait sauver des vies. Améliorer l'accès à l'électricité propre, c'est aussi fournir du courant aux enfants des écoles non électrifiées pour perfectionner les conditions de l'apprentissage.

202. White Case, [Renewable energy in Africa: Update in the era of climate change](#), Nov 2021

203. Agence internationale de l'énergie (AIE), [Africa Energy Outlook 2022](#), 2022

204. Suivi de l'action climatique, [Natural Gas in Africa - Why fossil fuels cannot sustainably meet the continent's growing energy demand](#), Mai 2022

205. Ibid

206. AIE, [Africa Energy Outlook 2019](#), 2019

207. ODD 7 : "Assurer l'accès de tous à une énergie abordable, fiable, durable et moderne"

208. Forum économique mondial, [Africa is leading the way in solar power potential](#), Sept 2022 ; Remarque : Les combustibles fossiles comprennent : le pétrole (38,7% du mix énergétique), le gaz naturel (29,7%) et le charbon (22,1%). Le nucléaire représente 0,7 %, tandis que les énergies renouvelables représentent 8,8 % (hydroélectricité : 6,8 %, vent : 1 %, solaire : 0,6 % et bioénergie : 0,4 %).

209. Forum économique mondiale, [Renewables could do much more than just transform Africa's energy sectors. Here's how](#), Sep 2022

210. PISCES, Énergie et adaptation : comment l'accès à l'énergie peut permettre l'adaptation au changement climatique, 2013

211. IFRI, [Power to the Cooks! New Clean Cooking Opportunities for Sustainable Development in Sub-Saharan Africa](#), Fev 2022



Figure 28 : Transition énergétique équitable – égalité des sexes²¹²

Transition énergétique équitable – égalité des sexes

- Manque d'inclusion dans la transition énergétique :** Le secteur de l'énergie renouvelable présente de nombreuses opportunités d'emploi. Cependant, certains groupes de la population, tels que les femmes, pourraient être exclus de ces opportunités si des mesures ciblées d'inclusion et d'incitations ne sont pas mises en place. Ainsi, selon l'évaluation des emplois verts réalisée par le PNUD au **Zimbabwe**, les interventions politiques visant à créer de l'énergie hydroélectrique profiteraient le plus aux hommes non qualifiés (~220 000 emplois gagnés pour les hommes contre ~170 000 pour les femmes), tandis que l'intervention politique visant à investir dans l'agriculture de conservation profiterait le plus aux femmes non qualifiées (~70 000 emplois gagnés pour les femmes contre 4 000 pour les hommes).
- L'égalité des sexes dans la transition énergétique :** Selon l'OIT, des mesures axées sur la parité seront nécessaires pour les **professions peu, moyennement et hautement qualifiées afin de garantir l'accès des femmes aux nouveaux emplois issus de la transition énergétique**. Il sera important pour les pays de reconnaître les effets différenciés selon le sexe de la transition verte et de veiller à ce que les femmes et les autres groupes puissent améliorer leurs moyens de subsistance et jouer un rôle de premier plan.
- Le soutien de la plateforme africaine pour les CDN à l'inclusion dans la transition énergétique :** Les partenaires, tels que le PNUD, organisent des **ateliers régionaux de renforcement des capacités** pour améliorer la capacité nationale à évaluer les effets de la transition énergétique et à identifier les groupes cibles, y compris les femmes, et les mesures à prendre pour assurer une transition juste. La BAD fournit également une assistance financière et technique à des pays comme **l'Afrique du Sud** dans leur **processus de transition énergétique juste**, en veillant à ce que les personnes les plus directement touchées par une transition à partir du charbon - les travailleurs et les communautés, y compris les femmes et les filles - ne soient pas laissées pour compte. Lors de la COP27, le nouveau plan d'investissement du gouvernement sud-africain, le Just Energy Transition Partnership (JETP), a été lancé. Il couvre trois secteurs prioritaires, dont le secteur énergétique, les véhicules électriques et l'hydrogène vert. Une approche "juste" sous-tend le plan, visant à garantir que les personnes les plus directement touchées par la transition du charbon - les travailleurs et les communautés, y compris les femmes et les filles - ne soient pas laissées pour compte. Lors de la COP27, les pays européens, à savoir la France et l'Allemagne, ont également engagé des fonds pour la transition énergétique de l'Afrique du Sud (accords de prêts pour 300 millions USD à titre de financement à des conditions favorables).

L'énergie propre se fait une place dans les CDN en tant que moyen essentiel pour répondre aux besoins d'accès à l'énergie, ainsi qu'aux objectifs d'adaptation et d'atténuation. En effet, la plupart des CDN ont quantifié les objectifs en matière d'énergie renouvelable (85 %, soit 45 CDN sur 53 en Afrique, 2021).²¹³ Les énergies propres présentent de grands avantages en termes d'adaptation et d'atténuation :

Adaptation



Les services énergétiques modernes et durables peuvent jouer un rôle essentiel dans le renforcement des capacités des sociétés à s'adapter au changement climatique, car ils pourraient réduire la vulnérabilité et l'exposition aux catastrophes naturelles.²¹⁴ Les systèmes d'irrigation et de pompage solaires peuvent par exemple contribuer à réduire la pénurie d'eau à usage agricole, un risque clé associé à la sécheresse. La réfrigération des aliments à l'énergie solaire peut contribuer à réduire les pertes de nourriture, un risque majeur associé à la hausse des températures.

Atténuation



L'énergie est la deuxième plus grande source de GES en ASS, totalisant 1 GtCO₂eq (derrière le secteur AFAT à 2,3 GtCO₂eq en 2019).²¹⁵ Toutefois, il existe de grandes disparités en termes de GES nationaux par habitant provenant des secteurs de l'électricité en Afrique. Les taux sont souvent très élevés dans les pays dont le secteur de l'électricité est bien développé. Par exemple, les niveaux de l'Afrique du Nord et de l'Afrique du Sud (respectivement 2,34 et 2,39 tCO₂ par habitant) sont près de 15 fois supérieurs à ceux de l'Afrique centrale (0,16 tCO₂ par habitant).²¹⁶ Pour s'aligner sur les engagements de l'Afrique en matière de réduction des GES à long terme, le défi consistera à promouvoir les technologies à faible émission de carbone plutôt que les sources de combustibles fossiles pour répondre à la demande croissante d'électricité dans tous les pays africains.

212. AfDB, *CIF Annual report 2020 – Just transition*, 2020; UNDP, *How Just Transition Can Help Deliver the Paris Agreement*, 2022; AfDB, *Joint Statement of the Government of the Republic of South Africa and the African Development Bank in relation to South Africa's Just Energy Transition process*, Mai 2022; Commission européenne, *Joint Statement: South Africa Just Energy Transition Investment Plan*, Nov 2022; Reuters, *Show us the money: Developing world at COP27 seeks financing details*, Nov 2022

213. NDC Partnership, *NDC Partnership: facilitating clean energy transitions in Sub-Saharan Africa*, Avr 2021

214. IRENA, *Bracing for Climate Impact: Renewables as a Climate Change Adaptation Strategy*, Août 2021

215. Climatewatchdata (source: CAIT), *website* consulted in Oct 2022

216. KfW, GIZ, IRENA, *The Renewable Energy Transition in Africa Powering Access, Resilience and Prosperity*, 2021

Figure 30 : Innovation et technologie - Le transition vers l'e-mobilité en Afrique²¹⁷

INNOVATION ET TECHNOLOGIE



La transition vers l'e-mobilité en Afrique

- **Avantages climatiques et économiques de la décarbonisation des transports :**
 - » **Avantages pour le climat :** La transition vers les véhicules électriques (VE) en Afrique contribuera à faire progresser les **ODD 3 (santé et bien-être) et 13 (action climatique)**. En effet, les VE n'émettent pas de **polluants atmosphériques** nocifs lors de leur utilisation et leurs **émissions nettes de gaz à effet de serre** sont inférieures à celles de leurs équivalents à moteur à combustion interne (MCI).
 - » **Avantages économiques :** Les technologies de VE sont encore très rares dans les pays africains tandis que le secteur des transports de la plupart des autres régions du monde s'électrifie rapidement. S'aligner sur les tendances d'e-mobilité mondiales et arrêter d'investir dans des infrastructures de transport polluantes, permettra d'éviter le risque d'obsolescence des technologies et des infrastructures de transport africaines.
- **L'e-mobilité dans les NDC :** L'e-mobilité est un sujet qui est de plus en plus inclus dans les CDN car les développements technologiques ont permis de **réduire le coût des VE**. Cependant, les VE ont souvent un prix d'achat plus élevé que les véhicules à combustion interne équivalents - il est donc essentiel de prêter attention à l'accessibilité des marchés africains. Plusieurs **start-ups innovantes** ont émergé ces dernières années telles que l'échange de batteries (tel qu'Ampersand), les solutions « Pay as you go » (tel que Metro Africa Xpress), et le covoiturage (tel que Bolt) et permettront d'accroître l'accès aux solutions d'e-mobilité en Afrique.
- **Soutien de la plateforme africaine pour les CDN aux programmes d'e-mobilité :** Grâce à sa **plateforme mondiale de programmes d'e-mobilité**, le PNUE (i) fournit un soutien technique et une formation, (ii) encourage l'apprentissage et le partage des meilleures pratiques, (iii) fournit un service d'assistance aux pays et aux villes désireux d'introduire l'e-mobilité, (iv) établit des places de marché pour mobiliser des financements et rassembler les parties prenantes de la chaîne de valeur de l'e-mobilité (y compris les pays, les villes, les fournisseurs et les financeurs de l'e-mobilité). Le PNUE et le GGGI ont également soutenu le **Rwanda, notamment** à travers : (i) la réalisation d'une étude de fond et de faisabilité sur l'introduction

des véhicules électriques ; (ii) l'accueil d'une vitrine de l'e-mobilité au Rwanda pour mettre en relation les entreprises avec des investisseurs potentiels ; (iii) la promotion des bus électriques et le renforcement des connaissances (par la promotion des investissements, la production d'un rapport sur l'infrastructure de chargement des bus électriques ; et la formation du personnel gouvernemental sur la planification et l'optimisation des systèmes de bus électriques).

Alors que les investissements et les projets dans les énergies renouvelables sont essentiels pour atteindre les objectifs climatiques, les pays africains ont récemment convenu de l'utilisation du gaz naturel comme option de transition avec une substitution à long terme. Comme indiqué dans le communiqué de Kigali et la position commune de l'Afrique sur l'accès à l'énergie et la transition énergétique (mai-juin 2022), le renforcement des énergies renouvelables est essentiel pour atteindre les objectifs d'adaptation et d'atténuation des CDN, mais le gaz servira de combustible de transition. Le gaz est une source d'énergie stable et disponible pour de nombreux pays qui pourrait être utilisée pour améliorer l'accès à l'énergie en Afrique et répondre à la demande d'électricité. Le continent détient 9 % des réserves mondiales de gaz, mais ne produit actuellement que 6 % du gaz naturel mondial.²¹⁸ À l'avenir, la production et la consommation de gaz devraient tripler en Afrique subsaharienne d'ici à 2040 selon le scénario des politiques énoncées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE).²¹⁹ Les pays africains commencent également à exporter une partie de leur gaz naturel. En effet, dans le contexte de la crise énergétique déclenchée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les pays européens cherchent à s'approvisionner en gaz auprès de nouvelles sources, dont les pays africains. Lors de la COP27, trois accords prévoyant la livraison aux marchés européens de gaz produit en Égypte, au Nigeria et en Tanzanie ont été conclus.²²⁰ D'autres gouvernements et entreprises courtisent des projets dans des pays comme le Sénégal et l'Algérie.²²¹ Les recettes tirées des exportations de gaz pourraient être réaffectées au financement de projets d'énergie renouvelable à grande échelle et contribuer à remplacer le gaz par des énergies renouvelables afin d'atteindre l'objectif à long terme de zéro émission nette.

217. UNEP, [Electric mobility projects in Africa](#), site web consulté en novembre 2022 ; PNUE, [Supporting the global shift to electric mobility](#), site web consulté en novembre 2022; Climate Portal, [Six ways Rwanda is building climate resilient transport systems](#), Fev 2022

218. Ibid

219. Suivi de l'action climatique, [Natural Gas in Africa Why fossil fuels cannot sustainably meet the continent's growing energy demand](#), Mai

220. Inside Climate News, [Na COP27, Activists say Europe wants Africa to become its "gas station"](#), Nov 2022

221. Nature.com, [COP27 climate talks: what succeeded, what failed and what's next](#), Nov 2022

3.2.2 Augmentation de la production d'énergie renouvelable pour atteindre les objectifs d'adaptation et d'atténuation des CDN

L'augmentation de la production d'énergie renouvelable en Afrique est essentielle pour atteindre les objectifs d'adaptation et d'atténuation des CDN, ainsi que les besoins économiques et sociaux, en particulier pour les habitants des villes et les industries. Bien que l'Afrique dispose d'un potentiel important d'énergie renouvelable (~60% des meilleures ressources solaires du monde²²²), elle n'a reçu que 2% des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables au cours des deux dernières décennies.²²³ Une série de facteurs sont à l'origine de cet écart - notamment la faiblesse de la demande, les contraintes de capacité, la faiblesse des marchés publics et l'utilisation limitée des instruments de financement pour réduire le risque d'investissement du secteur privé. Le recours aux enchères inversées pourrait contribuer à faire baisser les prix des offres et à assurer un approvisionnement fiable en électricité renouvelable. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, comme la BAD dans le cadre de l'initiative Desert to Power (DtP), utilisent des instruments tels que les garanties partielles de risque (GPR) pour attirer les investissements. L'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables (AREI), lancée par la CUA, soutient et finance également des projets d'élaboration de politiques par le biais de garanties de paiement/tarifs de rachat, et assure un renforcement continu des capacités en Afrique pour favoriser l'adoption des énergies renouvelables.

Les grands projets industriels verts à forte intensité énergétique, notamment les technologies d'hydrogène vert et d'élimination du carbone, peuvent également contribuer à ancrer le passage des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. L'abondante énergie solaire et éolienne terrestre de l'Afrique pourrait en faire un centre mondial de production d'hydrogène vert et à faible teneur en carbone. Le continent pourrait produire jusqu'à 5 000 mégatonnes d'hydrogène par an, à un prix inférieur à 2 USD par kg, soit l'équivalent de l'offre énergétique totale mondiale actuelle.²²⁴ Cela pourrait permettre de

réduire les GES dans l'industrie et les transports et contribuer au stockage des énergies renouvelables. Les revenus nationaux substantiels tirés des exportations d'hydrogène pourraient ensuite être réinvestis dans d'autres projets d'infrastructures d'énergies renouvelables, créant ainsi des opportunités d'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes. Pour y parvenir, les gouvernements, le secteur privé et les acteurs de la société civile doivent collaborer plus étroitement pour définir des cadres de politique et d'investissement. Soutenue par la CEA, la BAD et l'AUDA-NEPAD, l'Alliance pour l'hydrogène vert en Afrique (AGHA) jouera un rôle important pour favoriser le développement de l'hydrogène en Afrique. Plusieurs nouveaux accords et partenariats ont été annoncés lors de la COP27 par des gouvernements et des entreprises privées, en particulier entre l'Europe et des pays africains, dont l'Égypte et la Namibie.²²⁵ Parmi les autres annonces du secteur privé concernant le développement de l'hydrogène renouvelable en Afrique, on peut citer (i) le développement d'un projet d'hydrogène vert de deux gigawatts dans la zone économique du canal de Suez en Égypte, (ii) le co-développement d'un projet d'hydrogène vert à l'échelle du gigawatt au Maroc par le biais d'un partenariat avec une entreprise israélienne, (ii) le développement d'une chaîne d'approvisionnement en engrais verts abordables et d'autres industries basées sur l'hydrogène vert au Kenya.²²⁶

Les pays africains s'intéressent également de plus en plus aux technologies d'ingénierie qui permettent de capter et de stocker les émissions de CO₂. Produites à partir d'énergies renouvelables à faible coût en Afrique, les technologies d'élimination du carbone pourraient être très compétitives sur le marché mondial et générer des revenus importants pour les pays africains, tout en ayant un fort pouvoir d'atténuation. Toutefois, les facteurs clés sont les incitations financières (pour catalyser les investissements du secteur privé), le transfert de technologie, la recherche et le développement locaux et le renforcement des capacités locales.

222. AIE, [Africa Energy Outlook 2022](#), 2022

223. Forum économique mondial, [Renewables could do much more than just transform Africa's energy sectors. Here's how](#), Sep 2022

224. Ibid

225. Bennett Jones, [COP27 Hydrogen Wrap-Up: A Focus on Africa and Europe](#), Nov 2022

226. Ibid

Figure 31 : Le DtP et l'AGHA, deux initiatives régionales en matière d'énergies renouvelables²²⁷

Objectifs	Activités	Résultats
Initiative 1 : Desert to Power (DtP), une initiative menée par la BAD		
<ul style="list-style-type: none"> fournir de l'électricité à 250 millions de personnes dans 11 pays du Sahel en augmentant de 10 GW la capacité de production d'énergie solaire par le biais de projets publics et privés, en réseau et hors réseau, d'ici à 2030, et favoriser la formation et la création d'emplois parmi les femmes, les hommes et les jeunes <div data-bbox="259 714 1112 821" style="border: 1px dashed black; padding: 5px;"> <p> Inclusion lens :</p> <ul style="list-style-type: none"> A Gender Plan was developed for the DtP project </div>	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les projets d'énergie solaire, les préparer à être investis et les mettre en œuvre Catalyser l'investissement du secteur privé en utilisant des instruments pour diminuer les risques (prêts, garanties de risques partiels, etc.) et en répondant aux contraintes de capacité dans des cadres de passation de marchés concurrentiels Fournir une assistance technique pour mettre en œuvre les projets et renforcer les mesures d'adaptation et de résilience 	<ul style="list-style-type: none"> La phase initiale est consacrée aux pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) où des projets ont été identifiés et préparés pour faciliter leur bancabilité Le Fonds vert pour le climat a approuvé le mécanisme de financement DtP G5 Sahel, qui comprend 150 millions USD de ressources concessionnelles (octobre 2021)
Initiative 2 : Alliance pour l'hydrogène vert en Afrique (AGHA), une initiative soutenue par la BAD, l'AUDA-NEPAD et la CEA		
<ul style="list-style-type: none"> Relier les initiatives existantes et les efforts de leadership, avec le potentiel de générer une nouvelle sensibilisation, des opportunités et des actions dans le secteur de l'hydrogène vert 	<ul style="list-style-type: none"> Intensifier la collaboration, la coordination et les synergies potentielles au niveau régional pour les projets relatifs à l'hydrogène vert Favoriser l'alignement des politiques sur l'hydrogène vert Mobiliser des ressources pour accélérer le développement de ces projets 	<ul style="list-style-type: none"> Des représentants de gouvernements africains (Nigeria, Ghana, Niger, Algérie, Angola, Cameroun, RDC et Rwanda), du secteur privé, de la société civile et des partenaires du développement ont participé au forum inaugural de l'AGHA et ont discuté des différents facteurs permettant de débloquer les opportunités d'une économie verte de l'hydrogène en Afrique (septembre 2022)

3.2.3 Solutions énergétiques distribuées pour améliorer l'accès des communautés vulnérables

Fournir l'accès au réseau dans les zones rurales n'est pas facile en raison de la densité plus faible que dans les villes, c'est ainsi que les solutions d'énergie renouvelable décentralisée constituent des solutions rentables dans les zones reculées. L'énergie renouvelable décentralisée est pertinente dans les endroits où les gens ne peuvent pas en bénéficier facilement ou de manière rentable, comme dans les zones rurales, où 80 % des gens n'ont pas accès à l'électricité.²²⁸ Plus

précisément, les systèmes solaires hors réseau et les mini-réseaux peuvent fournir des services d'électricité modernes et abordables, alimentant les foyers, les établissements de santé et les écoles. Le déploiement des SHS et des SWP s'est accéléré depuis 2015 en raison de la baisse des coûts des produits,²²⁹ de l'augmentation du nombre de fournisseurs en ASS et des innovations en matière de paiement (p. ex. le paiement à la consommation).²³⁰

²²⁷. BAD, 2e rapport d'étape - Transformer les pays du G5 Sahel de la fragilité à la résilience dans le secteur de l'énergie, août 2022.; BAD, [Chad - Djermaya 28 MW Solar PV IPP - Senior Loan](#), site web consulté en octobre 2022; Power Engineering International, [Sahel Desert to Power initiative heats up with AfDB's financial backing](#), Fev 2022; UNFCCC Climate Champions, [Africa Green Hydrogen Alliance](#), site web consulté en Oct 2022

²²⁸. Ibid

²²⁹. African Business, [Africa's off-grid solar sector seeks to rebuild after pandemic shock](#), Juin 2022

²³⁰. AIE, [Africa Energy Outlook 2022](#), 2022

Figure 32 : Technologie - Utilisation productive de l'énergie solaire distribuée dans l'agriculture²³¹

TECHNOLOGIE



L'énergie solaire distribuées, au service de l'agriculture

- Besoin de mécanisation dans l'agriculture :** Les capacités de transformation, de stockage et de refroidissement sont très faibles en Afrique, en partie du fait : (i) de l'accès limité à l'énergie dans les zones rurales, et (ii) des ressources financières insuffisantes des petits exploitants agricoles pour acheter des machines. Il en résulte des pertes post-récolte importantes, de faibles rendements agricoles et de faibles revenus agricoles pour les populations rurales. De plus, en cas d'utilisation des machines agricoles, ce qui est rare, elles sont souvent alimentées par des **générateurs diesel coûteux et à forte intensité de carbone**.
- Technologies hors réseau pour les utilisations productives en agriculture :** Des machines de **mouture, séchage, pressage et refroidissement, alimentées par de l'énergie solaire distribuée** pourraient améliorer les rendements et conditions de vie des petits exploitants agricoles. Des technologies de financement innovantes, telles que les systèmes de paiement à la consommation, contribueront au financement de technologies hors réseau par les agriculteurs eux-mêmes, en leur permettant de rembourser de petits montants mensuels par le biais d'applications téléphoniques et de monnaie électronique.
- Le soutien de la plateforme africaine pour les CDN à l'utilisation productive dans l'agriculture :** Les partenaires tels que la BIsD soutiennent des **solutions basées sur le marché** qui améliorent le déploiement de solutions énergétiques distribuées dans les zones rurales. La BIsD a ainsi établi un partenariat avec la plateforme de financement « crowdfunding » TRINE pour **financer des solutions d'énergie solaire** en Afrique. De nombreuses entreprises financées par le biais de cette plateforme sont basées sur des systèmes de **paiement à la consommation (pay as you go)**.

Les SHS et les SWP peuvent permettre les communautés vulnérables des zones reculées, notamment les agriculteurs, d'accéder à l'électricité, de s'adapter au changement climatique et d'atténuer et de réduire la pauvreté. Étant donné que 95 % des terres agricoles d'Afrique subsaharienne dépendent des pluies saisonnières imprévisibles pour satisfaire leurs besoins en eau, les systèmes de distribution d'eau peuvent augmenter les rendements et la diversité des cultures. Chaque augmentation de 10 % du rendement agricole entraîne une réduction de 7 % de la pauvreté en Afrique.²³² Les SWP pourraient également contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux pompes fonctionnant à l'électricité du réseau ou au diesel.²³³ Cependant, les investissements hors réseau demeurent insuffisants, car les projets d'électricité raccordés au réseau continuent d'attirer la plupart des flux financiers en Afrique.²³⁴ Pour combler ce manque de financement, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN soutiennent des solutions basées sur le marché, améliorant la viabilité financière et encourageant les investissements commerciaux pour les SHS et SWP en Afrique. Récemment, des progrès significatifs ont également été réalisés dans la mise à l'échelle des initiatives et des engagements financiers pour les projets d'énergie distribuée en Afrique. Ainsi, les États-Unis se sont engagés à verser 2 milliards USD en juin 2022 pour développer des projets solaires en Angola afin d'étendre les mini-réseaux solaires, les kits d'alimentation domestique et les télécommunications par énergie solaire.²³⁵



231. Lighting Global, [The Market Opportunity for Productive Use Leveraging Solar Energy \(PULSE\) in Sub-Saharan Africa](#), 2019; BIsD, [Support provided to African countries on managing the impacts of climate actions and just transition measures](#), Sep 2022; BIsD, [Partnerships - Vol 2](#), Août 2021

232. Lighting Global, [The Market Opportunity for Productive Use Leveraging Solar Energy \(PULSE\) in Sub-Saharan Africa](#), 2019

233. FAO, [The benefits and risks of solar-powered irrigation - a global overview](#), 2018; Note: Unit used is CO₂-eq/kWh

234. Climate Finance Innovators, [Financing sustainable energy access in African CNDs](#), Août 2022

235. Energy Capital Power, [U.S. Commits \\$2 Billion for Solar Deployment in Angola](#), Juin 2022

Figure 33 : La plateforme de crowdfunding TRINE et le programme Africa Minigrids (AMP), qui promeut les solutions d'énergie distribuée.²³⁶

 Objectifs	 Activités	 Résultats
Initiative 1: La plateforme de crowdfunding TRINE, soutenue par la BIsD		
<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir le Nigeria et l'Ouganda en matière de SHS grâce à un mécanisme de financement par crowdfunding • Au Nigeria, achat de 40 000 SHS pour connecter 175 000 personnes à l'électricité 	<ul style="list-style-type: none"> • Catalyser les investissements dans des entreprises sociales au Nigeria et en Ouganda et fournir des systèmes solaires abordables aux ménages hors réseau. 	<ul style="list-style-type: none"> • Au Nigeria, TRINE a levé 2 millions d'euros auprès de 4 000 investisseurs en crowdfunding dans le cadre de 3 campagnes ; la BIsD a investi 1 million USD dans Greenlight Planet. Ainsi, 50 000 ménages et 292 000 personnes ont pu bénéficier d'un accès aux énergies renouvelables.
Initiative 2: Le Programme Africa Minigrids (AMP), une initiative lancée par le PNUD		
<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'accès à l'électricité grâce à des miniréseaux d'énergie renouvelable, mobiliser 650 millions USD de cofinancement et toucher plus de 400 000 bénéficiaires directs et 29 millions de bénéficiaires indirects dans 18 pays africains 	<ul style="list-style-type: none"> • Accroître la viabilité commerciale des projets de miniréseaux d'énergie renouvelable • Développer des outils de connaissance pour les acteurs publics et privés • Fournir une assistance technique sur mesure aux pays • Soutenir la numérisation du marché des miniréseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • L'AMP est actuellement en phase de conception finale, sa mise en œuvre commencera en 2022 et se poursuivra jusqu'en 2026
<div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="margin-right: 20px;">  </div> <div> <p>Objectif d'inclusion</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des plans d'action en faveur de l'égalité des sexes seront élaborés dans le cadre des projets nationaux. Cela permettra de garantir que le développement des mini réseaux tienne systématiquement compte des besoins et des caractéristiques des hommes et des femmes, ainsi que des garçons et des filles, en matière d'énergie et de génération de revenus. Des groupes de travail organisés autour du genre et des trois domaines thématiques du programme (politiques, secteur privé et financement) seront créés et se réuniront régulièrement </div> </div>		

236. BIsD, [Support provided to African countries on managing the impacts of climate actions and just transition measures](#), Sep 2022; IsDB, [Partnerships - Vol 2](#), Août 2021; PNUD, [The bold choices that will define the future of development](#), Jan 2022 GEF, The Africa Minigrids Program, Oct 2021; GEF, GEF-7 Africa Minigrids Program - Program Framework Document, 2019

Figure 34 : D. Light, EBAFOSA et l'Énergie renouvelable à usage productif (RE4PU), trois autres initiatives basées sur le marché²³⁷

 Objectifs	 Activités	 Résultats
Initiative 3: D. Light, une entreprise soutenue par l'AFD (Proparco)		
<ul style="list-style-type: none"> Fournir de l'énergie solaire à plus d'un million de personnes dans 4 pays : Kenya, Nigeria, Tanzanie et Ouganda et éviter l'émission de plus de 550 000 tCO₂e par an 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités des travailleurs locaux Donner accès à des facilités de crédit prépayés 	<ul style="list-style-type: none"> Prise de participation de 10 millions USD dans D. Light Soutenir 6 800 emplois sur 5 ans
Initiative 4: L'initiative EBAFOSA (Ecosystems Based Adaptation for Food Security Assembly), soutenue par le PNUE		
<ul style="list-style-type: none"> Fournir des séchoirs solaires pour permettre aux acteurs de la chaîne de valeur agricole d'augmenter la productivité, les revenus et la sécurité alimentaire dans plus de 20 pays 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités (i) des jeunes et du secteur informel pour les former à la fabrication de séchoirs solaires décentralisés ; (ii) des petits exploitants agricoles et des coopératives informelles pour qu'ils utilisent des séchoirs solaires décentralisés dans leur processus d'exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> En Ouganda, pour un projet pilote de 2 mois avec 3 groupes coopératifs (22 ménages) : 1 000 kg de chips de citrouille et 580 kg de produits périssables d'une valeur totale de 406 000 UGX ont été préservés des pertes dues au blocage de la chaîne d'approvisionnement
 Objectif d'inclusion <ul style="list-style-type: none"> Au cours du projet, des séchoirs solaires ont été fabriqués par des jeunes, ce qui a permis de créer des emplois et de renforcer leurs capacités 		
Initiative 5: The RE4PU initiative, supported by GGGI		
<ul style="list-style-type: none"> Mobiliser les investissements en faveur des énergies renouvelables pour une utilisation productive dans l'agriculture au Sénégal 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les possibilités d'utilisation des énergies renouvelables pour améliorer la productivité agricole et la résilience au changement climatique dans la chaîne de valeur du riz Introduire l'électricité solaire PV pour le développement agricole où le pompage électrique est actuellement absent et/ou pour remplacer les groupes de pompage à moteur diesel 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour le Cadre de Programmation par Pays (CPP) du Sénégal 2019- 2023, en mettant l'accent sur les énergies renouvelables pour une utilisation productive dans l'agriculture Le projet d'électricité solaire photovoltaïque pour l'agriculture contribuera à l'atténuation des effets du changement climatique et à la réalisation d'économies en devises grâce à la réduction des importations de diesel

237. Initiative du cadre d'action politique de l'Assemblée de l'adaptation basée sur les écosystèmes pour la sécurité alimentaire (EBAFOSA), impact en Ouganda ; EBAFOSA, [Solar Dryer Training Report for EBAFOSA Uganda](#), 2020; GGGI, [Senegal Green Growth Pathways](#), 2020

Les SHS ne sont pas une source efficace d'énergie pour la cuisson. En revanche, les technologies de cuisson propre distribuées peuvent améliorer la résistance au changement climatique et les moyens de subsistance, en particulier pour les femmes et les jeunes en milieu rural. En ASS, 950 millions de personnes utilisent du bois et du charbon de bois pour cuisiner.²³⁸ Cela entraîne des effets négatifs sur l'environnement, notamment la déforestation, les émissions de gaz à effet de serre, les agents de forçage du climat à courte durée de vie (SLCP), ainsi que des effets sur la santé, en particulier celle des femmes et des enfants. Une combustion inefficace produit une série de GES, dont le carbone noir, qui a un impact sur le réchauffement climatique 460 à 1 500 fois plus fort que le CO₂.²³⁹

Les fourneaux propres, notamment les technologies de cuisson à base de biomasse, de biogaz, d'éthanol, d'électricité et de GPL, pourraient améliorer la santé et éviter le décès de millions de personnes.²⁴⁰ Les cuisinières propres peuvent également réduire le temps passé à ramasser du bois de chauffage, une charge qui pèse de manière disproportionnée sur les femmes, et libérer leur temps pour aller à l'école, générer des revenus, etc. À cette fin, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN investissent dans des entreprises rentables et évolutives offrant des solutions d'énergie de cuisson en Afrique.

Figure 35 : Le Fonds SPARK+ pour l'Afrique, qui finance des solutions de cuisson propre.²⁴¹



238. UNFCCC, [Too Many Cooks](#), Junho 2021; UNDP Climate Promise, [Achieving clean cooking for all in Africa needs people at the centre](#), Mai 2022

239. Ibid

240. Brookings, [Africa's just energy transition could boost health outcomes](#), Mar 2022

241. Dalberg analysis; ANDCH partner documentation



4. Recommandations politiques pour accélérer les actions climatiques de l'Afrique

Un changement de paradigme dans la façon dont les pays africains envisagent leurs CDN peut les permettre de tirer parti des perturbations économiques liées à l'action climatique pour industrialiser et développer leurs économies. L'économie mondiale devient de plus en plus verte grâce à de nouvelles sources et de nouveaux vecteurs d'énergie, de nouvelles technologies et de nouveaux processus industriels, ainsi que de nouvelles méthodes d'agriculture. Cela offre à l'Afrique une occasion sans précédent de s'industrialiser rapidement et de manière écologique. L'Afrique est chanceuse de disposer d'énormes ressources renouvelables, de vastes terres inutilisées et potentiellement fertiles, d'un littoral vierge, d'une main-d'œuvre jeune et en pleine croissance et de réserves profondes de minéraux qui pourraient être extraits de manière durable et respectueuse du climat. Toutefois, les principaux marchés ont des populations vieillissantes et sont confrontés à une énorme inertie des systèmes énergétiques hérités basés sur les combustibles fossiles. L'intersection de ces tendances représente une opportunité importante pour l'Afrique. Les flux financiers liés au climat, dont une proportion importante est concessionnelle, peuvent être utilisés pour édifier une base industrielle et énergétique verte orientée vers les marchés d'exportation mondiaux à faible émission de carbone. Une autre opportunité émerge de l'élimination du carbone - où les ressources de l'Afrique la placent idéalement pour entreprendre les projets de séquestration à grande échelle nécessaires en vue d'atteindre le zéro net et gagner des revenus d'exportation, en contrepartie de ces efforts.

Toutefois, pour tirer parti de ces opportunités, l'action climatique et la mise en œuvre des CDN doivent ancrer le développement économique. Ces deux éléments sont intimement liés. La mise en place d'un programme de croissance à long terme qui reconnaît explicitement les possibilités offertes par une économie à faible émission de carbone et qui donne les moyens et les incitations nécessaires aux acteurs du secteur privé pour qu'ils adhèrent à cette vision, constitue un moyen convaincant d'atteindre les objectifs des CDN tout en favorisant le changement social et économique.

Le programme de la plateforme africaine pour les CDN met en évidence une grande variété d'outils et d'approches prometteurs et efficaces qui permettent d'assurer l'investissement privé dans des activités verte, mais encore plus doit être réaliser. Comme le souligne le rapport, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN ont pris des mesures importantes pour fournir une orientation politique et développer des outils pour étendre les investissements dans la mise en œuvre des CDN. Toutefois, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour fournir une certitude politique, promouvoir les apprentissages partagés, permettre l'accès au marché et fournir un soutien coordonné en matière de réduction des risques, de financement et d'assistance technique. Compte tenu de ces défis, plusieurs recommandations pour la programmation future émergent :



4.1

STRATÉGIE, PLANIFICATION ET SUIVI INCLUSIFS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

- **Prioriser l'élaboration d'une stratégie et d'une planification du développement à faible émission de carbone et résiliente au climat.** Les LT-LED représente une opportunité pour les pays d'intégrer l'action climatique dans leur développement économique en créant des voies holistiques vers une économie à faible émission de carbone. C'est l'occasion de présenter les avantages d'une économie à faible émission de carbone, au-delà de l'aspect écologique, afin d'inciter le secteur privé à adhérer à la vision climatique et à soutenir la mise en œuvre des CDN. Le coût de la plupart des CDN mises à jour étant chiffré, il est plus facile d'élaborer des plans d'investissement afin de garantir que des analyses de rentabilité claires soient réalisées pour la mise en œuvre des CDN. Un programme NDC-P visant à aider le Rwanda, l'Ouganda, le Nigeria et l'Éthiopie à faire de l'action climatique un pilier essentiel de leurs stratégies de développement a commencé à produire des résultats, mais les efforts doivent être étendus à d'autres pays.
- **S'efforcer d'intégrer les CDN dans d'autres documents de planification du développement économique et pour rationaliser les politiques climatiques dans les programmes continentaux.** L'action climatique doit être au centre du programme de développement des pays africains, afin d'ancrer la trajectoire de développement du continent. La mise en œuvre des CDN doit donc cesser d'être purement climatique pour informer la politique de croissance plus large du continent. Cela se fera lorsque les CDN seront intégrées dans tous les programmes de développement, du niveau continental aux niveaux infranationaux et aux solutions locales. Il existe une réelle opportunité d'ancrer l'industrialisation de l'Afrique sur des ressources naturelles abondantes, orientées vers un développement à faible émission de carbone et résilient au changement climatique. Des programmes tels que l'initiative de redressement économique du PNUD, qui vise à aider les pays à mieux se reconstruire après la crise du CO2 et à adopter des méthodes plus respectueuses du climat, ont été couronnés de succès jusqu'à présent, mais ils doivent être étendus à davantage de pays.
- **Redoubler d'efforts en matière d'adaptation et de résilience. Pour accélérer les mesures d'adaptation au climat en Afrique, le continent doit développer une compréhension commune des actions prioritaires et accélérer le développement des PAN.** Si les CDN comportent des éléments d'adaptation, l'élaboration des PAN contribuera à codifier les objectifs et à accroître potentiellement les ambitions, ainsi qu'à accélérer la mise en œuvre des mesures d'adaptation. La résilience doit être développée dans des secteurs clés comme l'agriculture et la gestion de l'eau, entre autres. Les programmes du GGGI et du PNUD aident des pays comme l'Éthiopie, le Bénin, la RDC, etc., à élaborer leurs PAN.
- **Prendre l'initiative dans les discussions visant à établir une architecture globale pour les pertes et dommages, notamment en produisant davantage de leadership éclairé et de défenseurs par le biais de réunions de haut niveau.** Le mécanisme de financement des pertes et dommages n'en étant qu'à ses débuts et impliquant des considérations complexes, l'Afrique doit prendre une place prépondérante à la table des discussions pour s'assurer que sa voix est entendue. Pour anticiper cela, les partenaires doivent collaborer avec les principaux groupes de réflexion africains, les agences gouvernementales, etc. afin de développer une direction de réflexion sur la structuration de l'architecture globale. Les partenaires doivent également collaborer avec les gouvernements pour organiser des réunions de haut niveau afin d'amplifier la voix de l'Afrique. La CEA et la BAD mènent des efforts de support similaires, mais ceux-ci doivent être approfondis et étendus.

- **Favoriser une transition équitable en renforçant l'inclusion des femmes, des jeunes, des entrepreneurs, des travailleurs informels et des peuples autochtones dans tous les secteurs de la politique et de l'action climatique aux niveaux national et régional, car ces groupes sont très vulnérables aux impacts du changement climatique.** Pour garantir une approche participative dans les CDN, les PAN, les LT-LED et les projets nationaux et régionaux, lors des phases de conception, d'actualisation et de mise en œuvre, il est essentiel de renforcer et d'accroître la désagrégation des données. En effet, les pays doivent établir des preuves au niveau national de l'impact du changement climatique sur l'égalité des sexes, les jeunes, les petits entrepreneurs et le secteur informel grâce à des recherches détaillées au niveau national. Ils doivent ensuite déterminer des objectifs quantifiés pour ces groupes vulnérables et consacrer des lignes budgétaires pour garantir la réalisation de ces objectifs. Une action chiffrée, liée à un suivi et à des indicateurs qui reflètent ces groupes vulnérables, nécessite un soutien financier et technique plus important. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, tels que le Secrétariat du Commonwealth, ont réalisé des évaluations sur l'intégration du genre dans les CDN. Le PNUD a également publié un rapport intitulé "How Just Transition Can Help Deliver the Paris Agreement" sur l'intégration d'une transition équitable dans tous les secteurs de l'économie, à travers les CDN et leur mise en œuvre. Les partenaires peuvent agir auprès des pays afin de s'assurer que toutes les CDN, les programmes climatiques, etc. intègrent l'aspect de la transition équitable.
- **Améliorer la transparence en accélérant la mise en œuvre des systèmes MNV d'adaptation et d'atténuation et en aidant les pays à mettre en place des systèmes de collecte de données climatiques, des méthodologies pour définir les indicateurs et des mécanismes de coordination pour la mise en œuvre.** En effet, GGGI a contribué dans le lancement par le Burkina Faso d'une plateforme MNV ouverte sur le web pour aider à suivre les progrès réalisés par rapport à sa CDN. Cette plateforme sert également de système de partage et d'archivage des données sur les GES, les actions d'adaptation et d'atténuation, et tout type de soutien financier, technologique et de renforcement des capacités. Le Burkina Faso fait désormais partie des cinq pays africains qui disposent d'une plateforme numérique MNV, à côté du Mali, Sénégal, Maroc et Tunisie.²⁴² Par conséquent, les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN peuvent

continuer à aider les pays à mettre en place des systèmes MNV nationaux pour surveiller la mise en œuvre des CDN et les intégrer dans les processus nationaux MEAL.

- **S'attaquer aux multiples formes de discrimination qui se croisent et aux facteurs structurels de l'inégalité entre les sexes** par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques climatiques équitables et renforcer la base de données factuelles sur les relations qui existent entre le climat, le genre et la santé et les droits sexuels et reproductifs dans la région en soutenant la recherche menée localement et en recueillant des données désagrégées, y compris des données sur les impacts différenciés du changement climatique.



4.2 FINANCEMENT CLIMATIQUE INNOVANT, ADAPTÉ ET DURABLE

- **Se concentrer sur des modèles de projets du secteur privé commercialement viables lors de la traduction des CDN en projets d'investissement et appliquer une perspective d'inclusion pour s'assurer que les investissements climatiques ont des effets positifs et étendus.** Davantage de pays doivent traduire leurs objectifs de CDN en projets investissables bien conçus et techniquement solides, avec des retours économiques et d'impact. Ce faisant, les pays doivent prendre en compte le fait que la croissance exponentielle du financement climatique en Afrique sera menée par le secteur privé. Ils doivent donc créer en permanence un environnement qui incite et mobilise les investissements privés. Ces modèles doivent permettre une implication significative des entreprises informelles, qui constituent l'essentiel des économies africaines, et être adaptés aux jeunes. Bien qu'il n'en soit qu'à ses débuts, le soutien du secteur privé au Secrétariat du Commonwealth a déjà fait des progrès en créant des voies pour une participation accrue du secteur privé et en le mobilisant, mais il devra être approfondi et étendu.
- **Développer le financement climatique en élargissant l'utilisation d'outils de financement innovants - y compris l'utilisation d'un plus grand nombre d'outils de réduction des risques pour développer les investissements du secteur privé.** Pour accroître la confiance des investisseurs dans un modèle de mise en œuvre des CDN dirigé par le secteur privé, l'Afrique devra continuer à minimiser les risques mis en avant par les investisseurs privés. Le continent devra avoir accès à davantage de mécanismes de réduction des risques en s'aventurant dans des outils actuellement inexploités (p. ex. les obligations vertes et bleues) et en développant de nouveaux outils innovants. En outre, la taille de ces moyens devra être considérablement augmentée pour maximiser les flux de capitaux privés. Plusieurs programmes de la BAD, notamment la facilité Room2Run et le plaidoyer en faveur des droits de tirage spéciaux, ont commencé à produire des résultats, mais il faut davantage de partenaires de développement pour augmenter la taille et la portée des outils de financement innovants.
- **Reconnaître les contraintes de la dette budgétaire souveraine auxquelles sont confrontés les pays les plus vulnérables au climat et les cibler en tant que bénéficiaires de financements à des conditions privilégiées.** Les pays africains les plus vulnérables au changement climatique ont accumulé des montants importants de dette et ne peuvent donc pas financer durablement leur programme climatique à l'aide des instruments de dette traditionnels. Les partenaires doivent se mobiliser en permanence autour d'eux et plaider pour que davantage d'échanges dette-nature/climat soient réalisés sur le continent. Il est également possible d'écologiser en permanence le financement du développement sans dette en allouant davantage de fonds à des projets intelligents sur le plan climatique. Des initiatives telles que la facilité de liquidité et de durabilité de la CEA doivent être développées.
- **Débloquer la finance carbone pour financer les projets s'appuyant sur les SfN en renforçant les cadres réglementaires et les compétences techniques.** Pour ce faire, les pays de la région doivent formuler des politiques pertinentes, établir des institutions et des systèmes de gouvernance solides, et mandater et adopter des législations qui permettent d'instaurer le commerce du carbone. Les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, tels que le GGGI et le PNUD, aident des pays tels que le Sénégal, le Maroc et la Zambie à concevoir des politiques, à élaborer des réglementations et à organiser des ateliers de renforcement des capacités afin de les préparer à l'échange de carbone au titre de l'article 6 de l'Accord de Paris. Avec le lancement de l'ACMI lors de la COP27, soutenu par la CEA, davantage de pays auront besoin de l'aide des partenaires de la plateforme africaine pour les CDN pour créer des environnements favorables essentiels à la participation au marché volontaire du carbone. Cet environnement devrait permettre aux responsables de la mise en œuvre de tirer facilement des avantages économiques en recevant une contrepartie monétaire du carbone pour encourager la mise en œuvre de projets s'appuyant sur les SfN. Cela constituera la base d'une transition équitable pour les pays africains.



4.3

PROGRAMMES, GOUVERNANCE ET COORDINATION RÉGIONAUX ROBUSTES ET RENFORCÉS

- **Renforcer les objectifs régionaux et continentaux associés à l'action climatique en renforçant les programmes thématiques régionaux pour verdir la ZLECAF et en mettant en œuvre le Plan d'action pour la relance verte (GRAP) de l'UA 2021-2027.** Le développement de grands projets phares régionaux/continentaux intégrés, tels que l'AFR100, le GMV et le GMB, initiés et soutenus par l'AUDA-NEPAD, la CUA, le Secrétariat du Commonwealth, la CEA et la CNULCD, a le potentiel d'attirer davantage de financements que les projets isolés. Ainsi, en juin 2022, plus de 19 milliards USD avaient été promis par la BAD, l'AFD, la Commission européenne, la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement (BEI), pour soutenir la GMV.²⁴³ Cela pourrait aider le continent à surmonter les difficultés de financement actuelles en tirant parti d'une collaboration renforcée au niveau régional. Toutefois, les organes qui régissent ces programmes régionaux manquent parfois de financement et de pouvoir d'action. Cela nécessite donc une coordination étroite entre les différents acteurs (gouvernement, partenaires techniques et financiers, société civile, etc.), une forte volonté politique et un financement dédié pour les organes de gouvernance.
- **Renforcer la gouvernance au niveau national. L'appropriation nationale est essentielle à la mise en œuvre des CDN et des LT-LED et doit être intégrée dans les processus de planification et de mise en œuvre du développement national.** Pour maximiser l'impact au niveau national, les partenaires doivent renforcer les entités qui dirigent la mise en œuvre des CDN, en particulier la coordination et le leadership pour s'assurer que le changement climatique est systématiquement pris en compte dans les politiques sectorielles. En outre, les partenaires doivent continuellement renforcer la capacité de ces entités à développer et à gérer les initiatives et les investissements liés aux CDN. Cela devrait se traduire par un renforcement du rôle de supervision du Comité des chefs d'État et de gouvernement africains sur le changement climatique (CAHOSCC) et de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE). Par ailleurs, le rôle des acteurs infranationaux

et non étatiques dans la mise en œuvre des CDN et des LT-LED doit être pris en compte et renforcé. Des programmes tels que le travail de coordination du NDC-P doivent être financés et dotés de ressources pour assurer la viabilité et la transposition à une plus grande échelle

- **Promouvoir et accroître la coordination, l'apprentissage, la mise à l'échelle et la reproduction des modèles réussis au niveau régional/continental.** Au niveau régional/continental, les partenaires doivent continuellement renforcer les mécanismes de coordination pour s'assurer que les efforts ne sont pas dupliqués. Par exemple, le lancement de la plateforme africaine pour les CDN en 2017, est déjà un grand premier pas vers la coordination des partenaires de développement pour collaborer et fournir efficacement un soutien à la mise en œuvre des CDN dans les pays africains. Il y a aussi l'Initiative pour l'adaptation en Afrique, dirigée par le PNUD, qui vise à coordonner les actions d'adaptation sur le continent. Cela renforcera l'apprentissage et le suivi par les pairs sur le continent et facilitera la mise à l'échelle et la reproduction des modèles réussis. Cela pourrait ainsi se traduire par :
 - Coordonner les priorités de l'Afrique lors des négociations de la Conférence des parties à l'Accord de Paris grâce à la facilitation accrue du Groupe africain de négociateurs (AGN)
 - Encourager les efforts visant à favoriser la collaboration et les partenariats, notamment par l'intermédiaire de l'Africa NDC Hub pour une mise en œuvre efficace et rapide
- **Favoriser et encourager la mise à l'échelle de solutions et de technologies innovantes, notamment en intégrant des solutions du secteur privé dans les programmes régionaux afin de garantir la transparence ainsi qu'un suivi efficace de l'impact et des fonds alloués.** Des solutions telles que la blockchain et les données satellitaires appliquées aux programmes régionaux soutenus par les partenaires de la plateforme africaine pour les CDN, comme l'AFR100, la GMV ou la GMB, permettraient de suivre les paiements des agriculteurs pour les actions de la RPF et d'assurer un reboisement efficace.

243. Forum économique mondial, The untapped potential of Great Green Wall value chains: an action agenda to scale restoration in the Sahel, Sep 2022